

France Forum

- **L'information : comment l'améliorer ?**
- **La France des années 80**
- **La V^e République : 20 ans après**
- **Souvenir d'Herbert Marcuse**
- **Idéologie et philosophie de l'art**
- **Impressions d'Extrême Orient**
- **M. Perrichon et les Américains**
- **Orsay : le triomphe du XX^e siècle**

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. : 544 75 50

Abonnement annuel 60 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *175-176*

Novembre-Décembre 1979

14 F

DOSSIERS ET ETUDES

L'INFORMATION AUJOURD'HUI. QUE VAUT-ELLE ? COMMENT L'AMELIORER ? PAR BERNARD VOYENNE	2
M. PERRICHON ET LES AMERICAINS PAR JACQUES NANTET	7
LA V ^e REPUBLIQUE, VINGT ANS APRES PAR PIERRE AVRIL	11
SOUVENIR D'HERBERT MARCUSE PAR FRANÇOIS FEJTO	15
LA FRANCE DES ANNEES 80 PAR JEAN BOISSONNAT	17
IMPRESSIONS D'EXTREME-ORIENT PAR CHARLES DELAMARE	25
IDEOLOGIE ET PHILOSOPHIE DE L'ART PAR ETIENNE BORNE	32

ARTS

LA VIE LITTERAIRE PAR PHILIPPE SENART	40
ORSAY, OU LE TRIOMPHE DU XIX ^e SIECLE PAR YVAN CHRIST	47
L'EXPOSITION PARIS-MOSCOU : ILLUSTRATION DES RAPPORTS DU POUVOIR COMMUNISTE AVEC LA CULTURE PAR FRANÇOIS FEJTO	51

NOTES DE LECTURE

REFLEXIONS SUR LES OCCIDENTAUX D'ALFRED GROSSER PAR JEAN LALOY	55
LA FRANCE AU BOIS DORMANT D'ANDRE FONTAINE PAR D.A. KERGALE	57
HISTOIRE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE DE JOSEPH ROVAN PAR PIERRE AVRIL	59
ET SI NOUS PARLIONS DE DEMAIN DE JEAN-PIERRE FOURCADE PAR FRANÇOIS MICHEL	60
ON NE CHANGE PAS LA SOCIETE PAR DECRET DE MICHEL CROZIER PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN	61
L'ETAT LIBERE DE CHARLES DASVILLE PAR HENRI BOURBON	63
L'EUROPE SOCIALE PAR JACQUES MALLET	63
LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE (STALINE, L'HOMME ET SON TEMPS) DE ADAM B. ULAM PAR ANDRE KEREVER	64
LE MYTHE INDO-EUPEEN PAR JOSEPH MACE-SCARON	68

PROPOS DU TEMPS

LA NUIT DE L'ESPRIT PAR ETIENNE BORNE	70
--	----

L'INFORMATION AUJOURD'HUI QUE VAUT-ELLE ? COMMENT L'AMELIORER ?

par Bernard VOYENNE

Professeur au Centre de formation des journalistes depuis de longues années, journaliste lui-même en même temps qu'historien des idées, notre ami Bernard Voyenne va publier prochainement aux Editions Armand Colin (Collection U) un ouvrage intitulé L'Information aujourd'hui, où il s'efforce de faire le point sur l'une des questions à la fois les plus chargées de passion et, peut-être, les plus méconnues de notre temps. Ce livre est, en fait, la refonte assez profondément modifiée et surtout actualisée, d'un travail bien connu du même auteur, publié il y a près de vingt ans et constamment réédité depuis. La Presse dans la société contemporaine. A l'heure où le rapport de la Commission parlementaire sur l'information provoque les polémiques que l'on sait, il nous a paru intéressant d'emprunter à la conclusion du livre de Voyenne ces bonnes feuilles où sont posées les conditions d'un dialogue à trois parties prenantes : les entreprises, les journalistes ... et le public.

Que vaut l'information contemporaine et quel est son avenir prévisible ? Après bien d'autres, il faut bien poser la question, tout en sachant qu'on ne pourra y répondre que d'une manière imparfaite et décevante. Par rapport aux espoirs, ou aux rêves, de l'optimisme libéral, l'état actuel des choses apparaît certainement en recul ou, à tout le moins, comme une réalisation seulement très partielle. Le « libre flux des nouvelles » qui devait baigner l'humanité entière, en rendant enfin possibles des conduites raisonnables, est loin — bien loin ! — d'être un fait. Nous avons vu et voyons encore l'information confisquée par les puissances, avec des moyens souvent bien supérieurs à ceux des anciens régimes « absolutistes ». Le beau

modèle qui a inspiré l'Occident s'est révélé à l'usage d'une application particulièrement malaisée et encore plus difficilement exportable. Deux siècles après des débuts prometteurs, voire enthousiastes, il n'y a peut-être pas vingt Etats dans le monde où existe une information ne serait-ce que relativement libre. Partout ailleurs, non seulement on lui tourne le dos mais encore cette fin de non recevoir s'est donnée de trompeuses justifications. Réfléchir sur l'état actuel de l'information c'est donc, avant tout, prendre en compte d'énormes différences, de pays à pays, et, à l'intérieur d'une même presse nationale, entre les différents organes. Autant dire qu'il est pratiquement impossible de formuler un jugement d'ensemble, encore moins des affirmations

définitives. Nous nous bornerons à un tableau général, centré sur la situation que nous connaissons ici et maintenant mais, autant que possible, intégrant aussi ce qui se passe ailleurs et ce qui est train de changer sous nos yeux. Objectif déjà très ambitieux et dont le meilleur résultat serait d'alimenter la recherche personnelle de chacun.

L'AMBIGUITE DU PROGRES

Ce qui frappe d'emblée c'est l'extraordinaire développement des possibilités techniques. Aucune société, ni même aucune élite, n'ont jamais disposé — à beaucoup près — des moyens d'information qui sont désormais à la portée de tous. La terre entière, et déjà le cosmos, défilent en permanence sous nos yeux, sans que personne n'ait même plus l'idée de s'en étonner. Les pays que l'on appelle sous-développés commencent eux-mêmes à disposer de ces moyens, quelle que soit l'utilisation qui en est faite. On peut dire, en exagérant à peine, qu'il n'est pratiquement plus un coin du monde où ne parvienne quasi instantanément, une nouvelle de première grandeur, par le son, l'image et (dans une moindre mesure) l'imprimé.

Quant à nous, les nantis, nous communiquons en permanence avec les plus puissants personnages comme avec les plus humbles : leurs souffrances, leurs espoirs, leurs pensées, nous sont un peu moins incompréhensibles et, dans les meilleurs cas, un lien réel s'établit entre eux et nous, aussi lointains soient-ils. Dès lors, les obstacles propres à la condition humaine — ceux des sens en particulier — sont sinon vaincus du moins largement surmontés, à un degré qui eut paru impossible il y a peu de temps encore aux anticipateurs les plus audacieux. Et ce n'est pas fini : demain, aujourd'hui déjà, toute la connaissance de l'humanité apparaîtra à la demande sur nos écrans, l'électronique bouleversera encore plus la fabrication des journaux imprimés, tandis que les satellites à réception directe mettront en liaison immédiate — du moins potentiellement — toutes les régions du globe.

En rapidité, en efficacité, en bon marché, les moyens se sont donc développés d'une manière prodigieuse depuis le milieu de ce siècle, et se développeront encore. Mais ont-ils été mis au service de l'information ? L'information elle-même s'est-elle améliorée parallèlement ? La réponse globale est plutôt négative. Il paraît certain que les techniques de transmission ont progressé plus vite que la qualité de ce qui était transmis. Si les gouvernements et même les entreprises de presse ont mis dans l'ensemble un empressement indéniable à se doter — selon la mesure de leurs possibilités et parfois au-delà — des merveilleux moyens que leur offraient les ingénieurs, c'est plus souvent pour servir leur volonté de puissance ou leurs ambitions purement commerciales que par amour désintéressé de la vérité. On s'étonnerait qu'il en eût été autrement. Néanmoins, même quand ils sont plus ou moins détournés de leurs fins ou utilisés au-

dessous de leurs possibilités, la seule existence de ces moyens est une chance de progrès.

Plus inquiétant est le fait que, serait-ce dans les conditions les moins défavorables, les capacités humaines n'aient pas suivi. Assurément la nostalgie du passé peut conduire à des conclusions trompeuses. Il est pourtant difficile de prétendre, quels que fussent les défauts des journaux d'hier, que ceux d'aujourd'hui aient progressé en proportion des instruments dont ils disposent. Certes les performances spectaculaires ne manquent pas et elles peuvent être bénéfiques. Le plus souvent, cependant, on joue avec la machine, quand on n'est pas dupé par elle. Non seulement les informateurs ne sont devenus pour autant ni plus intelligents, ni plus compétents, mais il arrive fréquemment que la technique les dépasse. Elle comporte, en tout cas, des causes d'erreur — ne serait-ce que matérielles — qui lui sont inhérentes et le personnel devrait être de mieux en mieux paré pour y remédier, ce qui n'est pas. Si les capacités professionnelles (y compris bien entendu celles des directions) et le souci de l'essentiel avaient progressé du même pas que les progrès du « management » ou les (justes) revendications syndicales, cela se verrait. Les moins sévères n'osent pas le prétendre.

Quand l'on se tourne enfin vers le public, il est aisé de constater que sa consommation de divertissement s'est énormément accrue, alors que celle d'information est restée à peu près stagnante, pour ne pas dire qu'elle est en régression. L'environnement social en est très certainement la cause mais une part de cette situation, sans doute difficile à apprécier, incombe aux informateurs eux-mêmes. Comme si elles pressentaient cette carence, et dans l'atmosphère générale de soupçon qui est celle du siècle, les élites aussi bien que les foules ont tendance à se détourner d'une presse qui leur apparaît comme très au-dessous de sa mission. Ils sont persuadés d'être manipulés, sans comprendre que leur passivité défiante favorise toutes les manipulations. Injustes, au moins en partie, ces accusations nourrissent sourdement un procès dont il faut, avant tout jugement, examiner les griefs majeurs en s'efforçant de les confronter aux faits.

L'INFLATION DES NOUVELLES

La marche galopante des techniques a eu pour premier résultat de multiplier dans d'énormes proportions aussi bien la masse des nouvelles qui circulent que les occasions d'être sollicité par elles. Les professionnels ont tendance à considérer cette inflation comme automatiquement favorable au public, parce qu'ils en tirent eux-mêmes profit et restent obnubilés par l'image libérale du grand marché où chacun, doté de lumières par définition égales, peut faire son choix en toute indépendance. Cela n'a jamais été évident et l'est de moins en moins. En fait les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, même s'ils s'abandonnent à leur boulimie, ne sont pas

réellement nourris par cette indigeste soupe d'informations, et leur gavage aboutit plutôt à une frustration. De plus en plus souvent même, ils ressentent ce bombardement de richesses frelatées comme agressif et se réfugient dans le refus de toute information. Le vrai problème des sociétés post-industrielles — en ce domaine comme en bien d'autres — n'est pas la pénurie mais l'abondance. Ou, plus exactement, il résulte d'une disharmonie entre une offre non pas excessive mais incohérente et une demande qui, confusément, réclame un choix beaucoup plus qualitatif.

Submergé par le flot ininterrompu des nouvelles qui se bousculent en désordre et souvent paraissent se contredire, noyé sous l'abondance des détails mal distingués de l'essentiel, déconcerté par des méthodes journalistiques dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elles sont souvent cavalières, le public s'oriente de plus en plus difficilement au sein d'un kaléidoscope qui lui donne le tournis. Dans le même temps les gens informés d'une spécialité — toujours plus nombreux — constatent que les erreurs de la presse sont directement proportionnelles à sa prétention de trancher de tout. C'est le cas de parler d'une suffisance qui n'a d'égale que l'insuffisance. Alors on hausse les épaules, on s'esclaffe, on tend à généraliser des défauts qui sont sans doute réels mais deviennent un alibi commode pour le mol oreiller du doute ou le refus de regarder en face ce qui gêne.

La pente sera, de part et d'autre, difficile à remonter. Du côté des journaux, il n'y a que trois remèdes qui, d'ailleurs, sont en relations étroites : la rigueur, la spécialisation, l'explication. Certes il est difficile d'espérer la sélection des nouvelles et ce peut être l'occasion et le moyen d'une mauvaise foi plus ou moins dissimulée. Pourtant les organes d'information doivent choisir, et c'est même pour cela qu'ils existent : sinon il suffirait de faire défiler, en vrac, les nouvelles des agences qui, d'ailleurs, sont elles-mêmes contraintes au choix. C'est une dangereuse facilité que d'augmenter indéfiniment le nombre des pages et prétendre tout donner, sous prétexte d'honnêteté, alors que nos contemporains pressés, désorientés, recherchent exactement le contraire : le succès des « news-magazines » est là pour le démontrer. On réclame une ligne directrice, un classement plus clair, un condensé de ce qui est réellement important.

Qui opérera cette sélection, délicate entre toutes, sinon celui dont le discernement est le fruit d'une véritable compétence ? Le spécialiste. Sans doute y a-t-il aussi des dangers dans une spécialisation excessive ou trop étroite, mais le temps est néanmoins fini où le journaliste parlait de tout, alors qu'il savait fort peu, et pouvait le faire impunément parce que ses lecteurs en savaient moins encore. L'information est d'abord celle de l'informateur : truisme qu'il faut sans cesse rappeler. Mais elle est en même temps une mise en forme, ce qui veut dire, que la connaissance approfondie des faits n'est rien sans

la capacité de les faire comprendre. En d'autres termes, à l'abondance des informations doit s'ajouter, parfois se substituer, un effort d'explication de plus en plus indispensable au fur et à mesure que les réalités deviennent plus complexes. Le paysage de la vie sociale est, au premier abord, un indescriptible chaos. Seule l'analyse informée y fait apparaître des lignes de forces, qui se modifient sans cesse et demandent donc à être à tout moment remises en question. Les authentiques communicateurs sont ceux qui ont à la fois la science et le don de faire jaillir des perspectives dans la confusion du réel, sans pourtant trahir les nuances du détail. Tâche redoutable, à la limite impossible, mais plus indispensable que jamais dans les sociétés techniciennes, cloisonnées, déshumanisées qui sont — et seront toujours davantage — les nôtres. Si les organes d'information ne l'exercent pas, le monde ira à la babélisation. Les exigences manifestées à l'égard des media ne sont que le corollaire du besoin vital que l'on a de leur médiation.

LA PRESSE EN QUESTION

Il est dans le destin des informateurs d'être soumis à une ambivalence fondamentale. D'un côté, comme nous venons de le rappeler, la vie sociale ne peut se passer d'eux et leur assure, en contrepartie du service qu'ils remplissent des avantages plus ou moins grands mais toujours réels. Mais, en même temps, la fonction d'informateur est toujours tenue pour encombrante, quand ce n'est pas franchement scandaleuse. Aucun groupe humain ne voit jamais d'un bon œil ceux qui tentent de s'immiscer dans ses affaires. Le diable boiteux, qui épie les secrets des familles, n'est que méprisable : mais le journaliste dévoilant les secrets d'affaires trop privées ou ceux du domaine le plus public est accusé bien souvent de troubler l'ordre sacré des choses. Comment ces gens savent-ils, se dit-on, si ce n'est par des procédés inavouables ? Pourquoi, sinon en raison du plus bas appétit, vont-ils jeter sur la place publique ce qui s'arrangerait — ou arrangerait — si bien de rester dans le silence ?

C'est pourquoi, dès l'origine, la presse a été à la fois assiégée par les solliciteurs et soumise au feu des censeurs, ceux-ci et ceux-là étant bien souvent les mêmes. Il y a tout un florilège de textes qui, dès son berceau, l'ont clouée au pilori avec une hargne dont l'acharnement même est caractéristique : attirance et mépris mêlés, comme pour les filles publiques ! De fait la plupart des accusations portées contre la presse se placent sur le terrain moral, venant de juges qui sont loin d'être toujours au-dessus de tout soupçon. Voltaire prôna la liberté de la presse quand il s'agissait de ses livres et de ceux de son clan mais fulmina, aussi, l'un des premiers, contre les journalistes des bordées d'insultes et de calomnies devenues classiques par la grâce de son esprit. Après lui on est allé répétant que les journaux étaient « remplis d'indécences », « souillés par la médisance » et n'apprenaient que le mauvais style. Rousseau bien sûr, ce moraliste intransigeant, a surenchéri et nul n'ignore sa célèbre apostrophe : « *Qu'est-ce qu'un livre périodique ? Un ouvrage*

éphémère, sans mérite et sans utilité, dont la lecture, négligée et méprisée par les gens lettrés, ne sert qu'à donner aux femmes et aux sots de la vanité sans instruction, et dont le sort, après avoir brillé le matin sur la toilette, est de mourir le soir dans la garde-robe ». Des générations d'hommes de lettres, alors même qu'ils demandaient aux journaux une bonne part de leur réputation (et sans doute pour cela) se sont transmis ces poncifs, dont il serait aisé de relever les avatars contemporains. Mais nul plus que Balzac, qui eut un véritable compte à régler avec la presse, n'a orchestré avec génie les thèmes de la futilité, de la précarité et de la vénalité des écrits journalistiques. Ils forment entre autres la matière de ce chef-d'œuvre, *Illusions perdues*, dont la clairvoyance plonge ses racines dans une rancœur monumentale.

Encore ne s'agit-il, à ce stade, que de la presse « littéraire », laquelle n'était, en effet, qu'un sous-produit de la littérature proprement dite, même si elle a su devenir — pendant la Révolution notamment — un genre à part entière, avec des réussites éclatantes. L'information proprement dite occupait peu de place dans les anciennes gazettes. Limitée d'ailleurs aux ragots de théâtre et aux coulisses de la politique politicienne, elle ne relevait pas bien haut la dignité des compères — forme masculine de commère — qui en alimentaient la provende. Ce n'est pas avant la fin du XIX^e siècle que les nouvelles sont enfin devenues la matière essentielle des journaux, sous les effets conjugués du suffrage universel, de l'abolition des censures, de l'industrialisation, et des grandes querelles nationales ou internationales. Mais ce nouveau journalisme — qui n'était autre que le vrai — n'a pas été accueilli avec moins de sarcasmes que les potins d'antan. On le disait « à l'américaine », dédain suprême des littérateurs qui, pourtant, avaient enfin trouvé droit de cité dans la presse. Après l'avoir condamnée pour son insignifiance, c'est sa trivialité qu'ils lui reprochent maintenant. Quand le « premier Paris », brillant et creux commença à être éclipsé par les témoignages d'informateurs professionnels qui avaient pris la peine d'aller sur place et de se renseigner, les salons se récrièrent : ces Roule tabille prétendaient sacrifier la profondeur des idées à l'écume de l'événement ! Dans les journaux mêmes, la vieille école des chroniqueurs élégants et des analystes en chambre faisait chichement leur place à ceux qu'ils accusaient de n'être que des fouilleurs de poubelles et des cacographes. Bien entendu, il y avait parfois du vrai des deux côtés. Le discours journalistique s'épuisait dans les belles phrases mais, trop souvent, l'information s'est bornée à n'être qu'un psychodrame sans texte.

En simplifiant, ce procès à la presse d'information s'articule sur deux griefs contradictoires : elle dévoile ce qui ne devrait pas être dit et en même temps nous cache la vérité. Là encore, il ne s'agit pas de prendre seulement le contrepied de ces reproches pour être dans la droite raison. Les deux peuvent être fondés à la fois, nous l'avons dit. Néanmoins ce qu'ils ont l'un et l'autre d'erroné, c'est de refuser que l'information soit l'affaire de tous avant d'être le métier de quelques-uns : illusion que

les journalistes eux-mêmes partagent quelquefois. Etrange erreur de croire que l'on doive, ou même que l'on puisse, cacher les faits ou en donner une version qui satisfasse les passions de chacun. Et pourtant, ce rêve est entretenu — bien qu'ils l'avouent de moins en moins — par tous ceux qui détiennent une part de pouvoir ou s'identifient avec une quelconque cause.

En revanche, il n'est pas douteux que des journaux se trompent, et trompent délibérément ; et même qu'aucun d'entre eux n'atteint jamais que partiellement l'exactitude des faits dans toutes ses dimensions. Nul n'échappe à la condition humaine et moins encore ceux qui œuvrent dans la hâte et sous la pression de mille circonstances. Mais si le public, au lieu de ricaner dans les gradins, prenait sa part de cette information nécessaire en se comportant enfin d'une manière active, les choses n'iraient-elles pas un peu mieux ? Sans doute. A condition que la presse elle-même fasse d'abord son autocritique.

L'ATTITUDE CRITIQUE

Le journaliste est l'historien du présent, a-t-on dit. C'est exact dans toute la mesure où l'on peut faire l'histoire de ce qui se modifie sans cesse. Du moins l'information partage-t-elle avec l'étude du passé sa matière, puisque ce qui advient est aussitôt refoulé dans les archives du temps au profit d'un événement plus actuel. Bref, les actions des hommes et le mouvement des choses, dans leur complexité, sont les objets ici d'une science conjoncturale, là d'une approximation permanente, voilée sous une ambition de rigueur. Les méthodes doivent donc être sinon identiques, du moins analogues. Or le fondement de toute science, celui de l'histoire en particulier, c'est la critique. D'abord à l'égard de soi-même, en sachant ses limites, en se gardant comme du péché majeur de toute prétention à l'absolu. Corrélativement, vis-à-vis de l'objet que l'on cherche à connaître : celui-ci n'est jamais donné mais se construit comme un édifice provisoire, que l'on devra rebâtir chaque fois qu'une pièce nouvelle viendra déranger l'harmonie savamment établie. Rien n'est tout à fait certain ; rien n'est vraiment définitif : tels sont les axiomes de ceux qui cherchent patiemment la vérité et, entre tous, du journaliste, assurément le plus petit d'entre eux.

Le premier critique de la presse, du moins en France, n'est autre que le fondateur de notre première publication, *La Gazette* : Théophraste Renaudot. On ferait un petit traité de la profession, valable encore aujourd'hui, avec ses éditoriaux et les préfaces qu'il écrivit chaque année, à partir de 1632, pour le recueil annuel de son périodique. Avant tout Renaudot plaide l'indulgence — et c'est à ses propres clients qu'il s'adressait ! — en faveur d'un métier dont la plupart des périls lui étaient déjà familiers « *estant malaisé, qu'entre cinq cents nouvelles écrites à la hâte, d'un climat à l'autre, il n'en échappe quelque une à nos correspondants qui mérite d'être corrigée par son*

père le Temps ». Il a appris aussi d'expérience à ne pas céder au vœu des lecteurs, qui aimeraient voir annoncer seulement ce qui leur est agréable ; mais, dit-il fièrement, « *en une seule chose, ne céderai-je à personne en la recherche de la vérité* ».

C'est un plaisir un peu amer de citer les fines observations du père de la presse française, écrites dans une langue savoureuse et ferme dont nous avons perdu le secret. Ses successeurs ont en effet oublié, plus souvent qu'à leur tour, de se livrer au même examen de conscience, tombant plus volontiers dans les pièges de l'autosatisfaction, parfois même du pur cynisme. Quant à la connaissance raisonnée des processus de communication — qui est différente de la réflexion professionnelle mais lui est d'un grand secours — nous avons dit qu'elle s'est constituée tardivement et n'en est encore qu'à ses prémices.

En vérité c'est encore l'histoire, première des sciences humaines (première chronologiquement mais aussi par le champ de ses méthodes) qui doit inspirer l'exercice critique du journalisme puisque, comme elle, celui-ci repose fondamentalement sur la critique du témoignage humain. Critique externe d'abord : comment éprouver la fiabilité de la source utilisée ? s'il paraît y en avoir plusieurs, sont-elles réellement différentes ? a-t-on déjoué les innombrables chausse-trapes de la traduction et de la transmission ? n'est-on pas dupe du choix des autres ? Critique interne, ensuite : comment se présente le message ? quelle est sa cohérence ? sur quelles preuves ou présomptions s'appuie-t-il ? l'a-t-on confronté à une connaissance générale du sujet ? est-il en contradiction ou en harmonie avec d'autres ? enfin s'est-on exercé à dissocier dans tout texte, et surtout dans les siens propres, le noyau de l'information de la langue suspecte des commentaires ?

Telles sont les principales questions que les historiens se posent depuis qu'il y a une histoire scientifique, et qui se subdivisent elles-mêmes en applications multiples, répondant à l'extrême diversité des cas. Si les journalistes ne sont pas formés à cette ascèse de la rigueur, si elle ne leur est pas devenue comme une seconde nature, les aidant à surmonter, autant que faire se peut, les impulsions de leurs humeurs, ils pourront avoir le plus grand talent du monde, ce ne seront jamais de vrais informateurs. Alors, oui, la presse restera ce que beaucoup croient qu'elle est, ou voudraient qu'elle fut : un instrument de domination des esprits, une entreprise de déformation intentionnelle du monde, sous prétexte de le raconter.

LE ROLE DU PUBLIC

Progresserait-on dans cette voie jusqu'à donner enfin à la presse la dignité qu'elle est encore loin d'avoir, on n'aurait encore fait que la moitié du chemin. Et c'est ici, bien sûr, qu'intervient le public. S'il n'est pas lui-même

critique, à quoi bon lui offrir une matière informée, qu'il déformera aussitôt dans le sens de ses fantasmes ? La méthode de déchiffrement des messages de presse est fondamentalement la même que celle qui doit présider à leur élaboration et exige, toutes proportions gardées, un entraînement identique. Quand bien même en effet le texte du journaliste serait-il impeccable, ce n'est qu'un témoignage parmi d'autres. Il faut donc le considérer comme tel, et parmi les autres. Le lecteur ou l'auditeur (le second plus encore que le premier) doivent donc le considérer pour ce qu'il est, non pas avec un scepticisme systématique mais dans sa relativité, sa fragilité, bref son humanité.

Au risque donc, de passer pour un idéaliste impénitent, il faut affirmer que le bon usage de la presse exige un minimum de connaissances générales à son sujet — or, bien des gens, même cultivés, sont loin de les avoir — ainsi qu'un certain nombre de données sur l'organe auquel on a habituellement recours et sur ses principaux collaborateurs. Les entreprises de presse font peu de chose, il est vrai, pour faciliter cette approche, quand elles ne cherchent pas à s'y dérober ou à brouiller les pistes : raison de plus pour suppléer, individuellement ou collectivement, à cette carence. Quand l'on ignore qui vous parle, il n'est pas possible de comprendre vraiment ce qu'il dit, encore moins de détecter ce qu'il dissimule. Et surtout, surtout, que l'on multiplie le nombre des interlocuteurs car, si chacun en particulier possède ses limites, à plusieurs ils finiront tout de même par cerner l'objectif. Qui n'entend qu'une cloche, n'entend qu'un son ! Comparer, recouper, opposer au besoin, les versions d'un même thème, c'est la seule méthode praticable pour s'approcher d'une vérité. Elle est féconde par elle-même autant que par ses résultats, parce qu'elle oblige l'esprit à une démarche active, autonome, toujours recommencée, qui est celle-là même de la liberté. Le pluralisme de la presse est, certes, la première condition de cette liberté : mais il reste en grande partie stérile si chacun ne l'utilise pas pour son propre compte.

C'est beaucoup demander, aux journalistes comme à leur public ? Sans doute. Mais s'informer n'est pas une tâche facile, contrairement à ce que voudraient faire croire les propagandistes intéressés du moindre effort. A droite comme à gauche on se plaint que la liberté de choix ne soit pas assez largement offerte et, puisque c'est désormais de mode, chacun attend de l'Etat-providence la manne dispensant de toute compétition, de tout risque. Certes, l'information concerne l'organisation sociale dans son ensemble et ne saurait être abandonnée à la mécanique aveugle de l'offre et de la demande. Cependant, avant de requérir la puissance publique, il conviendrait que les parties concernées se demandent ce qu'elles peuvent faire par elles-mêmes. Si les journaux découragent le public et si le public ne s'intéresse pas aux journaux, ce n'est même plus la peine de rechercher les moyens de consolider une liberté déjà morte.

Bernard VOYENNE

M. PERRICHON ET LES AMERICAINS

par Jacques NANTET

Quels que soient, en France, les impératifs de la politique étrangère — et la manière de les appréhender au pouvoir — les dirigeants comme l'ensemble de l'opinion publique sont soumis à une forte impulsion. Elle est illustrée par les rancœurs qu'éprouve, dans la pièce d'Eugène Labiche, *Le voyage de M. Perrichon*, un père de famille à l'égard du trop serviable prétendu de sa fille. Non content de rattraper le bonhomme sur la Mer de Glace, au bord d'un précipice, puis de le débarrasser d'un douanier trop attentif au passage de la frontière et d'un colonel trop irritable qui le provoque en duel, le jeune Armand ne tarde pas à devenir insupportable à son futur beau-père. Ce dernier lui trouve bientôt un « petit air pincé », et voudrait évincer ce perpétuel sauveteur.

C'est qu'il lui doit tout : la vie, l'honneur, et qu'il craint d'être enchaîné par les liens de la reconnaissance. Ah, la reconnaissance ! Combien de Français ne trouvent-ils pas, à ce propos, « un petit air pincé » aux Américains ? N'auraient-ils pas, demain, encore quelques services à nous rendre ? Alors les Français s'écrient : assez de services, et commenteraient volontiers, à la manière de Perrichon : « Désormais, si je tombe dans un trou, je vous prie de m'y laisser ! ». Nous ne voulons plus de protecteur. Nous voulons faire, tout seuls, les importants. Les Américains, on les aimait bien au temps de La

Fayette ; mais on les aime déjà moins au temps de la célèbre réplique : « La Fayette nous voici ! » en 1917. Pensez donc, c'est le coup de main décisif au moment le plus critique de la première guerre mondiale ; et après, ce seront les alliés de la seconde guerre mondiale, dont la zone d'influence nous mettra à l'abri de l'oppression politique et du pillage économique que l'URSS exerce sur l'Europe Centrale. Bien au contraire du pillage, ce sera la manne bienfaisante du Plan Marshall.

Comment ne pas prendre ces gens-là en grippe ? Avec d'autant plus d'acharnement que rares sont les vrais griefs avouables et formulables. Alors, le « modèle américain » tout entier est contesté en bloc, et Thomas Molnar peut intituler son livre *Le modèle défiguré*. Sur ce modèle se concentrent les reproches d'impérialisme, d'interventionisme, de néocolonialisme. Et ces crimes sont interprétés, indifféremment et simultanément, comme les conséquences de deux odieux comportements, également condamnables. Soit une idéologie hautaine, qui fait des Etats-Unis les représentants, à travers le monde, d'une morale à toutes supérieure en matière de rapports internationaux et pour l'avenir de l'humanité : le pluralisme politique dans le respect des droits de l'homme. Soit — tout au contraire — les exportateurs d'un pragmatisme technique, qui se borne à un « how to », « comment faire ». Ou plus grossièrement encore : comment vendre.

Une morale, ou des objets. On ne sait ce qui est le pire. La morale est prétentieuse, et elle provoque le dénigrement. A-t-on idée d'aspirer, en politique étrangère, au droit universel et à la paix garantie ? Quand Jimmy Carter annonce que, sous sa direction, la diplomatie devra « aider alliés et ennemis à faire régner la morale dans leurs affaires intérieures », cela constitue une manifeste intrusion dans les affaires intérieures non seulement des alliés (qui le tolèrent mal) mais même des ennemis, qui ne le tolèrent pas du tout, et le dénoncent. Le moindre faux-pas est, dès lors, guetté. Et s'il n'y a pas de faux-pas, le mensonge est là, tout prêt. Le premier et le plus grave — car il constitue une attaque de fond, et non pas circonstancielle — revient à mettre en parallèle cet impérialisme moralisateur et l'attitude supposée bien différente de l'autre bloc, avec à sa tête l'URSS. Comme si l'URSS elle-même ne propageait pas une fade guimauve idéologique, cet internationalisme prolétarien du marxisme. Mais cela est pardonné par M. Perrichon. Au moins, les marxistes annoncent la couleur. Ils ont ouvertement proclamé que la violence est la principale accoucheuse des sociétés nouvelles. Alors, passez muscade : les marxistes avaient prévenu qu'ils feraient mal, et qui peut se plaindre qu'ils tiennent leurs promesses, du Vietnam au Cambodge, à l'Angola ? Péchés annoncés est à demi pardonné.

Les détracteurs systématiques de l'Amérique sont disposés à capoter — à partir de là et sans rien abandonner de la précédente accusation — vers l'autre reproche : les Etats-Unis, sous le manteau d'une morale, seraient de vulgaires trafiquants d'objets. Leur civilisation serait une civilisation de la consommation. Ces Américains idéalistes seraient d'affreux matérialistes. Ils comblent leurs concitoyens, tenteraient de corrompre l'univers entier, et jetteraient partout un vaste filet qui étranglerait l'homme. On peut vivre dans la pénurie — c'est l'entraînement marxiste vers la sainteté ; on peut mourir du trop-plein — c'est la décadence, la pourriture du monde occidental. Et ainsi, pour M. Perrichon, l'Amérique a toujours tort. La plus abusive des interprétations de la pensée de Platon triomphe encore une fois. Car, ce qui horripile au fond les suivistes conscients ou inconscients de la mouvance marxiste est de ne pouvoir cerner, à la manière qu'ils attribuent à Platon, le comportement américain qui, de fait, échappe. Cela constitue la pire des provocations. Comment admettre que la routine, le refus de l'imagination idéologique, le jeu des intérêts privés (dénommés péjorativement : lobbies), loin d'être les signes des servitudes de la démocratie pluraliste et les conséquences de l'usure d'un modèle de société, en représentent, en revanche, l'humus merveilleusement fertile ?

A la fois des imbéciles et des salauds, tels seraient alors les Américains. Leurs succès économiques, le perpétuel spectacle qu'ils offrent, l'adaptation de leur culture aux besoins de la société civile, rien ne servirait à rien parce que simple reflet, au XX^e siècle finissant, d'un paysage disposé selon le goût du XVIII^e siècle. De toute façon, le modèle de la modernité se trouverait déjà ail-

leurs. De toute façon, leur politique étrangère serait frappée d'incapacité congénitale (au Vietnam, par exemple...). De toute façon, leur perpétuelle mobilité se mouvrait en immobilité. La presse américaine — qui rend le pays transparent — mentirait du seul fait qu'elle est entre les mains d'entrepreneurs privés et non pas entre les mains de l'Etat. Soljénitsyne serait un bouffon.

A ce perrichonisme de gauche, un perrichonisme de droite fait écho. Inapte à réfuter l'idéologie marxiste, le modèle américain — au sein duquel le contraire de tout peut être dit, diffusé sur les ondes, imprimé — donne de surcroît à la droite politique de l'Europe Occidentale le vertige de la perfection démocratique. Que deviendra, sous le fait des rapports d'égalité, l'inspiration des élites ? Où situera-t-on, parmi toutes ces Eglises, la cathédrale autour de laquelle se concentrera, par couches successives, chaque ville ? Alors, on parle de totalitarisme démocratique et de vide américain. Un Auguste manque à cet anti-empire, et un mythe, une tradition, un mystère sacré. Restent, pour nourrir le mépris de la droite européenne, les loisirs que produit le progrès technique. Étendus à tous, ils se banaliseraient, le puritanisme ambiant ayant le mauvais goût de les orienter vers la culture, vers les plus beaux musées du monde ! Le loisir deviendrait lui-même un objet. Les barbus aux cheveux longs, les blues-jeans unisexes des étudiants à Berkeley en 1960 — qui vont amener en France la foire de mai 1968 — seraient typiquement américains.

Coincés ainsi entre le cœur et le porte-feuille de M. Perrichon, les Etats-Unis — qu'ils soient pris comme état de société ou forme de gouvernement — provoquent une véritable répulsion, ou pour le moins des réactions ambiguës. Gauche et droite se méfient tout autant d'un melting pot-avale tout que d'une société à jamais hétérogène. On se réfère à Tocqueville. Que subsiste-t-il de l'équilibre des institutions ? Les mœurs avaient fait les lois. Quelles lois font aujourd'hui les mœurs nouvelles ? Les deux grands partis politiques — le Républicain et le Démocrate — ne seraient-ils pas restés en arrière, ne seraient-ils pas dépassés, ne déraperaient-ils pas sur le terrain glissant d'un puritanisme devenu fou, inversé ? Cruelle Amérique, qui continue à broyer l'homme ! Ou bien manque de verticalité d'un capitalisme vulgaire ? Grand problème, que personne ne traite vraiment, tandis que tout le monde en parle. Mais, selon qu'on en juge — a priori et sans examen approfondi, d'après des sentiments ou d'après des principes — la même condamnation tombe.

Voilà donc Perrichon, carrossier retraité, par sa vanité rendu complice, nolens, volens, de la langue de bois marxiste, et de la seule véritable nation-idéologie, dont la capitale est à Moscou. Or, une telle attitude — qu'elle soit adoptée par l'intelligentsia à la page ou dans les conseils d'administration les plus huppés, par le rat des villes ou par le rat des champs — a, dès le court terme, des effets pernicioeux. On en prendra la mesure demain. Moscou est renforcé d'autant. Le camp de la liberté est affaibli d'autant. Qui n'en a pas besoin, Dieu sait ! Parce

qu'il y a du vrai, hélas, dans certaines des observations faites et des points d'interrogation posés. Les circonstances ont bien changé depuis que Tocqueville visitait les Etats-Unis pour écrire *De la démocratie en Amérique*. Un pays-continent, préoccupé principalement de son développement interne, isolé et tourné seulement vers l'Ouest où sa progression confrontait quelques tribus indiennes, se retrouve être la plus grande puissance mondiale, avec toutes les responsabilités que cela représente. Le supplément d'effort devenu nécessaire cherche un point d'appui, et contrairement aux prévisions de Tocqueville, la fédération, au lieu de se relâcher et de se transformer en confédération, peu à peu se centralise autour de Washington, capitale unificatrice. Les Etats deviennent moins indépendants et les lois fédérales se multiplient. Parallèlement — et a contrario — il est de plus en plus difficile de se mettre d'accord sur des valeurs culturelles communes. La libération des Noirs, pour n'être que justice, n'en pose pas moins des problèmes. L'échec de l'intégration — répudiée par les Noirs tout autant que par les Blancs — crée un second pôle d'attraction, orienté vers la magie africaine et tiers-mondiste. Les autres minorités ethniques forment progressivement, avec les Noirs, les éléments d'une opposition fondamentale.

Ces nouveautés reçoivent plusieurs coups d'accélérateur. Le droit de tout dire débouche sur le droit de trop en dire. On cite le cas d'un Noir qui, à Boston, insulte publiquement, dans un langage obscène, pendant près d'une heure, une employée d'un grand magasin. Le cas est renvoyé, car, selon le juge, le Noir ne faisait qu'exercer son droit à la liberté de parole. En effet ! Et, à un niveau plus élevé, le sénateur Fulbright, en déplacement au Brésil, ne faisait lui aussi qu'exercer son droit de trop en dire, en révélant la présence, dans ce pays, de cinquante espions de la C.I.A.... Cela n'est qu'un exemple entre mille des excès auxquels le goût du vedétariat porte les hommes politiques américains. Une passion que s'empresse de provoquer les grands moyens de communication, presse, radio, télévision. Cet ensemble constitue réellement un troisième pouvoir, qui ne recule devant rien, car, à la différence des deux autres, par principe, aucune limitation n'y est apportée. Attaquez la C.I.A., l'I.T.T., révélez en cours de négociation des secrets diplomatiques, et non seulement vous ne serez pas puni mais applaudi. Le sénateur Agnew a tenté de mettre un terme à ces abus. Mais ils ont repris de plus belle. Qui n'a entendu parler de l'incroyable influence des deux monstres sacrés de la presse : « le Washington Post » et « le New York Times » !

L'ensemble complexe de ces diverses distorsions a plusieurs effets, tous néfastes. Le conflit permanent entre le Président de la République — quel qu'il soit, remarquons-le — et le pouvoir législatif du Congrès et du Sénat se double, en profondeur, d'un conflit permanent entre les droits, les devoirs et les responsabilités, conçus bien différemment sur la côte Est, la côte Ouest, ou le Centre du pays, la confusion étant redoublée selon

l'ethnie de chacun. Et cette confusion serait finalement mal contrôlée par les deux grands partis. L'insouciance coupable des milieux conservateurs n'a d'égal que les folles inventions en politique étrangère et défense militaire d'un Morgenthau ou d'un Georges Keenan. Ils iront jusqu'à dire : Donnons l'exemple, et dépouillons-nous unilatéralement de l'arme atomique nucléaire. Le plus grave est que Brzezinsky — un homme en responsabilité, qui tire ses idées d'Auguste Comte et de Karl Marx — met toute sa confiance dans l'avènement de l'ère technocratique, dont l'action se ferait aussi bien sentir en URSS et dans le Tiers-Monde qu'aux Etats-Unis même. Ce qui, précisément, est faux.

Renaissance de Manhattan

Est-ce à dire que tout est perdu ? Eh bien, non. Et si « l'esprit Perrichon » est inopportun, il est tout autant fallacieux. Car ces « contradictions du capitalisme » ne sont que l'envers des immenses avantages de la liberté. La vérité est que le nœud américain est attaché au niveau de la liberté. Et qu'à ce niveau, l'Amérique moralisatrice, l'Amérique commerçante se confondent. A ce titre, les grands partis, le démocrate et le républicain, tout en étant dépassés sont du même coup très présents dans une confusion spécifique au pays. Le fait qu'on distingue mal — de nos yeux européens — la différence

L'Amérique moralisatrice et l'Amérique commerçante se retrouvent dans l'attachement à la liberté

de l'un à l'autre est la marque de leur adéquation aux États-Unis. La classe ouvrière s'y reconnaît, qui est dans sa large majorité pour les « républicains ». Les Noirs, les minorités ethniques, les Sudistes s'y reconnaissent qui, eux, sont dans leur large majorité pour les « démocrates ». Nos notions de bon et de mauvais, de gauche et de droite, ne s'appliquent pas. De même qu'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, la bonne littérature américaine — Hemingway, Dos Passos, Melville — porte au plus haut le prestige de la culture américaine à coup de calomnies et de contestations. Après tout, au XIX^e siècle en France, Stendhal, Maupassant tordaient déjà le cou aux « bourgeois ».

Cela revient à dire que les acharnés contempteurs des États-Unis manquent avant tout, et plus que tout, de perspectives historiques. Le passé est mal compris, mesuré, apprécié. Les États-Unis, isolés au temps de Tocqueville, étaient entièrement différents, dans leur nature, de la Russie tsariste au XIX^e siècle, elle aussi isolée, en Europe. Ce sont les circonstances qui ont changé, mais non la nature des deux nations. Aujourd'hui mondialement responsables, les États-Unis sont restés tout aussi fondamentalement différents de la Russie contemporaine, l'URSS. C'est ce que ne veulent pas admettre nos analystes, qui voient partout des similitudes troublantes. Il faut comprendre qu'il n'y a pas de similitude entre les États-Unis et l'URSS, autre que leur égal niveau de responsabilités internationales. Pour le reste, tout est différent : méthodes et résultats. L'Amérique réussit là où la Russie échoue. Seule l'imprégnation marxiste parvient à projeter des mirages trompeurs, et

elle le fait principalement en effaçant les perspectives historiques. Reprocher aux Américains de confondre beau et utile, beau et vaste, beau et commode revient à oublier qu'au XV^e siècle les belles cathédrales de la vieille Europe furent, surtout, utiles, vastes et commodes.

La vérité est que les États-Unis ont l'avenir pour eux. Parce qu'ils sont jeunes, utiles, vastes et commodes. Et donc beaux, comme New-York — cette ville debout — est belle. A ce propos, la remarquable renaissance de Manhattan — qui est la tête des E.U.A. — est le début d'une renaissance générale. Si on pourrit par la tête, le renouveau commence également par la tête. Que M. Perrichon s'y résigne et s'en console. Dût sa vanité en souffrir, il sera peut-être très content, demain, de trouver une main secourable, pour le retenir au bord d'un dangereux précipice. Alors, changeons de lunettes, et n'accablons pas, sans cesse, un éventuel sauveur, qui reste un allié.

Jacques NANTET

Eugène Labiche : Le voyage de M. Perrichon. Théâtre, t. II. Livre de poche, 1966. Qui s'intéresse à Labiche, à la signification psycho-sociologique de son théâtre, lira avec profit la nouvelle édition du Théâtre de Labiche (Garnier-Flammarion), dont le premier tome est présenté par Gilbert Sigaux.

Thomas Molnar : Le modèle défiguré. L'Amérique de Tocqueville à Carter. P.U.F. 1978.

Alexis de Tocqueville : De la démocratie en Amérique, 2 vol. Œuvres complètes, t. I. Gallimard, 1951.

LA V^e REPUBLIQUE VINGT ANS APRES

par Pierre AVRIL

Nous publions ci-dessous la conclusion de la nouvelle édition de l'ouvrage de notre collaborateur et ami Pierre Avril : « Le régime politique de la V^e République » publié à la Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence. Dans ce texte Pierre Avril fait le point de l'évolution de la V^e République depuis sa fondation jusqu'en 1979.

Le caractère inédit de la formule adoptée par la V^e République a posé une énigme par sa permanence même. On pouvait à l'origine y voir surtout l'œuvre des circonstances, mais la continuité des règles de fonctionnement et des valeurs centrales que l'on observe ne saurait s'expliquer par une succession, de plus en plus improbable, de hasards extérieurs à l'ordre constitutionnel. On avait jadis distingué la phase gaullienne d'un après-gaullisme conjectural ; on a ensuite été tenté de découvrir une coupure radicale : en 1974, ou en 1976 avec la perte apparente par le chef de l'Etat de la majorité dans sa majorité (mais les résultats des élections européennes du 10 juin 1979 font réviser une appréciation aussi catégorique...) Bref l'interprétation conjoncturelle se résoud en une fuite en avant perpétuelle. Les circonstances qu'elle invoque révèlent moins des mutations de nature et plutôt l'expérimentation des différents cas de figure auquel tout régime se trouve inévitablement confronté sans perdre pour autant son identité. Entre les deux guerres mondiales, le parlementarisme britannique a connu des périodes de confusion du *two-party system* qui n'ont point altéré cette identité, et le régime américain a été successivement qualifié de « gouvernement du Congrès » et de « présidence impériale ». On peut certes se demander ce qui se serait passé si la gauche l'avait emporté en mars 1978 — ou si l'*impeachment* d'Andrew Johnson avait abouti en 1968. Ou si le nez de Cléopâtre... Pour accéder à une vue moins anecdotique, il faut considérer la V^e République dans une perspective plus ample, celle de l'histoire constitutionnelle française : elle s'y présente en effet comme le développement d'un Seize Mai à l'envers

qui s'organise autour d'une double régulation.

UN SEIZE MAI A L'ENVERS

L'allusion à la crise qui fonda la III^e République en répudiant l'orléanisme et en établissant un parlementarisme moniste est inévitable. Avant même que ne fût achevée l'élaboration de la Constitution de 1958, Maurice Duverger craignait que la restauration présidentielle qui se dessinait dans le sillage du discours de Bayeux ne signifiât « une revanche du 16 mai » (1) : vingt ans après, il apparaît que la comparaison concerne plutôt la crise de l'automne 1962, véritable naissance de la V^e République, qui a fonctionné comme un Seize Mai à l'envers (2), et pour le démontrer, il faut revenir sur l'événement de 1877 qui est plus équivoque qu'il n'y paraît.

1. L'interprétation traditionnelle voit dans le conflit qui opposa un Président monarchiste de conviction aux députés républicains l'affrontement de deux principes. C'était en effet le sens immédiat de la crise, mais la conséquence durable de son dénouement était tout autre, et paradoxale : le recours au corps électoral par la dissolution a abouti à reléguer le suffrage universel au rang de « magistrature morale » (3) parce que la victoire des députés a consolidé définitivement la conception française de la souveraineté parlementaire dans laquelle Laboulaye voyait la cause de l'insuccès perpétuel de nos constitutions républicaines :

« C'est un article de foi pour un Français qu'une Assem-

blée républicaine... réunit en ses mains toute l'autorité et tous les droits de la nation. Les représentants du peuple sont le peuple même. Comment leur mandat serait-il borné ? Leur volonté est la volonté même du pays » (4).

Laboulaye observait qu'il n'était guère de député à l'Assemblée de Versailles qui « ne dise avec la fierté de Louis XIV : *L'Etat, c'est nous ; la France c'est nous* » (5). Affirmation qu'il est saisissant de retrouver presque mot à mot dans le réquisitoire de Paul Reynaud le 4 octobre 1962 : « *Pour nous, républicains, la France est ici et non ailleurs* » (6).

Dans cette perspective, la crise de l'automne 1962 représente un Seize Mai qui a réussi parce que la défaite de l'Assemblée nationale signifiait le rejet définitif de l'interprétation énoncée par la « constitution Grévy » (7), fondement de la tradition républicaine en la matière, et la reconnaissance de l'arbitrage populaire comme régulateur naturel du régime. Telle est la toile de fond.

2. Mais l'objet direct de l'affrontement concernait le pouvoir du Président de la République, en 1877 comme en 1962, et c'est ici qu'intervient la seconde ambiguïté. La conception du « monarque constitutionnel » qui se dessinait dans le discours de Bayeux et que M. Debré devait expliciter était assez proche de celle de MacMahon : elle semblait ressusciter le fantôme de l'*orléanisme*, comme M. Duverger l'avait relevé dans son ouvrage précité. N'y avait-il pas alors quelque incohérence à revenir au « pouvoir neutre » de Benjamin Constant alors que l'élection au suffrage universel allait confirmer la présidence active exercée par le général de Gaulle ? Un certain anachronisme de la lettre constitutionnelle semblait le suggérer, mais on a rappelé en commençant que celle-ci, assez largement empruntée aux lois de 1875, ne correspondait pas exactement aux vues du Général. Du moins ne les contrariait-elle pas : les hommes se servent des matériaux que l'histoire leur fournit et que les circonstances leur proposent, quitte à les plier, s'ils le peuvent, à leurs desseins. Le général de Gaulle a ainsi pratiqué une présidence forte à la faveur d'une association apparemment contradictoire : il l'exerçait dans un cadre dualiste (8), ce qui semblait réanimer la figure désuète de l'*orléanisme* — et c'est l'aspect « réactionnaire » ; mais il la faisait reposer sur le suffrage populaire — et c'est l'aspect novateur. Le produit de cette combinaison déconcertante a été la V^e République (9). Il est malaisé de la qualifier au regard de la typologie classique parce qu'elle constitue une variété hybride de l'espèce parlementaire (laquelle n'est d'ailleurs elle-même que le résultat de la greffe représentative sur le tronc monarchique), mais on peut l'analyser en terme de *topologie*.

La topologie est « l'étude de la continuité en géométrie, de son maintien dans les transformations, et des invariants correspondants » (10). Le passage du dualisme au monisme s'est ainsi effectué au XIX^e siècle conformément à ce type de démarche : il y a eu transfor-

mation dans la continuité, car la forme des institutions du régime parlementaire ne fut pas altérée en dépit du glissement de l'autorité de la Couronne vers le Premier ministre responsable. La V^e République semble s'inscrire dans un processus analogue dont l'originalité fut de redonner vie, grâce au suffrage universel, au rameau présidentiel qui paraissait desséché... Que cette bifurcation qui reprend le cours d'une histoire que l'on croyait définitivement fixée pour l'orienter autrement ait abouti à un régime, la permanence de ses caractéristiques en témoigne. Mais elle implique une régulation pour les entretenir.

LA REGULATION

Le cadre institutionnel dans lequel se manifeste la prépondérance que le chef de l'Etat tire de son origine et de ses pouvoirs lui assigne des limites qui contribuent à en régulariser l'exercice. Les unes concernent le fonctionnement de l'exécutif, les autres la place du suffrage universel.

1. Il y a d'abord les contraintes de l'organisation politico-administrative que la Constitution de 1958 n'a pas remise en cause. L'autorité du Président de la République, élément nouveau, se déploie à travers l'appareil préexistant qui demeure tout entier articulé autour de Matignon. A quelques détails près, la description que faisait Maurice Hauriou de la « maison civile » du Président de la République en 1929 demeure aujourd'hui valable (11) : l'autorité n'est certes plus la même, ni l'activité, mais ces données morphologiques maintiennent la fonction présidentielle dans un environnement radicalement différent de celui qui caractérise la Maison-Blanche.

A cet élément structurel s'ajoute l'héritage des représentations avec lequel le général de Gaulle avait pris garde de rompre et dont ses successeurs ont été amenés à tenir compte : la figure du Président de la République conserve une dimension arbitrale telle qu'il ne paraît pas y avoir eu de solution de continuité en 1958. De même que la transformation « topologique » s'est traduite par le poids accru de l'Elysée dans les circuits de décision plus que par le renforcement physique de l'état-major présidentiel, de même en ce qui concerne le rôle du chef de l'Etat elle a fait apparaître « l'ambivalence » de sa fonction plus qu'elle n'en a radicalement altéré la nature.

Ces données matérielles et psychologiques s'opposent à l'extension indéfinie de la prépondérance présidentielle ; elles la maintiennent à l'intérieur d'une zone dont elle ne peut transgresser durablement les limites sans susciter des turbulences qui la mettent en danger et dont l'apparition déclenche des réactions compensatrices. Un engagement trop quotidien, l'affirmation trop ostensible d'une responsabilité générale du chef de l'Etat l'exposent à un épuisement politique que ne permettent ni la durée de son mandat ni l'organisation trop réduite dont il dispose pour mettre directement en œuvre ses décisions. Il est alors incité à prendre de la hauteur en resti-

tuant davantage d'initiative et davantage de responsabilité au Premier ministre : l'expérience de M. Giscard d'Estaing illustre ce mécanisme correcteur qui constitue un frein à la présidentialisation. Inversement, un Président qui laisse le champ libre à son Premier ministre voit se réanimer les virtualités de parlementarisme menaçant une prépondérance qu'il ne peut laisser se prescrire et il réagit comme G. Pompidou en 1972. Il n'y a donc pas de modèle univoque de comportement mais plutôt un système d'interaction entre le dynamisme présidentiel et les contraintes institutionnelles qui comporte deux pôles entre lesquels oscillent les pratiques. Cette régulation structurelle ne correspond pas à deux lectures de la Constitution car elle présente une unité qui s'exprime à travers la fonction présidentielle : c'est le chef de l'État qui assure, parce qu'il ne peut s'en dispenser, la régulation interne du régime à partir d'un seul critère, le maintien de sa prépondérance dans le cadre constitutionnel. N'est-ce pas une interprétation inattendue de l'article 5 (12) selon lequel le Président de la République assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ?

2. Cet arbitrage apparaît cependant subordonné à l'existence d'une majorité parlementaire disposée à soutenir le Gouvernement présidentiel. On peut craindre que pareille condition politique ne réintroduise une précarité contradictoire au minimum de sécurité attendu du droit : l'interprétation proposée ne serait alors que la rationalisation arbitraire d'une situation de fait, qui masquerait simplement l'incertitude fondamentale du régime.

Il faut noter d'abord, à ce propos, que l'ère des grandes polémiques constitutionnelles paraît close. La querelle de l'article 11 ? Sans répudier ouvertement les précédents de 1962 et 1969, le Président de la République a clairement indiqué que l'article 89 était la seule procédure de révision (13). La réunion d'une session extraordinaire ? La convocation du 12 mars 1979 n'écartait pas l'interprétation faite par le général de Gaulle en 1960 mais appliquait néanmoins l'article 29 à la lettre (14). La controverse de l'alternance ? « *Votre choix sera respecté* » répéta le chef de l'État à la veille des élections législatives (15). Dans ce dernier cas, cependant, les principes sont peut-être satisfaisants, mais au risque d'une auto-destruction de la V^e République puisqu'un « mauvais choix » des électeurs, faisant éclater son apparente unité, conduirait dans la meilleure hypothèse à une espèce de régime clignotant où alterneraient, au hasard des consultations, les phases parlementaires et les phases présidentielles — sans que la réversibilité soit assurée. Contestant la possibilité d'un régime mixte, le doyen Vedel observe qu'en cas de victoire de l'opposition, la synthèse décrite par M. Duverger céderait la place à la *parenthèse* (16)...

En logique pure il n'existe donc pas de catégorie intermédiaire entre les deux grands modèles de la typologie classique : nous serions ainsi ramenés inexorablement au choix toujours différé ? Une analyse empirique

constate toutefois que le régime présidentiel lui-même ne peut fonctionner que si certaines conditions politiques sont satisfaites, en particulier la disposition des représentants à collaborer avec un Président d'orientation différente, puisque les conflits y sont sans issue. C'est peut-être la raison pour laquelle ce régime n'existe qu'à un seul exemplaire et qu'il n'a jamais pu s'acclimater durablement en dehors des États-Unis. Dans le cas français, l'issue toujours ouverte est le recours à l'arbitrage populaire pour dénouer les conflits entre les pouvoirs publics. La condition politique du fonctionnement de la V^e République ne réside pas dans la modération des élus, comme en régime présidentiel, mais bien plutôt dans celle des électeurs : la régulation par le suffrage universel y apparaît comme le lest qui tend à redresser un équilibre perturbé par une oscillation trop violente. Il faudrait en effet une rencontre improbable de circonstances et d'ambitions pour obtenir des Français qu'ils acceptent de neutraliser le Président de la République en tant qu'agent de ce recours à l'arbitrage populaire et qu'ils réinstallent la souveraineté parlementaire. C'est la raison pour laquelle la notion de majorité n'y désigne pas une réunion de partis (même si son expression parlementaire revêt cette forme), elle n'est pas un donné extérieur aux pouvoirs publics mais plutôt un construit institutionnel. Si elle peut connaître des phases de réalignement, voire de discordance entre ses manifestations successives, le retour au suffrage universel par le jeu combiné de la dissolution et de l'élection présidentielle réoriente les comportements vers cette « fabrication » majoritaire.

LES QUESTIONS QUI DEMEURENT

La V^e République a expérimenté un dosage inédit d'ingrédients parlementaires fortement relevé par un emprunt au régime américain, qui révèle une capacité d'auto-régulation suffisante à entretenir les caractères majeurs du régime. Celui-ci n'en pose pas moins des problèmes qui tournent tous autour de l'idée de changement.

Si la possibilité de changer régulièrement, c'est-à-dire normalement et périodiquement, les gouvernants constitue l'une des caractéristiques de la démocratie, force est de convenir que la V^e République ne facilite pas les choses. Tout d'abord, les conditions dans lesquelles le peuple est appelé à décider ne satisfont pas suffisamment aux principes d'égalité et de sincérité. D'une part, le « légitimisme » qui se manifeste dans le processus de fabrication majoritaire comporte un risque d'appropriation de l'État d'autant plus grave qu'il se prolonge par des procédés portant atteinte à l'égalité de la compétition. On a cité plus haut (chapitre I) les interventions présidentielles à la veille des scrutins législatifs, il faut mentionner à un niveau plus subalterne la pratique des candidatures ministérielles et, plus généralement, le recours aux ressources du pouvoir pour séduire l'électorat en lui présentant les bienfaits qu'apportera le « bon choix » à la circonscription : il y a, depuis 1962, des relents de candidature officielle qui sont préoccupants

(17). D'autre part, l'action réelle du chef de l'Etat se trouve masquée par le dédoublement de l'exécutif et par l'ambiguïté qui en résulte. Non que le siège du pouvoir soit incertain (tout le monde sait qu'il est à l'Élysée), mais l'expérience confirme qu'un Président qui s'engage à visage découvert et revendique comme siennes les décisions gouvernementales effectivement prises sous son autorité, déconcerte l'opinion qui attend plus d'éloignement de la part du titulaire de ce rôle. Ces réactions l'incitent, on l'a vu, à prendre de la hauteur et à cultiver par conséquent une forme d'irresponsabilité courante de style monarchique : c'est ce tropisme monarchique qui fait problème au regard du débat démocratique, moins d'ailleurs au Parlement, dont les membres savent à quoi s'en tenir (18) que dans l'opinion publique en général, parce qu'il est de nature à y entretenir une attitude de démission civique entre les mains du chef de l'Etat qui a pris en charge les affaires du pays.

Ces tentations sont inhérentes au type de régime que la V^e République a institué ; sans doute même représentent-elles le prix à payer pour obtenir à la fois la stabilité de l'exécutif et sa désignation par une incontestable majorité populaire — deux objectifs qui n'avaient jamais été atteints : le prix n'est pas excessif. A la condition de ne pas l'ignorer et de témoigner au contraire davantage de vigilance devant ce qui n'est encore que des velléités.

La V^e République ne facilite donc pas le changement politique, mais la manière dont la question est généralement envisagée ne clarifie pas non plus le débat. Une chose, tout d'abord, est certaine : le changement qui est possible, sans restriction, à l'occasion de l'élection présidentielle, se révèle beaucoup moins aisé lors des élections législatives en raison des difficultés et des inconduites qu'il comporterait alors (19). Le délai de sept ans que les institutions imposent implicitement comme le rythme normal de réorientation peut paraître bien long ; il suffit cependant d'évoquer la domination de la social-démocratie scandinave ou celle du parti républicain après la guerre de Sécession pour constater que le changement politique est une virtualité qui ne se réalise parfois qu'à intervalles très éloignés. Mais la discussion s'est cristallisée autour d'une modalité particulière de changement, la démocratie dualiste, qui fait alterner au pouvoir la majorité et l'opposition. Cette alternance à l'anglaise, M. Duverger l'a montré dans *La démocratie sans le peuple* (20), n'a jamais existé en France et il n'y a donc rien de nouveau à ce qu'elle n'apparaisse pas (sinon que le peuple est désormais présent...). A supposer, comme on l'admet généralement (21), qu'elle constitue le meilleur modèle, elle ne peut être obtenue par les seuls moyens institutionnels : le mécanisme de l'élection présidentielle représente certes, par la bipolarisation qu'il suscite au second tour, la formule qui est la plus favorable à sa réalisation, mais elle dépend en dernière instance du comportement des forces politiques. Comme le disait Keynes, il ne suffit pas de conduire les chevaux à la rivière pour les faire boire.

Pierre AVRIL

- (1) M. Duverger, *Demain la République...* Julliard, 1958, p. 37
- (2) « la situation présente symétriquement l'image inverse des événements entre 1875 et 1878 » observait Marcel Prelot (cit. par A. Chandernagor, *Débats A.N.* 1964, p. 954).
- (3) Selon l'expression du doyen Vedel au colloque de Nice, *La IV^e République*, LGDJ 1978, p. 22.
- (4) Laboulaye, *Esquisse d'une constitution républicaine*, Charpentier, 1872, p. 44.
- (5) La formule avait été effectivement employée par Félix Pyat en 1848 pour s'opposer à l'existence d'une présidence de la République. L'Assemblée doit « être souveraine comme le peuple qu'elle représente... » Elle est absolue comme l'ancienne Monarchie et peut dire aussi : « l'Etat c'est moi » (cit. par P. Bastid, *Doctrines et Institutions politiques de la Seconde République*, Hachette 1945, II, p. 105).
- (6) *Débats A.N.* 1962, p. 3208. Treveneuc l'avait déjà dit en 1851 : « En tant que nous sommes ici, le pays c'est nous », P. Bastid, *op. cit.* p. 280.
- (7) La formule, on le sait, est de Marcel Prelot, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, Dalloz, 1972, p. 469.
- (8) Qu'impliquait la responsabilité parlementaire du Gouvernement, élément essentiel du « compromis » de 1958.
- (9) La Constitution de 1958 qui empruntait pièces et morceaux à ses devancières, formait un étonnant patchwork qui explique la perplexité des premiers commentateurs : ils y découvriraient les vestiges contradictoires de l'orléanisme de 1875 et de l'appel du peuple bonapartiste. L'unité fut apportée à cet ensemble disparate par le Principat, qui était une phase de réorientation synchrétique.
- (10) Définition citée par G. Vedel, *Topologie et recherche politique*. Bulletin Sedeis (Futuribles), 20 juin 1961.
- (11) M. Hauriou, *Précis de droit constitutionnel*, Sirey 1929, p. 396 : « Il avait huit collaborateurs civils, le passage à une vingtaine ne traduit pas un changement d'échelle significatif.
- (12) V. le très intéressant commentaire de l'art. 5 par M. Gérard Conac dans *La Constitution de la République française*, Economica, *op. cit.*, p. 150.
- (13) *Le Monde*, 10 novembre 1977, avec le commentaire de G. Vedel.
- (14) Lettre de M. Giscard d'Estaing à M. Chaban-Delmas, *Le Monde*, 13 mars 1979.
- (15) Il l'avait déjà affirmé, notamment le 27 Janvier 1978 à Verdun-sur-le-Doubs et M. P. Mendès France, rappelant la controverse qui l'avait opposé en 1967 à G. Pompidou observait : « C'est une révolution par rapport à ce qu'était le fonctionnement de la V^e République jusque-là » (*Le Nouvel Observateur*, 4 mars 1978).
- (16) « Synthèse ou parenthèse », *Le Monde*, 19 février 1978. La théorie du régime semi-présidentiel est présentée par M. Duverger dans *Echec au roi*, *op. cit.*
- (17) La politisation de l'Administration en est un autre aspect : v. Ezra N. Suleiman, *Les hauts fonctionnaires et la politique*, *op. cit.* Il est vrai que la III^e République n'avait pas hésité à mobiliser, pour se défendre, les moyens de l'Etat, notamment le corps préfectoral. Mais cet aspect de la « tradition républicaine » n'en est pas le meilleur.
- (18) V. parmi de nombreux exemples, l'intervention de M. F. Mitterrand le 4 octobre 1978, *Débats A.N.* p. 5548.
- (19) Cf. la distinction que fait M. Alain Peyrefitte entre la « grande alternance » et la « petite alternance » : *Le mal français*, *op. cit.* p. 355.
- (20) *Le Seuil*, 1967. V. aussi *Pouvoirs*, 1977, n° 1, consacré à l'alternance notamment des observations de M. Edgar Faure, « l'alternance ou la noix creuse », p. 9.
- (21) Sur l'universalité du modèle, Robert A. Dahl a apporté un certain nombre de restrictions : *L'avenir de l'opposition dans les démocraties*, Sedeis, Futuribles 1966.

SOUVENIR

D'HERBERT MARCUSE

par François FEJTO

J'ai rencontré Herbert Marcuse il y a juste vingt ans. Il donnait alors des cours à l'École pratique des Hautes Études et confia quelques uns de ses textes récents : *De l'ontologie à la technologie*, *Les tendances de la société industrielle et l'Amour et la Mort* (Eros et Thanatos) à la Revue *Arguments* que nous éditons à l'époque avec Edgard Morin, Kostas Axelos, Roland Barthes, Jean Duvignaud et Pierre Fougeyrollas. Axelos préparait déjà la publication dans la collection qu'il dirigeait aux Éditions de Minuit, de la traduction de son œuvre majeure, *Eros et Civilisation*. Marcuse — il avait alors 61 ans — était en pleine force de l'âge, grand (1 m 80), yeux bleus un peu voilés, cheveux châtains grisonnants. Sérieux et affable, il s'intéressait à ce qui venait de se passer en Hongrie, en Pologne, dans le monde soviétique en général, sur lequel il ne gardait pas beaucoup d'illusions, comme en témoignait son premier *best-seller*, *Le Marxisme soviétique*, qu'il venait de publier aux États-Unis. (La traduction française ne paraîtra que six ans plus tard, chez Gallimard). Rien en cet homme modeste, professoral, un peu mélancolique, ne laissait prévoir le futur idole des étudiants révoltés. Il me donna plutôt l'impression, par les questions qu'il posa et par sa façon d'y répondre, d'un romantique égaré dans le bruit et la fureur du monde moderne. Il n'aimait guère notre civilisation industrielle en expansion et le principal reproche qu'il fit aux marxistes soviétiques, c'était de s'être mis à l'école du productivisme occidental, de n'avoir pas inventé un modèle différent de civilisation, de s'être donné comme but de rattraper et non pas de dépasser l'Ouest. C'est de la Chine qu'il attendait alors un renouveau du marxisme théorique et pratique. « Les Chinois recherchent un dégagement progressif de l'impérialisme, grâce essentiellement à la croissance d'un Tiers Monde activement anti-impérialiste, alors que les Soviétiques, eux, recherchent l'endiguement de l'impérialisme par la coexistence négociée », m'a-t-il dit. Après le déjeuner, je l'ai reconduit en voiture de Neuilly où je l'avais reçu, à son hôtel au Quartier Latin. Jamais je n'oublierai sa frayeur pendant que nous franchissions l'espace chaotique, plein d'écueils mobiles, de la Place de l'Étoile. « Comment osez-vous, vous aventurer dans

cette traversée », s'exclama-t-il, en fermant les yeux qu'il ne rouvrit qu'une fois arrivé dans le flot ordonné de la circulation des Champs Élysées. Pourtant, quelques années après, il se laissa vaillamment porter par la houle de la contestation étudiante. Le Herr Professor ahuri de 1959 a cédé entre temps la place au prophétique maître à penser d'Angela Davis, de Rudi Dutschke et de Cohn-Bendit.

Je ne l'ai point revu, ni au moment de l'apogée de sa gloire, ni plus tard lorsque, venu à Vincennes qui le porta naguère aux nues, il se fit huer par ses fils spirituels à cause de son abjuration de la violence révolutionnaire. En fait, l'ascension irrésistible de Marcuse et sa chute rapide me paraissent exemplaires du sort du type de penseur qu'il représentait : le penseur spéculatif, le romantique fourvoyé dans les labyrinthes du XX^e siècle. Car tel il m'apparut en 1959, tel le montrent ses meilleurs textes, tel il est resté jusqu'au bout : un héritier de Lenz, de Büchner, Hölderlin, Novalis, du jeune Hegel au jeune Marx, qui, aristocrates de l'esprit, rejetèrent avec dédain les aspects prosaïques, roturiers, de la civilisation industrielle et commerciale, préféraient l'épée à l'argent, les délices de l'imaginaire aux servitudes du travail productif et l'exaltation des barricades improvisées à la pesanteur des chantiers de construction.

Avant les surréalistes, ce sont bien les romantiques allemands qui avaient préconisé le Grand Refus, concept central de Marcuse, cette négation destructrice et créatrice dont il avait jeté l'idée à la figure des représentants d'une société bourgeoise dans laquelle l'homme devient, comme il m'a dit en 1959, « un simple instrument de travail qui lui fait violence jusque dans sa constitution biologique ». Certes, Marcuse, comme tant d'autres esprits en retard d'un siècle, a découvert le caractère brutalement et totalement répressif de notre civilisation au moment même où celle-ci devint de plus en plus ostentatoirement indulgente, tolérante jusqu'à l'indifférence, plus permissive qu'elle n'avait jamais été. Comme Sartre découvrit la paupérisation de la classe ouvrière française à l'époque même où celle-ci, contrairement à la prédiction marxiste, accédait à un bien-être

sans précédent.

N'empêche — c'est ainsi que se fait l'histoire — les erreurs du penseur qui a couvé sa déception et ses espoirs millénaristes pendant des dizaines d'années d'exil, finiront par tomber sur un terrain fécond, dans les universités surpeuplées d'abord américaines puis européennes. Elles trouvaient une audience crédule parmi les étudiants qui souffraient de la marginalité de leur situation, de l'incertitude de leur vocation. Cette brusque rencontre du penseur solitaire et des masses de jeunes avait quelque chose de Chaplinesque. Elle fait penser au Chaplin perplexe, entraîné par les manifestants, poussé à la tête d'une foule protestataire rencontrée par hasard. Ce par quoi je ne veux pas dire que la brève rencontre de Marcuse avec les étudiants de Berkeley, de Nanterre, de Berlin et de Rome était due à un pur hasard. Elle était déterminée par ce que le mouvement étudiant avait lui aussi de romantique, elle était due à la place que l'auteur de *« L'Homme unidimensionnel »* avait fait dans son œuvre aux marginaux, aux outsiders, aux sans-travail, aux inadaptés, aux noirs, à tous ces « parias » de la société moderne auxquels il assignait la mission que Marx avait voulu confier au prolétariat, mais à laquelle le prolétariat avait failli en devenant plus conservateur que la bourgeoisie.

Le romantisme essentiel de Marcuse a percé dans tous ses écrits, avant et après sa rencontre avec le mouvement. Revenant à Hegel, intégrant les apports de Marx, de Freud et de Heidegger à la pensée du fondateur de la dialectique historique, Marcuse employa son appareil spéculatif à éraier la foi primordiale qu'il conservait dans la nécessité inéluctable de la révolution. Sa démonstration suivait le schéma marxien. La civilisation technique secrète des contradictions, une espèce de dialectique fatale qui à un moment donné de son évolution « devient explosive », écrivait-il en 1960, et de cette explosion un monde « véritablement pacifié pourrait naître où la vie ne serait pas seulement un moyen de vivre, mais vie en soi et pour soi ». Il voyait les signes précurseurs de cette révolution un peu partout, mais surtout dans les manifestations à la fois émouvantes et dérisoires des jeunes qu'il exaltait avec des couleurs expressionnistes... « Quand ils s'assemblent, quand ils marchent dans la rue, sans armes, sans protection, pour réclamer les droits civils les plus élémentaires, ils savent qu'ils s'exposent aux chiens, aux pierres, aux bombes, à la prison, aux camps de concentration et même à la mort... Le fait qu'ils ne veulent plus jouer le jeu est peut-être un fait qui marque la fin d'une période et le début d'une autre » — affirmait-il dans la conclusion de *L'Homme unidimensionnel*. Il refusait de reconnaître que (comme Raymond Aron le lui disait lors d'un dialogue organisé par la Weltvoche de Zurich en 1973) ces cortèges de manifestants n'étaient, du point de vue historique, que des accidents rapidement absorbés par le mouvement de la société capitaliste et que leur unique mérite aura été d'attirer l'attention sur les causes réelles, justifiées de l'insatisfaction et des inquiétudes des Jeunes et des Noirs.

Mais ce qui comptait pour Marcuse, dans les événements économiques et politiques, tels que l'inflation, le chômage, la crise monétaire, c'est qu'on pouvait les interpréter comme autant de signes de l'approche de la Grande Aube de la Libération du genre humain. On trouve lié à celui-ci un autre thème, un autre mythe romantique, celui de *l'homme nouveau* — Marcuse, lui, parlait de *Sujet historique essentiellement nouveau*, dont il attendait qu'il engendre *un nouveau principe de la réalité*. En parlant du Sujet nouveau, il a retrouvé l'enthousiasme lyrique de l'adolescent Holderlin et son grand rêve de la réconciliation de l'homme avec la nature. « Il y a une maîtrise de la nature, qui est délivrance de la nature par rapport à sa propre misère, écrivait-il ; la civilisation a réalisé l'idée d'une telle maîtrise de la nature, dans ses jardins, ses parcs et ses réserves protégées ».

« Vous êtes un utopiste » lui disait Aron. « On emploie le terme utopiste pour dévaloriser ou rejeter toute idée, toute opinion qui va au-delà du cadre de l'ordre existant » répondit Marcuse. Il ne se rendait pas compte qu'il avait confondu utopie et réflexion critique. Méprisant toute recherche empirique et positive, se cantonnant dans le rejet de l'existant et dans l'appel à ce qui selon lui *devait* être, Herbert Marcuse croyait sincèrement posséder la meilleure méthode pour analyser la société contemporaine. Or sur ce point sa contribution est bien mince. Il a caricaturé la société au lieu de la représenter. Ce qui restera de lui, en dehors de l'intéressante tentative de synthèse de Marx et de Freud qu'il menait de pair avec d'autres penseurs de l'école de Francfort — comme Adorno, Fromm, Horkheimer et Reich — ce sont les pages où il a laissé libre cours à son inspiration poétique. Il était un rêveur déguisé en penseur, un jeune romantique déguisé en vieux Herr Professor. Son rôle de maître à penser, de superstar de la philosophie était fondé sur un malentendu. Le succès éphémère qu'il remporta à une époque d'écroulement des illusions, provenait de ce qu'il apparut un instant comme un marchand d'espoirs inédits, et immédiatement réalisables. Faisant profession de démystificateur, il se mystifia lui-même d'abord, puis ceux qu'il séduisait et prétendait conduire à la croisade, tel un nouveau flûtiste de Hameln. « Avec quelques phrases on fait un mythe et l'homme se perd dans le mythe », écrivait à son propos Jean Duvignaud. Sa vie, comme celle de Sartre, de Henri Lefebvre, d'Ernest Bloch dont les itinéraires ressemblent au sien, illustre la possibilité de la coexistence de la meilleure des bonnes fois avec d'étranges aveuglements de l'esprit.

« La mort, écrivait Marcuse, dans sa belle étude *Eros et Thanatos* qu'il nous confia en 1961 — peut devenir symbole de liberté ». Sa mort, me semble-t-il, libère des contingences politiques dans lesquelles il se laissait prendre, l'essentiel de son œuvre qui — comme celui de ses prédécesseurs romantiques — fut de l'ordre *non de la science*, mais du rêve, de l'imaginaire, de la spéculation et de l'émotion.

François FEJTO

LA FRANCE DES ANNÉES 80

par Jean BOISSONNAT

Nous reproduisons ci-après le texte de l'exposé que notre ami Jean Boissonnat a présenté au « Cercle France-Forum » de la région parisienne le 13 juin 1979.

Le rédacteur en chef de « L'Expansion » a donné un aperçu prospectif de la situation économique et sociale en France au cours des années à venir, en s'appuyant sur une analyse de l'évolution économique mondiale.

Réfléchir sur les années 80 à l'heure actuelle, c'est d'abord un peu à la mode, en deuxième lieu c'est assez difficile, et en troisième lieu on risque d'aboutir à des conclusions qui ne sont pas toujours exaltantes.

Il est probable en effet que nous entrons, si on appelle les années 80 ce qui nous sépare de l'an deux mille, dans une des périodes les plus périlleuses de ce siècle ; périlleuse pour plusieurs raisons, notamment parce que nous sentons tous que s'achève une phase de l'histoire contemporaine, phase qui succédait à une phase tragique, celle de la deuxième guerre mondiale, cette phase qui se termine a été exaltante, car elle a été une phase de reconstruction et d'expansion et malgré des conflits difficiles et douloureux dans plusieurs parties du monde nous a épargné une guerre mondiale. Nous entrons donc maintenant dans une phase nouvelle que nous ne savons pas bien déchiffrer mais dans laquelle d'ores et déjà un certain nombre de périls peuvent être recensés.

Pour ce qui concerne la France, nous l'abordons en ayant tout à fait conscience que la marge de manœuvre qui reste disponible pour un pays de notre dimension, est très étroite, que la plupart des décisions qui influenceront notre vie quotidienne et nos orientations politiques seront prises en des lieux où nous ne sommes qu'un parmi d'autres à décider ou même d'où nous sommes totalement absents, ces lieux s'appellent aussi bien Riad, que Moscou, que Washington, que Bruxelles, que Bonn, que Pékin. Nous sentons que tout ce qui se décidera là aura plus d'influence sur notre vie que ce que nous déciderons directement à Paris.

LE MONDE DES ANNEES 80

Le monde des années 80 est donc la condition et le cadre d'existence de la France des années 80. C'est pourquoi je crois qu'il faut d'abord s'interroger sur ce qui distinguera ce monde de celui que nous venons de connaître, avant de chercher à prévoir ce que pourrait être le destin de la France dans cette période. Il faut s'en tenir à quelques observations simples, sinon nous risquons de tourner absolument dans le vide...

En ce qui concerne la situation du monde dans les

années 80, les constats élémentaires que l'on peut faire se ramènent, à mon sens, à trois ou quatre.

Le premier constat, massif, certain, c'est que nous allons vivre pendant vingt ans dans l'angoisse de la crise de l'énergie. Nous sommes totalement piégés dans le pétrole ; c'est un piège où nous nous sommes mis sans nous en rendre compte, comme une chose naturelle, et dont nous ne pouvons matériellement sortir en aucune manière, tout au moins pendant les vingt prochaines années. Ou alors ce serait au prix d'une crise économique à ce point catastrophique qu'elle se révélerait infiniment plus périlleuse que le piège dans lequel nous nous trouvons. On commence seulement maintenant à comprendre la gravité de la situation. Il y a eu l'avertissement de 1973/74 mais comme nous aimons toujours croire que les choses vont aller mieux, nous avons pensé qu'il n'y avait peut-être là qu'une parenthèse. Considérable méprise ! Pour nous contenter d'observations simples mesurons ce qui peut se passer du côté de l'offre et du côté de la demande.

Du côté de l'offre, les quantités de pétrole disponibles pour le marché mondial sont toutes concentrées dans une petite partie de l'Univers, autour du Golfe Persique ; s'il y en a ailleurs, le délai de réponse de ces nouveaux gisements éventuels est tel que nous ne pouvons pas imaginer pour les dix prochaines années qu'ils seront en mesure de bouleverser la géo-politique du pétrole telle qu'elle se présente aujourd'hui. Une offre qui quantitativement serait suffisante pour satisfaire des besoins plus importants que ceux qui seront les nôtres, mais cette offre se heurte à trois obstacles sur le marché, le premier c'est que ceux qui détiennent le pétrole n'ont pas besoin de l'exploiter parce que ce sont pour la plupart des pays qui ne peuvent pas utiliser le produit de la richesse ainsi créée et auxquels on demande donc d'échanger une richesse certaine contre une richesse fondante, c'est-à-dire telle ou telle monnaie. Ainsi l'acte par lequel le Gouvernement d'Arabie Saoudite accorde le droit à des compagnies de pétrole d'extraire de son sous-sol un baril est un acte de bon plaisir, et nous sommes dans la situation où la plus grande partie du monde est soumise à des contraintes face à quelques pays, peu nombreux, qui peuvent décider ou non de satisfaire nos besoins et qui en tous les cas, eux, n'ont pas de contraintes qui leur imposent de les satisfaire.

En outre, ce qui vient de se passer en Iran a démontré, pour ceux qui l'auraient ignoré, que l'exploitation rapide d'une telle richesse pétrolière a des effets de destabilisation plus forts chez les producteurs que chez les consommateurs eux-mêmes. Quand vous discutez aujourd'hui avec des autorités mexicaines par exemple — ce que j'ai pu faire récemment — il est clair qu'elles ont parfaitement tiré les conclusions de l'expérience iranienne et qu'elles ne sont pas du tout déterminées à produire massivement et brutalement, à supposer que ce soit possible, des quantités de pétrole suffisantes pour prendre la relève du Golfe Persique.

Toujours du côté de l'offre apparaît un phénomène politique d'importance : un petit nombre de pays ont compris, qu'ils disposaient d'un instrument exceptionnel et irremplaçable de présence et d'action sur la scène internationale. Il est clair que la crise actuelle a essentiellement des origines politiques : d'abord la révolution iranienne et ensuite, paradoxalement, la réconciliation sous contrainte américaine d'Israël et de l'Égypte alors que c'était une guerre entre ces deux pays qui avait été à l'origine de la première crise pétrolière. On voit bien que l'inversion du phénomène n'en a pas pour autant inversé les conséquences. Guerre entre Israël et l'Égypte : embargo sur le pétrole ; paix entre Israël et l'Égypte : restriction dans la production de pétrole. Nous sommes donc piégés dans le pétrole et soumis à ce qui peut se produire dans un petit nombre de pays dont le plus important du point de vue de la production n'a pas besoin de produire du pétrole et un petit nombre de pays qui ont devant eux l'exemple de ce qui vient de se passer en Iran c'est-à-dire des effets destabilisateurs d'une extraction trop rapide et qui disposent d'une arme politique dont ils ne peuvent pas avoir l'équivalent d'une autre façon. Le phénomène pétrolier sera donc un phénomène qui dominera toute les prochaines années. Première observation.

Deuxième observation, du côté de la demande, même si la croissance se ralentit dans les pays aujourd'hui gros consommateurs d'énergie, n'oublions pas qu'il y aura quatre milliards et demi d'hommes dans le monde en 1980 et qu'il y en aura six milliards en l'an 2000, que, de ce fait, les besoins en énergie de la planète sont nécessairement en expansion et que ce n'est pas seulement un ralentissement de la demande de pétrole dans les pays industriels qui peut freiner la demande globale ; le ralentissement de la croissance n'implique pas une diminution de la demande. Nous sommes intoxiqués à ce point par le passé récent que nous imaginons toutes les fois qu'on passe de 6 % de croissance à 3 % que nous diminuons nos besoins. Non, nous les accroissons simplement deux fois moins vite, mais nous continuons de les accroître, et comme cette croissance s'applique à un besoin initial massif (3 % de plus sur le niveau actuel de nos besoins) c'est infiniment plus que 10 % de plus sur le niveau des besoins en 1945 ! Donc, nous devons bien avoir conscience que d'un côté il y a une offre aléatoire et de l'autre côté une demande certaine, par conséquent nous resterons piégés dans le pétrole malgré tous les

efforts que nous ferons (et qu'il faut faire) pour économiser l'énergie ou mettre en valeur de nouvelles sources d'énergie.

Le deuxième constat concernant cette période des années 80, c'est l'apparition d'une nouvelle catégorie de pays industriels, que Jacques Lesourne appelle dans son Rapport sur Inter futur « la classe moyenne industrielle au niveau mondial ». Ce sont des pays tels que le Brésil ou le Mexique en Amérique Latine, la Corée, Formose, Hong Kong, Singapour en Asie, et quelques pays sur d'autres continents, ce sont des pays qui vont cumuler pendant cette période la maîtrise des technologies contemporaines avec l'utilisation de main-d'œuvre à bon marché, ce qui nécessairement se traduira par l'émergence d'une nouvelle catégorie de pays industriels, qui auront bien entendu leurs problèmes, car les effets de destabilisation que tout phénomène industriel provoque se produiront aussi chez eux ; mais nous devons compter avec l'apparition de cette nouvelle catégorie de pays industriels au cours des vingt prochaines années. Ce sont en outre pour beaucoup d'entre eux des pays qui vont connaître une croissance démographique explosive ; n'oublions pas que le Brésil sera plus peuplé que les États Unis au siècle prochain et que la plus grande ville du Monde avant la fin de ce siècle sera Mexico.

Donc, apparition d'une nouvelle catégorie de pays industriels jouissant de technologies proches des nôtres, dans des conditions de production sociale différentes des nôtres.

Troisième caractéristique de cette période, qui découle d'ailleurs des deux premières : le ralentissement de la croissance économique dans les pays de tradition industrielle. Personne aujourd'hui n'est capable de dire à quel taux ces croissances se stabiliseront, les études qui sont faites le situent quelque part autour de 3 % ou 3,5 % pour l'ensemble du monde occidental, avec des variations d'ailleurs, le Japon restant nettement en tête, certains pays européens telle que la France pouvant occuper le milieu du tableau et d'autres pays européens y compris l'Allemagne pouvant occuper le bas du tableau, en tous les cas dans la deuxième décennie des années 80.

Compte tenu du phénomène démographique en cours, qui, lui, est également connu, il résultera de ce ralentissement de la croissance des pays industrialisés dans un premier temps des phénomènes de chômage graves. Dans la décennie 1965/1975, l'Europe a dû créer quelque 5 millions d'emplois, mais la même Europe devra créer dans la décennie 1975/1985 9 millions d'emplois et 6 millions dans la décennie 1985/1995. Donc, la décennie dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est indiscutablement la plus délicate. Il se trouve un hasard historique incontournable que le moment où nous devons créer le plus d'emplois se trouve précisément être celui où nous changeons d'or-

bite en matière de croissance économique.

Enfin, dernier phénomène dont on sait à coup sûr qu'il dominera la période, c'est le phénomène de développement des systèmes d'informatique. La percée technologique a été réalisée au cours des vingt dernières années, mais la généralisation des modes d'application de l'informatique sera le fait des vingt prochaines années. Cela portera effet aussi bien sur les processus de production, que sur notre vie quotidienne. Il est vraisemblable qu'à la fin du siècle, dans les pays industrialisés, un terminal quelconque se trouvera dans la plupart des foyers.

Donc, nous sommes en présence d'une transformation profonde parce que, révolution technologique horizontale, elle concerne tous les secteurs d'activité. Il est possible que déjà nous voyions apparaître en ces deux prochaines décennies les prémices de la percée technologique suivante qui, nous dit-on, sera d'ordre biologique, mais les applications n'auront probablement pas encore l'occasion de se développer massivement dans les vingt années à venir ; au contraire pour l'informatique c'est aujourd'hui absolument certain.

Donc, le monde des années 80 sera dominé : 1) — par la crise de l'énergie ; 2) — par l'apparition de nouvelles catégories de pays industriels ; 3) — par le ralentissement de la croissance économique dans les pays anciennement industrialisés ce qui provoquera au moins pendant la première décennie des phénomènes de chômage difficilement maîtrisables ; 4) — par des mécanismes d'informatisation qui n'auront d'ailleurs pas que des effets négatifs, en particulier en ce qui concerne les économies d'énergie. (Ainsi des systèmes d'informatique placés pour réguler les moteurs des voitures entraîneront de grosses économies de carburant).

L'ENVIRONNEMENT A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Voilà les novations, à peu près certaines, il y en aura bien entendu beaucoup d'autres que nous ne pouvons pas prévoir, et les novations prévisibles vont se réaliser dans un contexte culturel et politique qui lui-même connaît une transformation importante. On ne peut jamais bien analyser l'environnement dans lequel elles vont se produire. Or, qu'est-ce qui va caractériser cet environnement à l'échelle internationale ? Le premier élément dont nous soyons sûrs, c'est que nous n'avons plus de modèle. Les économies européennes et aussi la japonaise se sont développées au cours des trente dernières années dans le sillage de l'économie américaine. Quelqu'un devant nous avait défriché le chemin, et nous avons plus ou moins transposé les leçons de ce qui s'était passé aux Etats-Unis. Il y aura sans doute encore des domaines où ce phénomène sera utilisable, mais il le sera à un beaucoup moindre degré qu'il ne l'a été dans les trente dernières années, c'est-à-dire que nous sommes tous devenus des défricheurs, c'est-à-dire que nous sommes tous dans la situation où l'on ne peut plus

déduire de notre passé, ou du passé d'un autre, l'avenir collectif.

Deuxième changement dans notre environnement culturel : non seulement nous n'avons plus de modèle mais nous n'avons plus d'anti-modèle ! Si la crise actuelle s'était produite dans les années 50, il est vraisemblable que l'Europe se serait transformée massivement en « démocratie populaire ». Le fait que la crise se produise à la fin des années 70, c'est-à-dire dans une période où l'on est mieux informé sur les économies des pays de l'Est, a pour résultat que le challenge ne se situe plus dans les termes : « économie capitaliste ou économie collectiviste ». Personne ne peut plus dire : « j'ai le modèle alternatif » qui nous permettrait de vivre différemment et de mieux vivre. Nous l'avons bien vu, à l'intérieur même de la France au cours des campagnes électorales récentes, personne n'a pu dire et d'ailleurs personne n'a dit, surtout pas M. Georges Marchais, qu'il y a un modèle expérimenté quelque part qu'il suffit d'introduire en France pour nous guérir de nos maux et pour résoudre nos problèmes. M. Marchais a en effet toujours dit qu'il n'y avait pas de modèle et que c'était à la Gauche française si elle arrivait au pouvoir, d'inventer un socialisme « aux couleurs de la France ». Décisif aveu du caractère peu attirant et non transportable de ce qui apparaissait encore dans les années 50 comme un modèle alternatif : le modèle socialiste de l'Est.

Nous sommes donc sans modèle et sans anti-modèle ; allègement merveilleux pour quelques intellectuels imaginatifs mais qui fait pour les peuples une évidente situation de grave insécurité. En outre, débarrassés en quelque sorte des modèles et des anti-modèles, nous affrontons des phénomènes naturels dans l'agitation de sociétés qui sont travaillées au fond d'elles-mêmes par des novations rapides. Notre capacité individuelle et collective à digérer les transformations rapides n'est pas extrapolable à l'infini et lorsque les transformations rapides bousculent notre biologie sociale, il se produit dans les corps sociaux quelque chose que les physiciens savent très bien analyser et qu'ils appellent des phénomènes d'entropie, comme on appelle une dégradation paralysante de l'énergie motrice, et qui n'épargne aucun type de société. Dans les sociétés capitalistes le phénomène peut-être se mesurer par exemple à travers « la profitabilité » des entreprises, puisque ces sociétés ont très largement vécu sur le moteur du profit. Le moteur a des ratées et le profit baisse. Les communistes trouvent dans ce phénomène une justification des théories marxistes ; le malheur c'est qu'ils oublient de faire la théorie du marxisme généralisé ; ils en sont à la première phase de la pensée d'Einstein, au marxisme de la théorie de la relativité restreinte et c'est ce marxisme restreint que l'on applique à l'analyse des sociétés occidentales mais le vrai du marxisme, surtout s'il y a en lui quelque chose de scientifique, doit pouvoir s'appliquer à l'analyse de toutes les formes de sociétés et pas simplement des sociétés capitalistes, où l'efficacité du système s'était fondé notamment sur le caractère moteur du pro-

fit des entreprises, indépendamment de tout jugement normatif, alors c'est sur ce profit que l'entropie va jouer et être ainsi mesurable. Dans les sociétés industrielles non capitalistes où le moteur n'est pas la « profitabilité » de l'entreprise mais la volonté politique du pouvoir central, on voit bien par où s'insinuent les phénomènes d'entropie sociale. L'inefficacité du système vient du fait que la mécanique de décision s'inscrit dans une machine bureaucratique ; en d'autres termes les conditions mêmes de son existence deviennent pour le système les causes de son inefficacité. Phénomène d'entropie bien caractérisé. Alors, mais un historien des sociétés humaines vous le dirait mieux que moi, dans l'histoire lorsqu'on a à la fois des percées technologiques et des aspirations humaines qui vous poussent dans un sens et des phénomènes d'entropie sociale qui contrarient le mouvement, il faut pour débloquent le système, ces opérations chirurgicales, je veux dire ces grandes ruptures historiques que sont des guerres ou des révolutions, lesquelles ont un coût élevé pour la génération qui les subit mais généralement un bénéfice très élevé pour les générations suivantes. Et si l'histoire parle toujours avec tant d'admiration de ces ruptures historiques c'est que, par définition, l'historien n'appartient pas à la génération qui les subit. Mais, du point de vue de l'histoire globale il est probable que la somme algébrique est positive, que l'on sacrifie effectivement une génération, peut-être même parfois une demi-génération et que les générations suivantes en retirent une autre et souvent meilleure manière de vivre. Or, ces ruptures qui provoquent des mutations ou accélèrent d'un coup la mobilité d'une population, ces grandes ruptures deviennent difficiles dans des sociétés très compliquées comme les nôtres. Donc, nous ne pouvons même pas nous offrir, ou offrir à nos petits-enfants, car pour nous ce serait un grand malheur, la guerre ou la révolution afin de débloquent un système qui risque en quelque sorte de s'ankyloser par son fonctionnement même.

Tel est l'environnement dans lequel il faut situer les grands axes des phénomènes du proche avenir que l'analyse révèle avec certitude : il en résulte que nous sommes dans une société, un temps, des pays, où nous avons toujours le désir d'un certain type de développement mais où défont parce qu'elles sont moins bien acceptées les conditions de ce développement. Contradiction génératrice nécessairement de frustration.

LA FRANCE DANS L'UNIVERS DES ANNEES 80

Voilà tel que je le ressens l'univers dans lequel la France va devoir évoluer au cours des vingt prochaines années. Qu'en est-il alors de la présence de la France dans cet univers ? La réflexion ici doit se faire politique. Toute société est bâtie sur un certain nombre de rouages et d'institutions qui assument des fonctions. Les hommes politiques ont besoin d'être convaincus que c'est leur génie qui transforme le monde (sinon ils ne prendraient pas le risque de faire ce métier impossible), mais dans ce qu'ils croient être leur action ils sont dans

une grande mesure les instruments des événements qui se produisent. La politique c'est un mélange de forces, d'idées et de faits dans lequel pour classer le plus contraignant en ordre décroissant je mettrais d'abord les faits, puis les forces et en troisième lieu les idées ; quant aux hommes ils sont là pour essayer de faire fonctionner le système en synthétisant ces trois couples et en faisant en sorte qu'ils permettent à la société d'abord de survivre car la première mission d'une institution politique c'est d'assurer d'abord la pérennité du groupe qu'elle a pour vocation de faire vivre. Telle est la raison pour laquelle toute institution agit sur le corps social par son existence avant même de fonctionner ; ce qui frappe par exemple dans le cas de la Communauté Européenne c'est qu'elle a plus d'effet sur nous par le fait qu'elle existe que parce qu'elle fait ceci ou ne fait pas cela. On commet toujours une erreur lorsqu'on analyse une mécanique sociale en la jugeant uniquement sur ce qu'elle a fait ou n'a pas fait. Une institution quelle qu'elle soit agit sur nos comportements par le seul fait qu'elle existe et cela explique qu'elle survive si longtemps à sa nécessité parce que, il y a une part cachée de cette nécessité qui est liée à son existence même, fut-elle totalement impuissante et inefficace. Mon propos n'est pas de réhabilitation pour telle ou telle institution mais à mon sens la vie sociale est ainsi faite. Donc, la fonction politique durant les années 80 va être très largement une fonction de maintenance donc décevante pour les peuples et peu exaltante pour les hommes qui seront observateurs ou acteurs. Nous sommes probablement déjà en France entrés dans cette situation. Il peut se produire des événements qui contraignent à l'action c'est-à-dire qui obligent le pouvoir politique à faire des choses qu'il aurait peut-être eu envie de faire mais qu'il n'a pas pu faire et qui, à l'occasion d'une de ces mini ruptures, qui ne serait ni guerre, ni révolution, constituerait une rupture suffisante pour d'un seul coup, saisir l'opportunité d'une action. Et c'est à cette capacité d'utiliser l'occasion qu'on reconnaît le génie politique. Il me semble que le génie politique a deux facettes, la facette de la communication, qui consiste à faire en sorte qu'un peuple se reconnaisse dans un individu ou dans une force et puis la facette de l'opportunité, c'est-à-dire l'aptitude à saisir dans le laps de temps extrêmement court qu'un événement peut produire et pendant lequel on peut faire quelque chose, l'opportunité de le faire, c'est-à-dire d'agir.

Deux aspects toujours présents. Il me semble que le pouvoir politique va être contraint dans les vingt années qui viennent à évoluer dans cet univers un peu décevant et que, les choses se transformeront beaucoup plus dans l'ordre culturel ou dans l'ordre technologique que dans l'ordre proprement politique. Nous sommes donc peut-être entrés dans une phase de glaciation politique, temporaire d'ailleurs, alors qu'il y aura une plus grande effervescence dans l'ordre culturel et technologique.

LE PROBLEME DE L'ENERGIE

Cela étant dit, pour la France, tout se traduit d'ores et

déjà par deux problèmes massifs, naturellement celui de l'énergie puisque parmi tous les pays industrialisés, nous faisons partie du peloton de ceux qui sont les plus pauvres en énergie, à l'égal du Japon ou de l'Italie. L'Allemagne a du charbon, l'Angleterre a du pétrole, l'Amérique a de tout, l'Union Soviétique aussi, et si un jour aussi la Chine s'industrialise ce sera également son cas, la Hollande a du gaz, nous, nous n'avons rien de tout cela.

Nous aurons le nucléaire en temps utile et nous avons ce gisement toujours exploitable que sont les économies potentielles à faire sur nos gaspillages mais, il est clair que nous serons tout de même plus vulnérables encore que les autres à l'égard des phénomènes d'énergie et cette vulnérabilité aura des conséquences pratiques, et notamment la persistance de la contrainte énergétique ; telle est à mon avis, l'intuition juste de M. Raymond Barre. On peut critiquer différents aspects de la gestion de l'actuel Premier Ministre et d'une manière légitime, mais je crois qu'il a senti, par rapport à tous les autres, qu'ils soient de la Majorité ou de l'Opposition, que quelque chose, pour la France, était radicalement changé sur le plan de la gestion de son économie parce que toute notre mécanique jusqu'ici était une mécanique d'exubérance. Le développement de l'économie française avait besoin de se faire dans une certaine anarchie de gestion, c'est-à-dire que nos avancées étaient autant de fuites en avant, ce qui se payait par une dérive inflationniste plus élevée que dans la plupart des autres pays, ce qui permettait simultanément de donner le moral aux patrons et de noyer les conflits avec la classe ouvrière sous des signes monétaires largement factices. De telles commodités rendaient inévitable une dépréciation monétaire qui était tolérable parce que, d'abord nous avons toujours des bras secourables pour les moments difficiles et cette assistance d'autrui nous la devons à ce que j'appellerai notre rente géographique ; il nous arrive de parler de la rente de l'Arabie Saoudite, mais nous avons aussi la nôtre ; là où nous sommes placés dans la géographie au XX^e siècle nous bénéficions d'une rente ; tant de gens ont besoin que nous ne nous destabilisions pas et ils le payent ! Mais ce système était fondé sur un certain laxisme, qui d'un côté donnait de la monnaie de singe à la classe ouvrière et tout cela se soldait par des dévaluations qui reprenaient à la classe ouvrière ce qu'on lui avait donné en trop. Ce système qui assurait un certain équilibre ne pouvait fonctionner que si la raison était payée beaucoup plus cher que la nature et voilà que la nature doit être payée désormais aussi cher que la raison. La raison, elle était chez nous alors que la nature elle est dehors et dans ces conditions là nous ne pouvons plus gérer notre système de la même manière et la contrainte extérieure devient une contrainte forte et notamment nous oblige à penser le phénomène monétaire en lui-même. Au fond la France a toujours agi depuis trente ans comme si la monnaie suivait. Ce n'était pas l'intendance qui devait toujours suivre, la formule était trop large, c'était la monnaie, et aujourd'hui la contrainte énergétique nous oblige à redécouvrir le phénomène monétaire. Qu'on ne me prenne pas pour le Rueffiste que je ne suis pas, mais Rueff avait le mérite des gens qui

ont une seule idée dans leur vie, c'est comme les pendules qui sont arrêtées, elles ont raison deux fois par jour ! Je crois donc que le phénomène monétaire est un phénomène que nous redécouvrons et Raymond Barre remplit très exactement la fonction qui doit être la sienne, il est le révélateur de cette vérité au corps social français, je dis bien au corps social, pas à la majorité ou à l'opposition, mais à la majorité, à l'opposition, à la classe patronale, à la classe ouvrière, à l'opinion publique. Et pourquoi ? parce que effectivement dans une période où l'énergie sera nécessairement chère et de plus en plus chère, la contrainte monétaire est tout à fait fondamentale puisque nous ne payons pas l'énergie avec notre monnaie mais avec une monnaie internationale quelle qu'elle soit d'ailleurs...

Nous allons donc vivre dans du barrisme institutionnalisé, ou si nous ne le faisons pas, nous vivrons gérés par le Fonds Monétaire International, comme la Turquie, le Portugal, le Zaïre.

LE PROBLEME DE L'EMPLOI

Le deuxième problème, c'est bien entendu celui de l'emploi, Il est plus grave pour nous que pour d'autres parce que, par un fâcheux aléa historique, nos courbes démographiques se déplacent dans le temps d'une manière qui fait que la courbe des sorties du marché du travail s'écarte considérablement de la courbe des entrées au plus mauvais moment de notre histoire. Il y a vingt ans le phénomène strictement démographique (en laissant de côté les taux d'activité des femmes), c'est-à-dire le rapport entre les anciens et les jeunes était tel que nous devions créer chaque année vingt mille emplois. Vingt mille ! pour éponger le phénomène démographique. Aujourd'hui nous devons en créer deux cent mille du fait du même phénomène c'est-à-dire dix fois plus et le rythme va s'accroître jusqu'en 1985, la plus mauvaise période se situant entre 1981 et 1985. Nous avons donc un grave problème de l'emploi que tout gouvernement devra affronter et pour lequel il n'y a pas « une » solution miracle ; il faudra additionner toutes les solutions partielles pour le circonscrire sans le faire disparaître. Dans ces conditions là, ces deux problèmes étant dominants pour l'économie et pour la société française, que peut-il se passer du point de vue politique ? On peut toujours imaginer différents scénarios et même le scénario durable d'une majorité de centre-droit qui gère les affaires et d'une presque majorité de gauche et de centre-gauche qui gère le mécontentement.

Le système peut demeurer stable pendant une assez longue durée parce que la gestion des affaires est très largement prédéterminée par les contraintes fortes que nous venons de voir et qu'à la limite il est presque indifférent de savoir qui gère les affaires ; la gestion du mécontentement elle est tout à fait vitale, car si le mécontentement n'est pas géré, il explose mais grâce à Georges Séguy et à Georges Marchais, à François Mitterrand ou à ses successeurs peut-être faisons-nous

DEUX SCENARIOS DE GESTION DES AFFAIRES

Donc, on peut avoir un scénario durable de gestion des affaires par des Gouvernements de centre-droit peu imaginatifs dans une période où il n'y a pas besoin d'imagination puisque les contraintes sont fortes et une gestion du mécontentement par une gauche qui intègre d'une certaine manière la moitié de la France qui ne se sent pas représentée par ceux qui exercent le Pouvoir, mais qui l'est de quelque manière, la gauche occupant la scène à l'occasion de campagnes électorales et grâce à des instruments divers, telle que la télévision. Aussi ne faut-il surtout pas priver de télévision les hommes de la gauche pas du tout, comme on pourrait le croire, parce que quand on les voit ça décourage de voter pour eux ! mais parce que, quand on les voit, on se sent représenté, on est au pouvoir sans y être ! et ça, c'est tout à fait fondamental. Une partie de la France est convaincue qu'elle est gouvernée par les Socialistes parce que M. Mitterrand s'exprime avec plus de brio sur les antennes ou sur les écrans, qu'elle participe d'une certaine manière au jeu et que le fait de dénoncer ceux qui exercent le Pouvoir est une manière de l'exercer. Donc, mon scénario n'est pas invraisemblable sans qu'on puisse dire qu'il est certain. Seul peut le modifier le comportement du Parti Socialiste, car c'est le P.S. qui a entre les mains le choix des différents scénarios possible ; il peut effectivement laisser la gestion du mécontentement au Parti Communiste, qui d'ailleurs ne rêve que de cela, et s'intégrer dans le côté qui gère les affaires. Là, nous sommes devant un aléa et personne ne peut prédire aujourd'hui de quel côté penchera cette force politique qu'est le P.S. Est-ce qu'elle se confortera dans la gestion du mécontentement ? est-ce qu'elle basculera complètement dans la gestion des affaires parce que par sa composition sociologique elle est faite d'hommes qui ont besoin de gérer des affaires et pas seulement de gérer du mécontentement ? Je répondrai que si le Parti Socialiste n'était qu'un parti d'enseignants il se satisferait de la gestion du mécontentement et comme le Parti Socialiste est un parti aussi de hauts fonctionnaires il aura besoin de gérer les affaires et que tout l'arbitrage se fera entre l'E.N.A. et Normale Supérieure. Si l'E.N.A. est la plus forte, il penchera un jour ou l'autre vers la gestion des affaires et laissera la gestion du mécontentement au Parti Communiste. Si Normale Supérieure l'emporte, le Parti Socialiste restera parmi les gérants du mécontentement.

Nous avons donc là un deuxième scénario possible les deux scénarios pouvant être traversés de spasmes, c'est une spécialité de la société française que de compenser son conservatisme au quotidien par des éclats révolutionnaires de brève durée et souvent de brève portée. Donc il n'est pas impossible que dans les années 80 de tels éclats apparaissent. Je ne suis pas sûr que les deux scénarios en seraient bouleversés en profondeur mais ils pourraient en être modifiés car qui peut vraiment programmer l'avenir ?

Voilà comment je pressens aujourd'hui, 13 juin 1979, les perspectives pour les années 80 tant du Monde que de la France : je dirais simplement en terme de propos de table et avant de laisser libre cours à votre contestation qu'il y a toujours moyen d'observer le même phénomène de façon différente et je prends deux exemples :

— en termes économiques on peut toujours devant une force grandissante s'épouvanter de la naissance d'un concurrent ou se réjouir de l'apparition d'un client car tout concurrent est un client potentiel de même que tout client est un possible concurrent. Selon que nous verrons en ces jeunes nations industrielles que des concurrentes sans pressentir qu'elles sont aussi des clientes ou en voyant en elles, derrière le concurrent le client, nous aurons une vision pessimiste ou optimiste de l'évolution économique.

— dans l'ordre politique, on peut de la même manière voir devant un phénomène majeur éprouvant pour le confort de nos vies et de nos mentalités soit un malheur, soit un défi. Selon qu'on lira les événements aisés à prévoir que je vous ai décrits ou d'autres inattendus comme des malheurs ou comme des défis, on aura également des comportements différents ; ici, je devrais réhabiliter le discours politique car effectivement les mots prononcés à bon ou mauvais escient peuvent contribuer à ce qu'un peuple regarde un autre peuple soit comme un concurrent, soit comme un client ou regarde un événement soit comme un malheur soit comme un défi.

REPONSES AUX QUESTIONS

• Je n'ai pas dit que la Gauche ne viendrait pas au Pouvoir ! J'ai distingué deux scénarios, l'un dans lequel effectivement la Majorité actuelle demeure en l'état longtemps, n'oublions pas qu'elle dure depuis vingt ans et l'autre dans lequel il y aurait une force de gauche qui participerait au pouvoir. Je crois que la Gauche au sens où on l'a entendue jusqu'en avril 1978 n'existe plus, que probablement elle n'a jamais existé en terme de force politique, elle existe en terme sociologique, c'est-à-dire que pour les électeurs il y a une Gauche, mais pour les forces politiques qui sont chargées de traduire politiquement ce fait d'opinion, il n'y a pas qu'une Gauche. Maintenant c'est très évident ; donc je n'exclus pas du tout qu'une fraction de la Gauche et notamment la Gauche socialiste soit appelée à la gestion des affaires, avec Michel Rocard bien sûr et quand je disais si l'E.N.A. l'emporte sur Normale Supérieure dans un gouvernement du Parti Socialiste, c'était précisément à lui que je pensais ; je crois qu'effectivement Michel Rocard a un langage qui est adapté à son temps, ce qui n'est pas le cas du leader actuel du Parti Socialiste ; je crois qu'il a une conscience assez précise d'un certain nombre des conditions et conditionnements que nous avons analysés tout à l'heure et qui ne sont nullement inventés, mais qui relèvent de l'observation ; je crois, qu'avec d'autres sans doute, il saurait voir dans tout concurrent un client et dans tout malheur un défi. Donc,

non seulement je n'écarte pas cette hypothèse mais je trouve normal que bien des gens la souhaitent.

Cela dit, nous ne sommes pas devant un phénomène où la Gauche unie au sens où on l'entendait jusqu'en mars 1978, s'installe au Pouvoir.

*
* *

• Deuxième point, le problème des objectifs. Est-ce que dans notre société il n'y a pas d'objectif possible ? Je crois que là nous sommes un peu victimes d'une sorte d'ankylose d'une partie de nos sens sociaux, je veux dire que nous avons maximisé le phénomène politique à l'état pur, maximisé le phénomène du taux de croissance d'une économie et que nous imaginons mal que des hommes puissent avoir des ambitions ou des objectifs qui ne se traduiraient pas directement sur ce terrain ; mais enfin, l'humanité a vécu des millénaires autrement et elle n'a pas été pour autant non créative, malheureuse, morose. La croissance économique à 5 ou 6 % par an n'est pas une condition du bonheur des hommes, des hommes ont été très heureux sans jamais imaginer même des possibilités mesurables de croissance ; les développements culturels et spirituels, le développement dans les relations inter-personnelles, c'est quelque chose auquel on peut accorder autant d'importance que d'avoir une voiture de cylindrée plus forte, encore que je sois frappé par la résistance extraordinaire des phénomènes automobiles, élément dont il faudrait tenir compte dans une analyse plus fine : d'un mot il s'agirait d'imaginer un développement qui ne se confonde pas avec une accumulation de biens matériels. C'est difficile parce que nous sommes dans une période où nous venons de connaître de ce point de vue trente années tout à fait fabuleuses, absolument uniques dans l'histoire de l'humanité depuis son origine, en tous les cas depuis que nous avons une mémoire historique. Peut-être y a-t-il eu un monde antérieur détruit par une conflagration nucléaire, mais la catastrophe n'a pu s'inscrire dans notre mémoire. Mais sont bien dans notre mémoire les trente dernières années et nous n'arrivons pas à nous détacher de l'idée que ne plus répéter ou continuer cette sorte de vrai ou faux bonheur c'est effectivement se condamner au dépérissement, à la tristesse et à la mort à la limite ; mais pourquoi ? au nom de quoi ? je n'ai aucun message à donner à la jeunesse, mais aucun ! je me refuse d'en avoir, je ne veux ni flatter les jeunes, ni les mépriser, il y a parmi eux des hommes qui ont quelque chose à dire et d'autres qui probablement n'ont rien à dire et je me refuse à entrer dans le jeu de cette espèce de lutte des classes des générations, que je n'arrive même pas à percevoir. Je crois que dans le message chrétien il y a cette chose tout à fait inouïe c'est que l'existence d'un individu est irremplaçable dans son absolue singularité. Un être humain est jeune à un moment, le sera moins à un autre, il sera vieux mais c'est un être unique de bout en bout. M'intéresse non pas ce que les jeunes ont à dire aux vieux ou ce que les vieux ont à dire aux jeunes, mais ce qu'un être humain, absolument singulier en son gen-

re, dit ou ne dit pas, dit en ce langage qu'est sa vie. Aventure fabuleuse auprès de laquelle compte peu le fait d'avoir des réfrigérateurs plus gros qu'une chose à mettre dedans ; cette chose matérielle n'est pas secondaire parce que elle est aussi une façon d'exprimer notre humanité, et que le matériel n'est jamais matériel à l'état pur. Mais le fond de l'affaire est tout de même ailleurs.

*
* *

• L'emploi c'est un très gros problème et il faudrait une autre soirée pour en discuter. Nos difficultés ne relèvent pas d'un seul système et d'une seule technique de solution mais d'approches multiples relevant chacune de familles d'esprit différentes. Je distinguerai quatre grandes voies pour aborder le problème de l'emploi.

Il y a d'abord la famille des expansionnistes pour laquelle l'emploi c'est l'expansion. Il n'est pas besoin de se triturer les méninges pour comprendre que si on fait 3 % on interrompt la croissance du chômage, si on passe jusqu'à 4 % ou 4,5 % on renverse la tendance et on crée des emplois. Affirmation qui n'est pas sans vérité. Les Etats Unis ont connu récemment les trois années les plus prospères de l'économie américaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et ils ont créé en trois ans huit millions d'emplois. Donc, nous aurions des occasions de créer des emplois en gagnant un demi point ou un point de croissance. Faire 4 ou 5 % au lieu de 3 de taux de croissance, ce n'est pas négligeable du tout.

Deuxième famille, il y a les nationalistes c'est-à-dire ceux qui disent : on gagnera des emplois, premièrement en renvoyant les immigrés chez eux, deuxièmement en fermant les frontières. Donc, là encore regardons les choses de plus près, il est certain qu'il y aura une pression forte de l'opinion publique sinon pour envoyer les immigrés chez eux, en tous les cas pour résorber progressivement le travail confié aux immigrés en France sur la période de vingt ans. Je ne sais pas comment les gouvernements s'y prendront ; au moins je sais que tous les commentateurs s'indigneront et que ce sera une pression parce que nous serons en présence d'un phénomène de physique sociale difficile à supporter. Il en résultera d'ailleurs à travers maintes difficultés morales et sociales un bienfait certain : la revalorisation du travail manuel nous ne la devons pas à Lionel Stoléru, mais à une nécessité de fait car pour faire exercer des emplois aujourd'hui occupés par des immigrés, nous devons les payer beaucoup mieux et ménager des conditions de travail différentes. Il faudra donc réduire les inégalités moins par générosité sociale que par contrainte quasi physique. C'est un mauvais service rendu à la Nation que le développement de cette forme d'emplois sous rémunérés et souvent exécutés dans des conditions affligeantes ; aux Etats Unis, dans le bâtiment il n'y a pas un seul immigré et très peu de noirs, c'est une industrie que les blancs ont protégé. Chez nous on a fait faire cette sorte de travail par des immigrés. Je dis que dans les vingt années qui viennent peu à peu la main d'œuvre

nationale se réintroduira dans des secteurs qui aujourd'hui sont largement occupés par de la main d'œuvre d'immigration et que cette mobilité économique aura des conséquences sociales et appellera des gains plus élevés et donc un resserrement de l'échelle des rémunérations au détriment d'autres catégories de travailleurs.

Cette logique est inéluctable. L'autre aspect du nationalisme est la fermeture des frontières, ce serait la dernière sortise à faire mais nous voyons bien que, au niveau européen, lorsque survient une crise grave dans le textile, on conclut un accord multifibre ; qu'il y ait une crise grave dans la sidérurgie, même les Allemands en traînant les pieds acceptent un plan européen qui contraint les fournisseurs non européens d'acier à s'auto-discipliner, c'est-à-dire à freiner leur développement. Nous aurons donc des formes maîtrisées de protectionnisme c'est-à-dire une organisation du commerce international qui est le seul moyen d'éviter le protectionnisme anarchique qui, lui, serait un multiplicateur de crise. Donc, là encore il y aura quelque chose qui se fera.

Troisième famille, celle des « partageux » qui disent que puisque l'emploi n'est pas en quantité suffisante, la solution est de répartir différemment les emplois disponibles. Voilà également une approche possible ; la semaine de 35 h n'est évidemment pas pour demain, mais un jour ou l'autre, interviendra sous la contrainte une autre forme d'arbitrage, l'arbitrage entre le partage de l'emploi et les gains en pouvoir d'achat. Cet avenir commence à s'esquisser dans les consciences ; au niveau d'un syndicat comme la C.F.D.T., les dirigeants en ont conscience, leur troupe pas encore, on l'a vu encore au dernier congrès de la C.F.D.T. où, sur ce point, Edmond Maire a été battu, mais l'échec était normal parce que, on peut ne pas prendre conscience de ces nécessités à venir en l'espace d'un congrès, ni même de trois mois, ni même de trois ans, cela se joue sur dix ans, mais quelque chose se passe, quelque chose est en train de changer et des formes de partage de l'emploi seront effectivement praticables.

Enfin il y a la dernière école celle des libéraux : on dira de ce côté, qu'en laissant la situation de l'emploi évoluer comme elle le fait actuellement, nombre de demandeurs d'emploi cesseront de l'être, se retireront du marché du travail parce qu'ils ne trouveront pas les satisfactions qu'ils en attendent et nous aurons donc mécaniquement une sorte de rééquilibrage du marché. Il serait totalement absurde d'attendre la solution de cette sorte d'automatisme, mais quelque chose comme cela peut s'opérer et l'on peut assister sur vingt ans et dans certaines catégories à des retraits partiels du marché du travail. En résumé, il n'y a pas de solution au problème du chômage si l'on dit : il faut choisir entre la thèse expansionniste, la thèse nationaliste, la thèse des partageux et la thèse des libéraux. De même qu'il n'y a pas de solution aux problèmes de l'énergie si on dit : il faut choisir entre l'énergie nucléaire, les économies d'énergie ou l'énergie solaire. On arrivera à circonscrire chacun de ces deux problèmes que si pour chacun d'eux on dénombre, sépare et additionne toutes les voies d'approche possi-

bles. De ce point de vue, il serait certainement souhaitable que des familles politiques plus diverses participent au pouvoir politique parce que chacune d'entre elles éprouve naturellement comme une sorte de besoin vital lorsqu'elle vient au pouvoir d'inverser l'ordre des urgences et de présenter quelque chose que les autres n'ont pas proposé. Peut-être est-ce penser la lutte politique en termes quelque peu scolaires ; mais la collectivité nationale en tirerait un bénéfice global.

*
* *

● A Henri Bourbon qui souhaite que je fasse un pronostic sur ce que sera la question centrale dans l'économie française en septembre-octobre, je réponds, au risque de me répéter : « absorber le deuxième choc du pétrole ». Je sais bien que tout le monde affirme, de M. Michel Debré à M. Georges Marchais, que le pétrole n'explique pas tout. C'est d'ailleurs vrai. Mais il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse et dire que le pétrole n'explique rien. En effet comptons ! Le pétrole vient d'augmenter de 60 % environ. Sur un an, cela fait 30 milliards de francs. Soit 1,5 % de la production nationale. C'est une sorte d'impôt qu'il faut payer à l'étranger. Et naturellement, chacun voudrait faire payer cet impôt par le voisin...

Hélas ! nous devrions savoir que l'Etat n'a pas d'autre argent que le nôtre. Et qu'avec ou sans Barre, le prix du pétrole sera toujours de l'ordre de 60 % plus cher... (1).

*
* *

● Donc, mes propos veulent être conscients et lucides. Je ne les ressens pas comme pessimistes et cela explique peut-être ce hiatus psychologique que M. Le Gall a décelé dans mon exposé, c'est-à-dire que plus j'annonçais des catastrophes plus je semblais m'en réjouir !... En réalité, je suis convaincu que la leçon de l'histoire de l'humanité c'est que devant des problèmes impossibles l'humanité a toujours été capable de se transformer suffisamment pour les maîtriser à un coût plus ou moins élevé, mais le fait que cette humanité existe encore aujourd'hui montre qu'elle les a maîtrisés. Je crois que nous aurons donc des contraintes plus fortes, que dans ces contraintes plus fortes nous aurons des révisions déchirantes à accomplir, qu'il y aura des moments durs dans cette période plus dure elle-même que la période antérieure, mais je crois aussi que la période à venir constituera un bon critère pour distinguer les hommes de tempérament, de courage, les hommes à risques, des rentiers nantis, tranquilles que nous étions peut-être en passe de devenir dans l'univers ronronnant qui était le nôtre jusqu'à présent.

(1) Au cours du mois d'octobre, une nouvelle hausse du prix du pétrole s'est produite, notamment à la suite d'un relèvement des tarifs décidé par la Libye, l'Irak, le Koweït, l'Irak, l'Algérie, le Mexique.

IMPRESSIONS D'EXTREME-ORIENT

par Charles DELAMARE

L'impressionnisme sied à l'Extrême-Orient. D'abord parce qu'il en vient. Ensuite parce qu'il annonce l'humilité de l'observateur. Suivez mes pinceaux, s'il vous plaît.

I. LA CHINE OU L'EMPIRE DE LA VERTU

« La Chine est verte. Elle n'est point rouge ».

Telle est la première réflexion que s'adresse à lui-même le passager du vol Paris-Pékin lorsque l'avion, en descendant, commence à transformer par paliers la carte de géographie en terre humaine. Cette impression se confirme tout au long du séjour. Si vous n'aviez pas aperçu les deux gigantesques portraits de Mao et de Hua Guo Feng sur la façade de l'aéroport, vous vous persuaderiez aisément que les écologistes ont pris le pouvoir dans ce pays. Votre autocar roule entre une double rangée d'arbres tout au long des trente ou quarante kilomètres qui vous amènent au centre de la capitale. Dans celle-ci, la verdure jaillit partout au milieu de maisons basses. En escaladant la colline du charbon située derrière l'ancienne résidence impériale, l'immense et magnifique « Cité interdite », vous apercevez un moutonnement de ramures, un déferlement de chlorophylle malheureuse-

ment exempte du poids des oiseaux. Leur destruction systématique en dit long sur la bataille pour le grain quotidien où les moineaux apparaissent comme des adversaires redoutables. Une incursion dans la campagne où vit plus de 80 % de la population ne peut que rendre cette vision encore plus nette. Les rizières harmonieusement déployées entre les canaux et les fleuves bruissent de vie, grouillent d'animation jusque tard dans la soirée, des milliers et des milliers, pardon, des millions et des millions de paysans s'affairent sous la protection de leur chapeau conique, rangés en lignes pour repiquer le riz, groupés pour battre le grain. Dans l'après-midi, une douce brume issue de ces marécages domestiqués depuis des centaines d'années entre les fleuves rois vient tempérer l'éclat du soleil et estomper la chaîne de montagnes qui ourle l'horizon. Des buffles mélancoliques tirent lentement les charrues. L'harmonie des champs rarement troublée par le bruit d'un moteur reprend possession de votre âme occidentale. Charmé de retrouver sous vos yeux à la fois les peintures du Musée Guimet et le rythme campagnard de vos grands parents, vous vous prenez à murmurer :

*« O fortunatos nimium, sua si bona norint,
agricolas ! quibus ipsa, procul discordibus armis,
fundit humo facilem victum justissima tellus. »*

ce qui, en mandarin, se traduit à peu près ainsi :

« O trop heureux les cultivateurs, s'ils connaissent leur bonheur.

Loin des discordes armées, la terre d'elle-même

Leur prodigue avec une justice parfaite une nourriture facile ».

Eh bien, vous me croirez si vous voulez, les Chinois, pas plus que nos ancêtres, ne paraissent goûter pleinement ce bonheur écologique ! Les vieux, noués, cassés, courbés, témoignent que la terre est basse. Les jeunes, montrant sur leurs jambes les traces des morsures que leur infligent les sangsues pendant qu'ils pataugent dans les rizières, aspirent à aller travailler dans les usines, plus par désir de quitter la glèbe que d'accéder à la noblesse prolétarienne. Partout, l'effort humain, non relayé par les esclaves mécaniques, se montre à nu : tirant, poussant, marchant, coupant, cueillant, plantant, soufflant, suant. Vous n'éprouvez aucune surprise à entendre l'énoncé des « quatre modernisations ». L'actuel gouvernement chinois se propose en effet de :

1. mécaniser au maximum la production industrielle et agricole,
2. électrifier les villes et les campagnes,
3. adopter les techniques modernes de production et de productivité dans le travail industriel,
4. moderniser les sciences et les techniques en développant le nombre des chercheurs.

Ces lignes directrices, formulées de façon aussi générale, paraissent aller de soi à un esprit occidental. Mais ce qui vous surprend, c'est que vos interlocuteurs partagent cette appréciation, non pas du bout des lèvres, mais du fond du cœur. Sous l'influence des mille et une publications où l'on vous avait expliqué que la mentalité des Chinois était aussi impénétrable que leurs idéogrammes, vous ne vous attendiez pas à trouver des hommes raisonnant comme vous. Vous oubliez la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Inde qui, par transitions successives, semblaient vous éloigner peu à peu de votre géométrie de pensée. Au lieu d'être entraîné encore au-delà, dans un Orient extrême, vous avez soudain l'impression de reprendre pied dans votre univers ! Attention ! Cette intuition, si vous vous y abandonnez, vous amène à un choix qui déterminera toute votre attitude à l'égard de la Chine, celui de la fraternité. Certes, vous ne manquerez pas de vous rappeler sans cesse que Su Zhou n'est pas Venise, malgré ses canaux, et que Shang Hai n'est pas Hambourg, malgré son port, mais vous n'abandonerez plus les hommes vivant dans ces villes comme des êtres d'une autre planète.

Votre audace s'explique. Vous vivez sous le même soleil depuis que l'astre Mao s'est couché au-dessus de l'Empire du Milieu. Il subsiste, il est omniprésent, mais ce n'est plus qu'un soleil de papier.

Les slogans que la « Bande des Quatre » avait amplifiés éclairaient un monde irréel, laissant dans une ombre épaisse les vrais problèmes de la vie quotidienne. Ce que l'on dépeint comme une ouverture à l'Occident n'est, le

plus souvent, qu'un retour au solide bon sens chinois. Les rodomontades du « Grand bon en avant », les hymnes massifs à la génialité, la bouffissure de la propagande, les renversements successifs et contradictoires de l'encadrement, les pastorales rétrogrades qui ravissaient nos Marie-Antoinette gauchistes, tout cela subit l'épreuve du bilan.

Chine : Cueilleuse de thé dans une commune populaire

Il est très lourd. Une fois de plus, vérification est faite que le pouvoir absolu rend fou. Les décisions erronées prises par un homme seul ne pouvaient être ni contestées, ni amendées. Pour la seule économie, les années où Mao a repris le gouvernail ont dû coûter à la Chine mille fois l'équivalent de notre « Concorde ». Certains esprits machiavéliques s'en félicitent. Voyant l'extraordinaire réussite du peuple chinois là où il est libre de donner sa mesure, à Hong Kong ou à Singapour, ils se réjouissent du retard qu'il a pris sur le continent grâce au « génial » instituteur. Ils tremblent rétrospectivement à l'idée qu'en 1949 la direction de cet énorme pays aurait pu échoir à une sorte de Ludwig Ehrhardt qui aurait fait confiance aux capacités de ses concitoyens et se demandent comment l'industrie de l'Occident pourrait encore résister à la formidable pression d'un autre Japon multiplié par huit à dix. Bien loin d'en être là, les fautes accu-

mulées ont ajouté un handicap supplémentaire de trente ou quarante ans au géant en train de s'éveiller. Mais ce raisonnement est à courte vue, alors que pour nous la Chine reste un problème à long terme, destiné à peser d'autant plus lourd que malgré toutes les déclarations préemptoires la progression démographique ne semble pas avoir été sensiblement freinée. Si l'on imagine que nos petits-enfants devront vivre par la pensée, par les transports, par les communications audiovisuelles, pour ainsi dire à côté des descendants toujours plus nombreux des actuelles familles chinoises, il nous faut souhaiter que celles-ci réussissent à sortir le plus vite possible de leur « arriération ».

Chine : Jeune batelier près de Cao Xing

Nos interlocuteurs se cramponnent à leur immense orgueil national avant de prononcer ce mot, mais ils s'en servent souvent et à bon escient, car « arriération » avouée est déjà à moitié rattrapée. La lucidité qui transparait dans cet aveu humiliant révèle un orgueil constructif et combatif.

Tout le peuple, mais surtout toutes ses élites, prennent actuellement conscience à la fois du retard sottement accumulé, mais aussi de la possibilité de le rattraper au plus vite.

Vous ne pouvez pas vous y tromper. Vous trouvez en face de vous un rationalisme de même alliage que le vôtre. L'analyse du présent et des projections sur l'avenir ne portent plus trace des déformations magiques ou religieuses observées sous d'autres cieux. Certes, le communisme ne semble pas encore contesté malgré sa

lourde responsabilité dans les absurdités économiques et dans les volte face politiques. C'est qu'il a donné à la Chine ce qu'elle attendait le plus et ce qu'il est le plus capable, par sa nature, de produire : l'ordre. Ce pays a mis plus de cent ans à absorber « le choc » européen (1), puis japonais. Il a titubé dans l'anarchie jusqu'à ce qu'en 1949 s'établisse lourdement et chèrement (2) l'emprise du Parti sur toutes les régions, sur toutes les familles, sur toute la vie. Tant que l'ordre était la contrepartie de cette terrible contrainte, elle était apparemment à peu près acceptée. Mais « la révolution culturelle » a consisté à recréer artificiellement par les chefs du Parti eux-mêmes, le chaos dont ils avaient délivré le pays. Cette inconséquence commence seulement à être analysée. Elle a laissé une faille profonde mais, pour l'instant, l'effort de modernisation a de quoi occuper amplement les esprits et les mains.

Malgré l'énormité de la tâche, il ne vous paraît pas que ce soit un pari impossible à gagner grâce aux ressources matérielles et spirituelles de ce pays. La Chine n'est pas une table rase. Elle dispose d'une base matérielle considérable. Sa production de charbon a atteint 550 millions de tonnes l'an dernier, de pétrole 100 millions de tonnes. Pour l'acier, même si elle modère actuellement ses ambitions, elle dépasse la France et se rapproche de l'Allemagne Fédérale avec 30 millions de tonnes environ. Ces chiffres devraient doubler en 1985. Certes, les équipements de base sont encore déficients : les routes, les chemins de fer, l'industrie lourde, le logement surtout sont loin d'être à la mesure des besoins. Mais l'ancien Empire et la période capitaliste ont laissé des réalisations beaucoup plus importantes que vous l'imaginiez à votre départ de Paris. Le réseau des chemins de fer, les ports, les usines datent souvent des années 1920. Les trente ans de communisme ont développé ces infrastructures, si bien que vous n'avez pas le sentiment de vous promener au milieu d'un pays vraiment sous-développé. Vous avez souvent le sentiment étrange d'apercevoir une vie sans automobiles, sans beaucoup d'électricité, sans magasins clinquants, proche de celle qu'ont connue vos parents avant la guerre de 1914. L'aspect, le comportement et l'accueil de la population sont pour beaucoup dans cette impression de retour en arrière dans le temps. Vous n'avez pas devant vous des gens profondément différents puisque vous les voyez se conduire à peu près comme vos ancêtres. Ils savent vous recevoir avec une amabilité et un sens de l'hospitalité qui vous vont droit au cœur. Dans le village le plus « arriéré » vous êtes accueilli comme un ami : les poules et les cochons peuvent bien vous courir entre les jambes, vous pouvez apercevoir dans les humbles maisons un mobilier plus humble encore, vous êtes favorablement impressionné par les sourires engageants, les gestes courtois dont vous êtes l'objet. Si vous poussez plus loin dans les ruelles, où comme autrefois, dans nos villages la cohabitation des bêtes et des gens produit une animation permanente en même temps que des immondices, vous découvrez brusquement une école, ou même tout simplement une salle de classe, d'une propreté parfaite, ornée d'un bouquet de fleurs comme si tout l'es-

poir de cette population rurale était concentré dans l'instruction de ses enfants. Oui vraiment, vous n'êtes pas loin de vous croire dans la France de Jules Ferry. Vous comprenez alors le sens du mot « arriération ». Il ne s'agit nullement d'une « arriération mentale », mais tout simplement d'une position moins avancée dans le jeu d'oie du développement matériel. Tant que l'on n'est pas arrivé au bout de l'histoire, à la case où l'oie de Minerve prend son vol, il peut vous arriver de rétrograder brusquement. N'est-ce pas ce qui risque de se produire pour les Occidentaux là où ils viennent de déboucher à la case appelée « crise du pétrole » ? La Chine n'est guère affectée par celle-ci. Elle pratique avant la lettre l'économie d'énergie d'une manière radicale. Quand vous visitez un immeuble H.L.M. près de Shanghai, vous remarquez que sept à huit personnes vivent dans trois pièces, partagent un lit à quatre ou cinq, ce qui simplifie les problèmes de chauffage puisqu'aussi bien celui-ci n'existe pas. Une seule ampoule de 25 watts pend au milieu de la pièce. Vous demandez comment peut-on lire avec cet éclairage. Il vous est répondu que tel n'est pas le but de la lampe. Elle permet simplement de circuler sans se cogner contre les meubles ou les ustensiles. Mais il faut aller plus loin qu'une réflexion sur la capacité de résistance qu'engendre la rusticité. La Chine est plus avancée que les Occidentaux dans un domaine différent. Elle a l'habitude et la pratique de la civilisation de masse alors que nous n'avons pas encore maîtrisé le phénomène de la concentration urbaine. La vie en commun dans une population très dense n'est supportable que si elle est vécue dans ce qu'il faut appeler la vertu. La dure discipline du parti communiste n'est probablement pas étrangère à la propreté des rues de toutes les villes, au fait que le pourboire soit repoussé avec indignation et que le vol soit quasiment inconnu. Mais il existe un fond beaucoup plus ancien légué par la civilisation bouddhique : l'honnêteté, l'hospitalité, la civilité, le goût du travail, le dévouement à la famille apparaissent comme la condition et l'objectif d'une société ordonnée. Alors qu'en Occident, la paresse la grossièreté, l'égoïsme, la saleté et la lubricité se déguisent en conquêtes sociales, la Chine cultive son jardin antique pour y faire lever une nouvelle moisson. Il est vrai que de nécessité, elle fait également vertu. Le salaire moyen pour 48 heures de travail par semaine s'établit à 150 francs par mois. La vie peu chère est pourtant réduite au minimal. Elle serait insupportable si elle ne se déroulait pas dans l'égalité et avec une perspective autre que celle de la consommation toujours accrue. L'exaltation de leur dignité, la confiance dans leur capacité de développer leurs richesses physiques et spirituelles permettent aux Chinois d'attendre patiemment (c'est ce qui est le plus difficile à juger) leur entrée dans un monde plus cossu. Ou plus exactement dans un monde moins étroit.

Malgré les chiffres imposants cités plus haut, l'actuel gouvernement chinois semble avoir choisi la voie de la qualité pour le développement économique, non pas celle de la masse. Pour simplifier grossièrement, disons qu'il vise moins à ressembler aux Etats-Unis qu'à la Suisse. Le pari est pris sur les développements les plus modernes de la science et de la technique, sur la

confiance en la matière grise. Pour des raisons d'ordre militaire. Ce n'est pas impossible. Pour rattraper le retard causé par les aberrations de la révolution culturelle. C'est certain. Mais ce choix s'explique aussi par le fait que la Chine se sent acculée sur un espace étroit, malgré ses 9.700.000 km², à cause de son irrépressible dynamisme démographique (son plus grave problème) et en raison de l'infécondité irrémédiable d'une grande partie de son territoire. Elle se prépare donc à brûler l'étape de la production de masse engendrant la société de consommation pour atteindre plus vite au XXI^e siècle la société informatisée de culture.

Les Occidentaux doivent penser, ce qui n'est guère dans leurs habitudes, que leurs descendants vivront de plus en plus proches des fils de ces travailleurs intelligents et consciencieux. Comment les aider à accélérer leur évolution en ne perdant pas de vue que leur salaire horaire se situe aujourd'hui à 80 centimes environ contre 12,42 francs pour un travailleur français au SMIC ? Leur progrès sera irrésistible si la bureaucratie et l'idéologie ne viennent pas stériliser leurs capacités latentes. A nous d'apprendre à mieux les connaître, à les estimer à leur valeur qui est grande, pour que leur progrès nourrisse le nôtre, non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur celui de la civilisation.

II. LE JAPON OU LA GRANDEUR DANS L'ETROITESSE

Les représentants des sept grandes puissances du monde n'ont eu à aucun moment le sentiment de renoncer à une parcelle de leur dignité en se rendant à Tokyo cet été. La deuxième ville du monde après Shanghai est la capitale d'un pays dont le poids est allé croissant depuis vingt ans dans les affaires de la planète.

Il est douteux que les visiteurs et leur suite aient eu le temps de flâner aux alentours de l'hôtel New Otani où se tenaient les délibérations. Dans ce quartier d'Akasaka, ils auraient découvert, s'ils en avaient eu le loisir, une image du Japon toute différente de celle qu'ils étaient disposés à accueillir et que leurs hôtes prenaient grand soin de leur transmettre, celle d'une nation hypermoderne, couverte d'autoroutes, riche et dynamique. A deux pas des buildings de style new-yorkais, ils auraient remarqué des rues étroites, bordées de toutes petites maisons à un seul étage, où fleurissent de multiples commerces dans une animation bariolée, joyeuse, orientale. Tout est étroit au Japon. Le pays lui-même. Sa superficie représente les deux tiers de celle de la France, mais 115 millions d'habitants y vivent, tassés, en raison de la part très importante que s'octroient les montagnes escarpées dans sa géographie, sur 15 % du territoire. Il en résulte une concentration de l'habitat d'autant plus choquante que les Japonais, beaucoup plus individualistes de ce point de vue que les Français, se refusent à la copropriété et s'entêtent à vivre en pavillons isolés des autres, même s'il ne s'agit que de quelques centimètres. Leur habitat en rez de chaussée est minuscule, mais il est

à eux. Encore plus étroite est la marge de manœuvre d'une économie, dépendant presque totalement des importations pour ses matières premières, pour l'énergie notamment. Quant à la géopolitique, que dire de cette petite bande de terre séparée des Etats-Unis, sa seule couverture militaire, par tout l'Océan Pacifique et de l'Europe, à laquelle elle se targue de plus en plus d'appartenir, par la Sibérie et la Chine ?

Pour achever le tableau, il faut savoir que ce sol exigü est secoué perpétuellement par les tremblements de terre. Les hauts délégués n'ont probablement pas perçu, pendant leur séjour, à la différence des enregistreurs sismiques, les trois ou quatre mouvements auxquels s'est livré le dragon sur le dos duquel, dit-on, est bâtie l'immense capitale nipponne.

Si les Japonais continuent à survivre et à progresser au milieu de conditions si contraires, c'est qu'ils ne manquent pas de courage. La première forme de celui-ci est la lucidité. Le consensus social est efficace parce qu'ouvriers, patrons et hommes politiques savent que leur pays se bat en permanence le dos au mur et qu'il n'a pas le droit de commettre une faute sous peine d'être balayé par un typhon économique. La crise du Kippour a frappé durement une nation en plein développement. Les Occidentaux se plaignent de la concurrence accrue que leur font subir les exportateurs japonais. Mais ils ignorent l'effort interne de restructuration entrepris depuis 1974. Celui-ci a commencé par la diversification des branches touchées par la crise. Ainsi, Mitsubishi Heavy Industries, géant de la construction navale, a-t-il muté 10 000 employés vers son département automobile. La société textile Kanebo a ouvert des activités dans les produits pharmaceutiques, le prêt à porter, l'alimentation et les cosmétiques. Mais surtout il a été porté atteinte à un des principes auxquels toute la société japonaise tenait avec le plus de conviction : celui de la stabilité de l'emploi dans l'entreprise. Il n'a été abandonné dans l'immédiat que pour mieux être préservé à terme. Les effectifs industriels qui n'avaient fait que croître depuis la guerre ont commencé à fondre. Toutes les subtilités ont été utilisées pour empêcher que le « dégraissage » des muscles de l'exportation se traduise par des licenciements purs et simples : le non-renouvellement des partants ou l'abaissement de l'âge de la retraite (fixée à 55 ans dans la généralité des cas). Les femmes ont été les premières victimes (ou bénéficiaires) de la nouvelle économie. Il est à peu près admis partout qu'elles peuvent travailler jusqu'à 25 ans. Ensuite, elles doivent trouver un mari, en tout cas quitter l'usine ou le bureau. Dans l'Empire du Soleil Levant, le sexe faible est l'auxiliaire des guerriers industriels. Ces derniers sont mis en compétition dès le jardin d'enfants pour déboucher à coup de prouesses scolaires, au degré suprême de considération : l'Université de Tokyo. Ensuite, dans leur vie professionnelle, les mâles travaillent, travaillent, mais aussi font leurs affaires, y compris leurs petites, en compagnie des Geishas de six à dix heures du soir. Il suffit de se promener dans les quartiers réservés pour constater l'ampleur gigantesque de ce phénomène. L'épouse stoïque ne reçoit dans ses bras le

soir qu'un compagnon ronflant et en week-end qu'une machine dont la batterie est à plat. Quand dira-t-on que la réussite nipponne est le fruit de la résignation, du dévouement et de l'indulgence des charmantes filles de ce pays ? Probablement le jour, proche, où elles se révolteront contre cette exploitation de la femme par l'homme !

Tokyo : en plein cœur du quartier d'Akasaka

La progression du niveau de vie grâce à laquelle en dix ans les salaires moyens japonais sont passés de la moitié de ceux des Italiens au double de ceux des Anglais permet, de toute manière, de ramener les femmes au foyer en douceur et en confort.

Si tout cela ne suffit pas, les entreprises nipponnes licencient, à contre-cœur, avec l'amortisseur de primes de départ, mais avec résolution. Loin de recourir à la fonctionnarisation des tâches qui sévit en Union Soviétique et qui sous-tendait les nationalisations prévues au Programme Commun, le Japon se lance dans l'automatisation, la suppression des travaux parcellaires, répétitifs, ou salissants grâce à leur « robotisation ». L'électronique est appelée partout à l'aide pour accroître la productivité. Les effets sur la compétitivité ne manque-

ront pas d'apparaître d'ici deux ou trois ans : les secteurs de l'automobile, de l'informatique, de la télécommunication s'équipent pour devenir imbattables grâce à la réduction massive des frais de personnel. Un récent rapport présenté par le M.I.T.I. (Ministère de l'Industrie et du Commerce International) prévoit de réduire la dépendance en énergie importée de 75 % à 50 % en 1990. Les dépenses pour la recherche scientifique doivent passer de 1,7 % du P.N.B. à 2,5 % en 1985 et à 3 % en 1990. Une poignée d'ingénieurs en gants blancs mènera toute l'industrie d'ici une décade. Les Etats-Unis et surtout l'Europe seront distancés sans recours.

Mais que fera la masse de la population ? Elle se consacrera à un secteur tertiaire qui est déjà en train d'exploser. Les milliers de petits restaurants, de « pâtisseries françaises » (écrit tel quel sur les tendeleets aux couleurs bleu, blanc, rouge), de salles de jeux, d'entreprises de nettoyage concourent à rendre la vie plus facile dans ce Japon dont l'austérité n'est prlus qu'une idée dépassée.

Le conseil et l'investissement dans les pays sous-développés occuperont un nombre considérable de techniciens lorsque les grandes firmes nippones auront déplacé totalement, comme elles commencent à le faire, les industries polluantes vers les pays sous-développés, trop heureux de les accueillir. Le Japon si peu ouvert charnellement, sentimentalement au monde extérieur, s'il l'est avec passion au plan de la technique, s'enrichira peu à peu d'un contact permanent avec d'autres cultures.

En allant au bout de la logique industrielle, en relevant le défi de l'électronique, l'Empire du Soleil Levant est probablement en train de créer le premier modèle d'une société post-industrielle. Il est d'autant plus pressé d'y arriver qu'il a souffert d'une pollution contraire à tout son idéal de netteté et d'harmonie.

Mais il prend une nouvelle fois un grand risque. Comment le monde accueillera-t-il ce regain de puissance ? Est-on si sûr, dans cette civilisation nouvelle, de ne pas perdre les valeurs ancestrales ?

La machine est lancée. Elle entraîne avec elle une société subtile et cultivée, acharnée à trouver le meilleur. Qu'elle n'y substitue pas le culte du plus grand ou du plus vite !

III. LE DEFI EXTREME-ORIENTAL

A force de crier au défi américain, voilà le défi extrême-oriental qui vient.

Alors que les pays occidentaux se lamentent sur la crise, l'Extrême-Orient est en pleine expansion. Le Japon donne l'apparence de partager le sort de l'Europe occidentale alors qu'il maintient intrépidement un rythme de progression supérieur à 5 %. Quant à la Corée du Sud, elle marche à un train d'enfer. Elle a éta-

bli un programme tendant à sextupler son Produit National Brut d'ici à 1990, pour l'amener à 8 000 dollars par tête. Elle envisage très sérieusement d'entrer à l'OCDE.

Hong Kong sur son territoire de 1.000 km² arrive à nourrir cinq ou six millions de fugitifs chinois dont une partie a nagé 10 km dans une mer infestée de requins pour entrer dans l'enfer capitaliste. Sans aucune autre matière première que leur travail, ces naufragés de leur patrie ont construit un empire industriel et commercial. Personne ne leur fait confiance : ni la police britannique qui les refoule vers la Chine populaire, c'est-à-dire vers un camp de concentration, lorsqu'elle les trouve grelottants de froid et d'épuisement sur les plages de la Colonie de la couronne. Ni les capitalistes qui investissent difficilement à long terme, même à moyen terme, dans une telle aventure, bien qu'elle dure depuis trente ans. Ni les chancelleries qui ne risqueraient même pas une protestation à l'ONU dans le cas où le gouvernement de Pékin ferait marcher son armée vers ces îles accolées à son territoire ou plus simplement fermerait le robinet d'eau douce qui les alimente. Dans cet état d'extrême précarité, Hong Kong travaille, progresse et prospère. Les fugitifs ne sont pas restés hébétés, entassés dans des camps comme les Palestiniens. Ils ont construit d'immenses H.L.M. Chaque année, leur niveau de vie augmente de 10 %, sinon de 20 %, à tel point qu'en moyenne, il a atteint la moitié du nôtre et que le coût devenu élevé de la main d'œuvre commence à gêner les exportations de la colonie.

Partout, le même miracle se reproduit : à Singapour, à Taïwan, aux Philippines, en Malaisie. L'Extrême-Orient progresse dans un dynamisme fiévreux. Certes, le génocide cambodgien, l'expulsion des non-communistes hors du Viet-Nam, les opérations de guerre à la frontière du Tonkin montrent des aspects plus inquiétants de cet élan général.

Derrière ces phénomènes contradictoires, se profilent une constante, le bouddhisme, et une inconnue, l'orientation de la Chine.

Les qualités de sérieux et de frugalité dont font montre les populations de la région prennent leur source dans un bouddhisme plus ou moins adapté aux particularités ancestrales. La voie de la délivrance enseignée par Bouddha, la « sainte voie aux huit membres » passe par la recherche de l'opinion correcte, de l'intention correcte, de la parole correcte, de la concentration mentale correcte, de l'activité corporelle correcte, des moyens d'existence corrects, de l'effort correct et de l'attention correcte. Les enseignements de Mao ou de l'Université de Tokyo ne démentent pas l'effort de perfectionnement entrepris depuis plus de deux mille ans. Il donne son unité profonde à des sociétés aussi différentes d'apparence que celles du Japon, de Taïwan, de la Corée du Sud, de la Chine populaire ou du Viet-Nam.

Mais la Chine à elle seule possède un poids tellement

important, une présence historique, culturelle et sentimentale telle que ses mouvements internes se répercutent en ondes successives à l'extérieur de ses frontières.

A partir du moment où Pékin admet de vivre en harmonie avec ses voisins, ou du moins cesse de s'opposer à eux, il entraîne toute la région dans l'espérance et dans le progrès. C'est ce qui paraît se produire en ce moment, malgré les hostilités avec le Viet-Nam, ne serait-ce que parce que celles-ci semblent être la conséquence d'une action soviétique pour diviser le bloc se reconstituant autour d'une civilisation commune.

Hang Zhou : Lac de l'Ouest

Si la Chine maintient son cap vers la modernisation hors des contraintes, des contre-indications et des contrecoups d'une orthodoxie indifférente aux réalités industrielles, elle ouvrira une ère de prospérité nouvelle pour elle-même et pour les pays qui l'entourent.

Quant à ceux qui se trouvent au loin, mais qui sont de plus en plus concernés par l'évolution de toute la planète, il est clair que les événements de l'Extrême-Orient influenceront très fortement sur eux, non seulement en raison de l'énormité des masses en cause, mais aussi désormais de leur modernité. Celles-ci sont beaucoup mieux préparées que les peuples européens à supporter la disette de pétrole, tout simplement parce qu'elles n'ont pas encore pris l'habitude d'user immodérément des matières premières, pas plus que d'autre chose. Les bicyclettes de Pékin se comparent maintenant avec avantage aux « bouchons » de voitures broutant l'essence sur le périphérique. Les braseros au charbon de bois qui chauffent maigrement les foyers japonais sont

mieux adaptés à la situation que nos H.L.M. fumant en hiver comme un croiseur.

Il est urgent que les Français prennent conscience de ce retournement de l'avantage comparatif. Nous sommes presque totalement absents de cette partie de l'Asie, et celle-ci est presque totalement absente de notre esprit. Depuis le repli d'Indochine, notre pays paraît s'être désintéressé des régions situées à l'Est du Canal de Suez. Aussi y est-il presque totalement ignoré. La Chine lui conserve une certaine place en raison de la reconnaissance précoce du Gouvernement de la République populaire. Mais a-t-on déployé des moyens financiers, économiques, industriels en rapport avec l'immense potentiel de la Chine ? Certainement non. Le Japon nous crédite encore d'un certain lustre culturel, mais combien d'étudiants apprennent chez nous la langue des meilleurs cartésiens de la fin du XX^e siècle ?

Dans nos administrations et nos ministères, il serait nécessaire que nos responsabilités dans cette partie du monde soient examinées avec une attention renouvelée. La crise qui nous atteint ne doit pas hypnotiser tous nos hommes politiques. Ils ont à regarder au-delà de nos statistiques du chômage et de production, au-delà des contraintes de la société de consommation. Ils n'auront bien terminé leur journée que s'ils ont fait quotidiennement quelque chose par rapport à ce monde nouveau qui naît, qui renaît, et qui modèlera le nôtre dans dix ou vingt ans. Cet Orient peut rester extrême à bien des points de vue. Il n'est plus lointain. Il s'approche chaque jour de plus en plus près de nous, il entre dans notre vie quotidienne. Ne jouons pas aujourd'hui le rôle ridicule auquel s'est complu l'Empire du Milieu il y a cent ans !

Ne cédon pas non plus à la facilité raciste. Ne posons pas le problème en terme d'affrontement. Ne concluons pas que d'ici cent ans ce sera eux ou nous. L'idée du « péril jaune » est trop populaire pour ne pas être dangereuse. Ne doutons pas qu'il existe latente une idée du « péril blanc » dans toutes les têtes asiatiques.

Pour frayer le chemin à la concorde il faut s'y prendre dès maintenant. Pour cela, il conviendrait de multiplier les études sur les civilisations de l'Extrême-Orient. Elles sont à un degré de nullité effarante. L'Université de Tours ne pourrait-elle pas se consacrer à l'approche du Japon au lieu de former des littéraires destinés au chômage ? L'Université de Rouen ne pourrait-elle pas s'ouvrir sur la Chine ? En même temps, elle ouvrirait des débouchés à ses pauvres étudiants. Mille autres suggestions seraient à faire. Mais il faut que nous bougions. Il faut connaître la Chine, le Japon, la Corée, il faut aller vers ces pays, il faut les aimer.

Charles DELAMARE

(1) C'est volontairement que je n'écris pas « occidental » car les Américains se sont abstenus de participer au dépeçage de la Chine à la fin du XIX^e siècle.

(2) La prise du pouvoir par les communistes aurait coûté la vie à 50 millions d'hommes environ d'après certaines supputations.

IDEOLOGIE ET PHILOSOPHIE DE L'ART

par Etienne BORNE

Du 15 au 18 mai dernier, l'Institut International « Jacques Maritain » et la Fondation « Giorgio Cini » avaient organisé un Colloque international sur « La Création artistique dans la Société Contemporaine ».

Etienne Borne a présenté un rapport sur « Idéologie et philosophie de l'Art » que nous publions ci-après. En avant-propos de son texte, nous reproduisons son article de « La Croix » qui rappelle les thèmes essentiels de ce colloque situé dans un cadre qui lui convenait singulièrement.

Revoir Venise. L'expression n'a guère de sens. A chaque retour, comme il devrait arriver toutes les fois que le regard se lève sur un visage véritablement aimé, c'est une chose de beauté, insolite dans sa singularité, qui, humiliant le souvenir, impose pour la première fois une présence éclatante dont il semble que la lumière tout à la fois limpide et voilée ne soit pas tout à fait de cette terre. Car la terre est là-bas, et Venise, désamarrée, est ici. Cette lagune, ni mer ni lac, paraît renvoyer à une indivision de commencement du monde, et cependant la simplicité originelle des éléments s'y trouve contredite avec une violence stupéfiante par la somptuosité toujours recommencée des églises et des palais, œuvres d'art peuplées au-dedans d'œuvres d'art. Cette ville, surgie des eaux qui la minent sournoisement, n'existe que par et contre ce qui la menace. Parabole de cette précaire splendeur que nous nommons

depuis Platon la beauté.

Aucun autre lieu ne pouvait mieux convenir à une réflexion sur l'art et sur la beauté, libéralement proposée à des artistes, des sociologues, des philosophes venus de différentes nations afin de témoigner, en dépit des frontières, pour l'universalité des valeurs authentiques. Du 15 au 18 mai derniers, l'Institut Jacques-Maritain et la Fondation Cini avaient organisé dans l'île Saint-Georges-le-Majeur, l'endroit le plus recueilli de Venise, là où le grand Palladio réinventa l'architecture classique, un colloque international dont le thème était « La création artistique dans la société contemporaine ». Et on ne pouvait s'interroger sur la condition faite à l'art et aux artistes par une société qui trop souvent stérilise ou pollue les sources de la création, sans s'inquiéter aussi de tout ce que peut signifier dans une existence d'homme la rencontre avec la beauté.

L'ART COMME DEFI METAPHYSIQUE

Les étroites colonnes dont je dispose ne me permettent guère de restituer toute la richesse d'un colloque aux multiples rapports et interventions et au long duquel nos hôtes et amis italiens nous éblouirent littéralement par la virtuosité de leur dialectique et l'ampleur de leur érudition. Il faudrait pour n'être pas trop injuste, citer des dizaines de noms. Le sommet de ce festival fut atteint au moment où le P. Virgilio Fagone, Jésuite de la Civiltà Cattolica montra avec une rigueur passionnée que phénoménologie et sciences humaines, nécessaires en leur ordre, ne pouvaient atteindre à ce qu'il appelait « l'être profond du travail de l'artiste ». Il faudrait en France un courageux et donc rare mépris des préjugés à la mode, tant dans l'enseignement supérieur que dans maints cénacles parisiens, pour reconnaître que l'art et l'œuvre d'art posent inévitablement des problèmes métaphysiques, voire ontologiques comme disait le P. Fagone. A Venise, les spécialistes italiens des sciences de l'art, tels les professeurs Dorflès et Formaggio, de réputation internationale, ont souligné avec beaucoup de finesse critique les limites, en une telle matière, d'un savoir scientifique qui ne reste positif qu'en se gardant des idéologies positivistes et en s'ouvrant à un possible dépassement philosophique.

Parce qu'il n'est vivant que créateur et qu'il lui faut contester et défaire ce qui est pour le transposer et le refaire au moins idéalement, l'art digne de ce nom n'obéit qu'aux contraintes qu'il s'impose lui-même et à un absolu besoin de liberté. Aussi l'art est-il en situation d'opposition partout où des régimes totalitaires et autoritaires prétendent asservir à des raisons d'Etat la production littéraire et artistique. Le célèbre dissident soviétique Vladimir Maximov expliqua sur le ton d'une inébranlable conviction que l'écriture s'avilit lorsqu'elle ne témoigne pas pour l'homme contre des pouvoirs déshumanisants. Et lui firent écho des voix venues de l'Amérique Latine, notamment du Guatemala : René Rojas, peintre, et René De Léon, écrivain et homme politique, forts de l'expérience des persécutions que doivent subir des hommes qui entendent rester libres en dépit de l'oppression établie, montrèrent le rôle que peut jouer « l'expression esthétique » comme propédeutique à la transformation sociale et éducation de la liberté, sans aucune concession aux idéologies politiques, fussent-elles révolutionnaires.

Un colloque tomberait dans l'académisme s'il répugnait aux affrontements. Pierre Emmanuel, qui ne chuchote pas ses certitudes, avait dit avec une vigueur où se rejoignaient comme dans toute son œuvre, vitalité et spiritualité, la singularité inouïe de la parole poétique qui assume le monde et plus même que le monde. Soucieux de faire droit à ce qu'il y a de légitime dans les démystifications d'aujourd'hui, Mikel Dufrenne, éminent esthéticien, tout en défendant avec beaucoup d'élégance la nécessité, contestée par les idéologies modernes, d'un sujet de la création artistique, avait au passage égratigné le mythe romantique du génie. Non sans excès d'humour et en faisant des personnalités. Pierre Emmanuel crut avoir affaire à un « réducteur de têtes », et plaida avec éloquence pour l'homme de génie comme défi métaphysique au siècle, même si dans sa défroque extérieure, il prend des apparences très séculières, celle de l'ivrogne avec Verlaine ou

de l'ambassadeur avec Claudel.

VULNERABLE LA BEAUTE

L'une des références, majeure mais non exclusive, du colloque de Venise a été la pensée esthétique de Jacques Maritain, notamment dans cette œuvre maîtresse qu'est l'Intuition créatrice dans l'art et la poésie. Le P. Riquet, familier des Meudon d'avant-guerre, rappela avec quelle libéralité y étaient accueillis les artistes d'avant-garde. Olivier Lacombe, disciple et ami pareillement exemplaires, qui traitait de « contemplation esthétique et contemplation mystique » redonna vie et actualité aux grands débats des années 30 qui, à propos de « poésie pure » et de « prière et poésie » opposaient Henri Bremond et Jacques Maritain.

La question n'est pas de celles qui se démodent selon la fatalité de toutes les modes. Et dans le climat fervent de ce colloque, il apparaissait, tandis que la réflexion sur l'art se changeait, jour après jour en méditation, que la beauté touche en quelque manière au sacré, qu'elle en soit l'imitation impuissante et y aspire désespérément comme le croyait le blondélien Bremond ou qu'il y ait entre ceci et cela une analogie qui respecte l'autonomie et la distinction des ordres, comme le pensait le thomiste Maritain.

Les méditations de Venise, dont les temps forts furent si heureusement métaphysiques, n'en étaient pas pour cela intemporelles et les inquiétudes civiques n'ont pas été laissées aux portes marines de Saint-Georges-le-Majeur. Le professeur Parvan, vice-président de l'Institut Maritain, avait, en analysant avec un « optimisme dramatique » la crise actuelle de l'art, affirmé avec la fermeté qui convient que l'art ne pouvait être créateur de beauté qu'au sein d'une société et d'une culture enfin personnalistes. On sait combien nous sommes loin du compte. Mais sans doute y a-t-il un tragique de la beauté qui ne peut vivre parmi les hommes que dangereusement et à l'ombre de la mort. Telle Venise, ce « rêve de pierre » comme Baudelaire définissait la beauté, livrée dans sa vulnérabilité à l'usure du temps et à la malice des eaux.

*
* *

« L'intuition créatrice dans l'art et dans la poésie » référence majeure de ce colloque, est selon mon goût, le chef d'œuvre de Jacques Maritain. L'auteur s'y fait artiste et poète pour parler d'art et de poésie, tout en restant fidèle de bout en bout à cette vigilance critique qui est la philosophie elle-même. Toute une part de la personnalité de Maritain, qui est ailleurs ascétiquement contenue, voire refoulée par les sévères disciplines thomistes, trouve enfin ici une expression limpide et chaleureuse, et il serait facile de montrer que Maritain, confronté aux problèmes d'esthétique — dans le grand sens de ce mot — s'y trouve spontanément accordé à Platon et à Plotin plutôt qu'à Aristote. De ce grand livre qui, explicitement ou implicitement, sera présent tout au long de mon propos, je retiens au départ le trait désabusé qui ouvre un développement sur « le concept philosophique de beauté » au début du chapitre V. « Je sais que

parler de beauté à propos d'art, écrit Maritain, est aussi désuet que parler de vérité à propos de philosophie ».

Et en effet pour parler philosophiquement de l'art et de la beauté, il faut être résolument « antimoderne », je veux dire récuser une certaine conception de la modernité que prétendraient nous imposer conjointement les rumeurs de la rue et les chuchotements des cénacles. On se fait aujourd'hui une réputation d'esprit avancé en renvoyant toute philosophie à ce qu'on appelle l'idéologie.

innocence, la réponse est donnée dans la question elle-même. De même que le rêve selon Freud est « le gardien du sommeil » et que les fantasmes nocturnes servent à maintenir entre pulsions et censure un équilibre précaire et mensonger, ainsi les philosophies, réduites à n'être que super-structures idéologiques, ont pour fonction de justifier et de perpétuer dans l'existence cet équilibre de forces qui compose à un moment donné la structure d'une société ou même d'une civilisation. Et de même que le rêve est complice de la censure puisqu'il n'apporte au désir qu'une satisfaction imaginaire, ainsi les idéologies (philosophies, mais aussi bien morales et religions) sont en connivence avec les puissances dominantes sociales et politiques. Il s'en suit que les philosophies ne savent pas elles-mêmes ce qu'elles sont et comment elles fonctionnent, mais le sait pour elles une science des idéologies qui serait partie intégrante des sciences humaines.

Dès lors, face à cette sorte de terrorisme qui les exclut de la modernité, une philosophie de l'art et une métaphysique du beau doivent faire la preuve de leur possibilité et affronter les raisons qui les renvoient au musée archéologique des objets culturels désaffectés. Me faisant l'avocat du diable, je donnerai d'abord la parole à l'accusation, pour ensuite dans un deuxième moment de la réflexion, contester la contestation et montrer que l'art et la beauté font d'inéluctables problèmes philosophiques.

I. LES RAISONS D'UNE REDUCTION A L'IDEOLOGIE

a) l'esthétique à prétention philosophique vise à donner au discours sur l'art et le beau son plus haut degré de généralité ; mais l'art et le beau ne sauraient exister que dans des œuvres singulières concrètes, datées et situées ; le discours esthétique est donc tout le contraire d'un savoir ; parler abstraitement de l'art et du beau, ce serait être toujours à côté de la vraie question qui concerne tel art, tel artiste, telle œuvre. Aussi l'esthétique est-elle réduite à des tautologies qui n'apprennent rien, par exemple : « pas de création sans l'intuition créatrice d'un créateur », ou encore à une éloquence très académique qui célèbre la noblesse de l'art ou la divinité du beau.

b) une philosophie de l'art, une métaphysique du beau ne seraient donc que paroles sonores et inconsistantes si elles n'étaient considérées comme des idéologies ; c'est-à-dire, pour reprendre les définitions initiales, comme des idées ayant une fonction dans une culture. Parce qu'elle est une entreprise globalisante, une philosophie ne peut pas ne pas avoir son esthétique comme elle a son éthique et sa politique. Une esthétique peut aussi ne pas relever d'une philosophie classée, constituée, canonique, et être, indépendamment de toute philosophie, une projection idéalisée des temps et des mœurs. Dans l'un et l'autre cas, l'esthétique n'est qu'idéologie et on comprendra ce qu'elle dit quand on aura décrypté son discours et qu'on saura, il faut répéter cette

Venise, parabole de cette précaire splendeur que nous nommons la beauté

Les diverses philosophies apparues au cours de l'histoire se ramènent alors à des discours formellement systématisés, situés dans une culture déterminée qu'ils expriment et récapitulent, et dont il convient de se demander non pas quelle proportion de vérité et d'erreur ils pourraient contenir — une telle question étant d'évidence périmée — mais quelle est leur fonction et à quoi ils servent ou ont servi. Un tel questionnement étant sans

formule clef, quelle est sa fonction et à quoi il sert, ou plus précisément, quels intérêts sert une philosophie de l'art ou quelles réalités gênantes elle a pour fonction d'occulter ?

La question posée, la réponse qu'elle contenait déjà va de soi. Si un Platon exalte et divinise le beau tout en disqualifiant l'artiste, roi d'un dérisoire royaume d'ombres et d'ombres au second degré, ombres des ombres de ce monde, c'est toute une politique d'aliénation de l'homme à l'Absolu — que cette esthétique aurait pour objet clandestin de promouvoir. Plus généralement, toute esthétique idéaliste n'est-elle pas le camouflage d'une apologétique religieuse et ne sert-elle pas ainsi le pouvoir des Eglises ? Mais inversement les réfutations de cet idéalisme, si elles restent philosophiques sont pareillement idéologiques : le naturalisme ou le « réalisme socialiste » qui refusent toute transcendance du beau, sont trop bien accordés au propos d'une culture scientiste, d'une civilisation technicienne et d'une société autoritairement planifiée pour ne pas trahir eux aussi leur essence idéologique. Et s'il est des esthétiques qui ne rentrent pas dans des cadres idéologiques établis comme l'esthétique surréaliste, celle-ci est encore un exemple d'idéologie dans la mesure où elle se confond avec une fonction d'impiété et de subversion qui refuse avec une violence forcenée la transcendance religieuse et la rationalité politique.

c) enfin on ne détruit que ce que l'on remplace. Les philosophies classiques ou modernes, en rattachant l'art et le beau à des fonctions générales ou à des formes universelles, n'apportaient que des fantômes d'explication, typiquement pré-scientifiques. Se demander « qu'est-ce que l'art ? » ou « qu'est-ce-que le beau ? » et répondre par une essence ou un concept, c'est-à-dire par l'ombre portée de la question, n'est-ce-pas avouer que la question se détruit elle-même dans son inanité abstraite ? Seules alors les diverses sciences humaines — de la psychologie à la sociologie seront en mesure de proposer des explications authentiques.

La référence à un créateur, à la fois inspiré et libre, introduit aussi peu à la véritable psychologie de l'artiste que la référence à un sujet pensant, à la fois prince et principe et souverain dans son intérieure demeure, n'introduit à la psychologie de l'homme concret, déterminé par les relations, dont il n'a pas conscience avec son passé et son environnement. Au contraire, explorer l'inconscient d'un artiste, retrouver les souvenirs d'enfance refoulés (ce qu'a fait, il est vrai, sans beaucoup de bonheur, Freud pour Vinci), repérer ses obsessions majeures (comme chez Baudelaire le noir et le nu) c'est apporter pour le contenu concret d'une œuvre une explication capable de rendre compte de ses structures et de ses métaphores maîtresses.

De la même manière, une sociologie de l'art ne serait valable que par le congé donné à la métaphysique. Evoquer l'artiste entre la terre et le ciel, pour lui faire soit imiter soit défier Dieu afin de transfigurer le monde

n'est qu'un fantasme idéal sans prise sur l'activité réelle de l'artiste et la production concrète des œuvres d'art. Mais au contraire lorsque Francastel, pour citer l'un de nos sociologues de l'art, traite les formes comme « les pensées en acte d'une société » et fait de l'artiste « le technicien d'une civilisation », étant bien entendu que dans une civilisation sont compris ses idéaux, ses valeurs et ses mythes, alors l'artiste ou plutôt les artistes retrouvent leur épaisseur charnelle, historique, sociale. Ils ont une fonction repérable et, fonctionnaires de l'imaginaire, se trouvent ainsi non pas, comme on le disait, irréels entre ciel et terre, mais enracinés dans le sol le plus solide. Ainsi, sur les ruines de la philosophie, s'établiraient les sciences de l'art.

II. POUR UNE PHILOSOPHIE DE L'ART : LA REDUCTION DE LA PHILOSOPHIE DE L'ART A L'IDEOLOGIE EST ELLE-MEME IDEOLOGIQUE

a) une philosophie, ou plus généralement une pensée devient idéologique lorsqu'elle cache ses propres postulats et lorsqu'elle présente comme autant de vérités indubitables des affirmations qui alors n'expriment au mieux qu'un aspect partiel des choses, subrepticement confondu avec une réalité totale. Or avancer que le fait et le succès des sciences de l'art supposent la mort d'une philosophie de l'art et d'une métaphysique du beau, c'est dire que l'œuvre d'art, étant un phénomène culturel, l'artiste, pour reprendre le mot de tout-à-l'heure, un fonctionnaire de la culture préposé à l'imaginaire, le beau un objet de consommation culturelle, il n'est permis de parler de l'art et du beau qu'en termes de culture. Mais avancer que l'explication de l'art et du beau sera culturelle ou ne sera pas, ce n'est pas énoncer un fait indubitable, c'est poser un postulat, qu'on se garde non seulement de démontrer, mais même de formuler pour ne le point soumettre à un examen critique. Certes, il n'est pas d'art qui ne se trouve immergé dans une culture, et qui ne nous instruisse sur une culture, mais il ne s'ensuit pas qu'un art soit de part en part culturel, car cette culture, il n'est pas impossible que l'art en émerge ou même la fasse éclater, qu'il la contredise en même temps qu'il l'exprime, bref que sa haute flamme puisse être lumière de gloire ou feu pour un incendie.

La réduction de la philosophie de l'art à l'idéologie par le moyen des sciences de l'art ne relève pas d'un banal scientisme. En elle se reconnaît ce culturalisme par lequel se définirait à bon droit ce qu'on appelle la modernité, culturalisme que je tiens pour l'hérésie majeure de ce temps. Pour tels penseurs d'une vraie ou fausse avant-garde, tout ce qui en l'homme dépasse l'ordre de la nature, et d'une nature comprise dans un sens purement biologique, est d'ordre exclusivement culturel. La culture ferait l'homme plus que l'homme la culture. Or les cultures sont multiples dans l'espace comme dans le temps. Aucune d'elles ne forme un système clos ; elles se compénètrent les unes les autres pour donner des civilisations, qui, elles aussi, sont plurielles. Une vraie

culture, une véritable civilisation sont toujours ouvertes à l'autre culture, à l'autre civilisation. Les puissantes et insolites différences que manifestent les arts des autres cultures ne nous sont pas complètement fermées. Les figures qui nous viennent de l'Inde ancienne ou de l'Amérique précolombienne, si étranges qu'elles nous paraissent, ne nous sont pas vraiment étrangères et André Malraux pouvait les recevoir en son « musée imaginaire ». Les formes les plus informelles, les plus torturées, les plus convulsives de la beauté ne sont donc pas prisonnières d'une culture ; en elles se trouve un élément inter-culturel ou supra-culturel, qui n'est ni séparable, ni abstraitement saisissable et qui fait que l'esprit d'une œuvre belle est à la fois singulier et universel. Si nous pouvons communiquer avec une autre culture, c'est parce que la vérité n'est pas une notion culturelle. La beauté joue à l'être, mais il ne faut pas s'y laisser prendre.

b) Une sociologie de l'art a pour objet les rapports de l'art et d'une société, étant bien entendu, comme le rappelle Francastel, qu'il ne s'agit pas d'expliquer l'art par la société comme le ferait un sociologisme vulgaire, mais de dévoiler entre tel art et telle société des rapports dialectiques dans lesquels l'art est à la fois expliqué et expliquant, effet et cause, dans une constante réciprocity. Propos tout à fait légitime à l'intérieur duquel une sociologie de l'art ne manque pas d'être instructive, et même d'apporter sa contribution à l'art par le jeu des rapprochements, parfois inattendus et suggestifs, parfois trop prévisibles : « La Vénus de Botticelli, dit Francastel, explique la politique des Médicis ». Moins piquante est la relation inverse : « Une adoration des mages, dans sa somptuosité, dit aussi Francastel, renvoie à une civilisation d'hommes d'affaires et de banquiers ». Mais la sociologie de l'art peut se hausser à un autre niveau et montrer, je continue à citer Francastel, comment l'espace dans la peinture du Quattrocento est « un lieu ouvert à la gloire et à la domination de l'homme ». Non pas l'homme en général, bien entendu, mais l'homme triomphal tel que le pense un moment culturel privilégié. Ainsi l'art produit de la civilisation est lui-même producteur de civilisation.

Il faut cependant se demander, et nous sommes ici au centre et au nœud du problème, si ces sortes d'explications constituent une véritable intelligence de l'art ! Il est trop clair que ce repérage et situation d'un art au sein d'une culture, qui demandent, pour être réussis, un grand talent de reconstruction et une vraie intuition historique, ne nous font nullement comprendre la *signification* de l'art. Aussi, mue par le sentiment plus ou moins conscient de cette carence, une sociologie de l'art tend à faire converger ses explications vers une compréhension globale en faisant comme si le premier et le dernier mot de l'art se trouvaient dans sa fonction au dedans d'une société, culturellement considérée. On ne peut pas ne pas voir que l'art pose inévitablement la question *pourquoi*, question qui hante la recherche esthétique, fût-elle prévenue contre toute interrogation de caractère métaphysique. Une sociologie de l'art, si elle n'est pas suffi-

samment critique à l'égard d'elle-même, croit avoir trouvé la réponse à ce pourquoi dans des finalités de nature sociale et culturelle. Mais alors les sociologies de l'art se présentent comme un mixte de science et d'idéologie, dont seule une critique philosophique pourrait assurer la purification en séparant cela qui est solide dans sa relativité de ceci qui est, également discutable, dogmatisme et clôture.

Nous voici à nouveau devant l'idéologie culturaliste. Les rapports de l'art à une société et à une culture sont à repenser de fond en comble. Une sociologie de l'art — de même une psychologie de l'artiste ou plus généralement du sentiment esthétique, ne raturent pas les problèmes philosophiques ; au contraire, elles les font rebondir et en accentuent l'urgence. Ici se montre cette double vérité, toujours décelable, et qui est l'embarras et la chance de la réflexion sur l'art et de la méditation sur le beau. De même que le beau pourra être interprété comme illusion de réalité, ou allusion à une surréalité, l'art est à la fois social et antisocial, exprimant aussi bien la quintessence d'une culture que la dramatique insuffisance de cette même culture. Sur ce point un anthropologue moderne d'audience internationale et qu'on ne saurait exclure de la modernité rejoint Platon et l'un des traits les plus célèbres, encore que très énigmatiques de la « République ».

En ses « Tristes Tropiques » (chap. 20), Claude Lévi-Strauss s'interroge sur le tatouage dans une tribu indienne de l'Amérique du Sud : « Il faudra interpréter, écrit-il, l'art graphique des femmes Caduveo, expliquer sa mystérieuse séduction et sa complication au premier abord gratuite, comme le phantasme d'une société qui recherche avec une passion inassouvie, le moyen d'exprimer symboliquement les institutions qu'elle pourrait avoir, si ses intérêts et ses superstitions ne l'en empêchaient ». La philosophie de ce texte est parfaitement claire : telle forme d'art n'est pas l'expression de la société telle qu'elle est dans ses institutions réelles, dans ses mentalités établies, mais à contre-courant de ces pesanteurs sociologiques que sont les intérêts et les superstitions, elle renvoie à une autre sorte de société qu'il faut bien dire réelle, idéale ou surréelle, puisqu'elle est l'antithèse de celle qui existe. Certes, Lévi-Strauss pose le problème de l'art en termes de société : l'art renverrait à une autre société contre cette trop pesante société. Mais il est remarquable que Lévi-Strauss à propos d'un humble exemple, le graphisme d'un tatouage, pose le problème fondamental de l'art qui dans sa double vérité est d'ici et d'ailleurs ; méthode et conclusion exactement philosophiques ; il est plus remarquable encore que le même Lévi-Strauss qui tient en piètre estime le moi et les états d'âme et n'a pas assez de sarcasmes contre l'idolâtrie du sujet pensant, mette à la source de l'art une « passion inassouvie » — et que serait une passion qui ne serait la passion de quelqu'un ? Il faut souligner que selon Lévi-Strauss, l'art ne serait pas s'il n'y avait de l'inassouvi en l'homme, c'est-à-dire une sorte de désir que ne peuvent combler les cultures et les sociétés.

impossibles la poésie et les poètes, l'art et les artistes. Poésie et art ne trouvent donc à s'employer non dans les pleins mais dans les vides d'une société et d'une culture. De même que dans une conduite rationalisée et trop bien programmée, l'inspiration et la grâce ne trouvent pas à s'insérer. Avec Platon comme avec Lévi-Strauss, on comprend mieux que les rapports de l'art et de la société sont en effet très dialectiques, et qu'ils disent à la fois le oui et le non. Jamais poésie et art ne pourront être enclos en une société et une culture. Ils parleront peut-être de cela, mais aussi à coup sûr d'autre chose. Et ils seront insupportables dans un monde où il n'est permis de parler que des idéologies établies.

Nous ne savons que trop, en effet, que dans la culture close des sociétés totalitaires, il n'est d'autre asile pour les libres artistes que dans une dissidence hors les murs ou dans le pire exil du goulag et des hôpitaux psychiatriques. Hegel n'annonçait-il pas la fin de l'art au terme d'une nécessaire évolution historique avec l'avènement du savoir absolu ? C'est la logique de Platon dans sa « République » avec cette différence que, l'humour s'étant perdu sur la route des siècles, Hegel a repris cette logique avec un sérieux terrifiant. Et en effet dans la cité du soleil, cette « passion inassouvie » sans laquelle il n'y aurait pas d'art ne pourrait être qu'un impensable délire nocturne.

c) Les sociétés contemporaines qui, en dehors des systèmes totalitaires, ne peuvent unifier leurs cultures, font bien apparaître un déséquilibre fondamental qui permet de mieux deviner la nature et le sens de l'art.

Etienne Borne

Platon ne voulait sans doute rien dire d'autre lorsque, après avoir célébré les poètes, ces hommes divins, il leur reprochait de nourrir les autres hommes de mensonges dorés et de leur faire croire que l'inspiration peut donner d'un coup, en un instant sans labeur ce que la raison ne peut trouver qu'à long temps et à grande peine. Aussi proposait-il de les couronner de fleurs et de les conduire en cortège de célébration hors les portes de la République. L'ordinaire des commentateurs n'a vu que sectarisme rationaliste dans une somptueuse parabole où l'humour le dispute à la profondeur. Jacques Maritain rompt avec le lourd et traditionnel contre sens. « *Il faut tenir compte ici* (p. 80, *L'Intuition créatrice...*), écrit-il, *de l'humour de Platon et de son ironique ambiguïté* ». Maritain parlera dans la même page « d'une sorte d'ironie transcendante » et « d'un sourire intérieur » qu'il faut deviner pour bien entendre la célèbre parabole. Platon édifie la cité du soleil, la société parfaite où à force de rationalité politique, seraient impossibles le procès et le meurtre de Socrate, et non sans « un certain sourire » comme vient de dire Maritain, il annonce solennellement que les poètes et les artistes n'ont pas de place dans une communauté intégralement rationnelle et, il chasse de la République « Homère et ses compagnons de folie ». C'est dire que là où une société de justice et de raison ne laisserait en l'homme aucun désir inassouvi, là où une culture allant jusqu'au bout d'elle-même humaniserait complètement l'homme, là seraient rigoureusement

Nous vivons d'une part une poussée de scientisme auquel paient tribut toutes les formes de notre civilisation : vie privée encombrée d'objets techniques et envahie par toutes sortes de planifications calculées ; progrès des sciences humaines parasitées par une idéologie anti-humaniste qui fait du sujet, de la personne, de l'universalité humaine autant d'idoles périmées ; la pensée et la pratique politiques tentées d'arracher la vie publique au conflit des intérêts et des passions et de la soumettre à des techniques scientifiques de gestion, à des perspectives qui planifient l'avenir humain. Dès lors se trouvent disqualifiées et réduites à un néant d'être et de valeur les vérités qui ne seraient pas scientifiquement démontrables et les réalités qui ne seraient pas objectives, c'est-à-dire maîtrisables, maniables, manipulables. La philosophie et l'art ne peuvent pas ne pas subir la puissance de cette poussée. La pensée s'attache à des structures immobiles et ignore l'existence et la vie. La peinture détruit ou tourne en dérision la figure humaine. Le roman n'admet plus ni personnages ni péripéties dramatiques et se ramène à des bricolages formels et à des exercices langagiers. De cet art il n'est pas étonnant qu'on parle en termes de production et de consommation.

Mais si l'art dit bien, trop bien la culture d'un âge technocratique, il la contredit aussi avec une violence démesurée. Le siècle du scientisme est aussi le siècle du

romantisme. La vie privée demande l'absolu du bonheur au couple et à la frénésie du désir ; une nouvelle philosophie crie sur tous les toits de la publicité que la rationalité, celle de la science comme celle de l'État est une conspiration permanente contre les libertés, d'où suit une politique contre la politique qui conteste tous les pouvoirs et défie toutes les autorités. Mais ce romantisme n'est rien d'autre que le retour du refoulé, le surgissement des puissances de l'art et de la poésie, qui asphyxiées dans une société utilitaire, plafonnée bas, aux plaisirs définis et tarifés d'avance, envahissent toutes les sphères de l'existence. Vie privée, pensée politique deviennent autant d'arts poétiques. Et cette sorte de poésie, on le sait depuis Rimbaud, peut être diabolique ou angélique. Il est vrai que le diable aussi est ange, mais noir. D'où aussi une impatience des limites, une poussée d'irrationnel qui se manifestent dans la littérature et les arts plastiques et qui est à mettre au compte d'une révolution culturelle laquelle n'est rien d'autre qu'un romantisme exaspéré.

L'exemple contemporain que je n'ai pu évoquer qu'à traits trop grossiers n'était destiné qu'à illustrer un essai de philosophie de l'art dans ses rapports avec une société et une culture. Rapports qui ne sont jamais de synthèse et d'équilibre. La société inquiète l'art, l'art inquiète la société ; la beauté, sous toutes ses formes, apaisantes ou agressives, est une énigme ambiguë qui déconcerte les sagesse. Il resterait à se demander pourquoi l'art et le beau ont cette vertu de déstabilisation dans l'existence humaine, tant individuelle que collective. D'où un troisième et dernier moment de notre réflexion. Il sera le plus bref.

III. LE ROYAUME DES DOUBLES VÉRITÉS : L'ART COMME ALLUSION ET LA BEAUTÉ COMME ILLUSION

a) Chacun et tous savent qu'il y a une vérité de l'art et une essence de la beauté, et aussi qu'il est impossible de faire tenir cette vérité dans une proposition et cette essence dans un concept. Rien de plus aisé en un sujet où l'esprit paraît se mouvoir parmi les évidences, que de formuler une proposition, de définir un concept et de croire avoir tout dit. On a alors non une philosophie, mais une idéologie de l'art et du beau. Et la machine à fabriquer des idéologies est toujours en bon état de fonctionnement. Mais il se trouve que lorsqu'il s'agit d'art et de beauté, après avoir formulé une incontestable proposition, et défini un indispensable concept, il faudrait se boucher les yeux pour ne point apercevoir, non moins incontestable, l'antithèse de la première thèse et, non moins indispensable, une autre notion contredisant le premier concept.

Tous les philosophes qui ont réfléchi en tant que tels sur l'art et la beauté ont été saisis par cette dialectique. Ainsi Platon fait de l'inspiration, principe de l'art et de la création selon la beauté tantôt le « daïmôn » qui est l'âme rectrice de l'âme, tantôt un instinct misérablement

inférieur à la raison, et incapable de rendre compte de ce qu'il réalise. A propos de l'art et du beau, on ne peut faire paraître une force d'une puissance vertigineuse sans faire paraître aussitôt une surprenante faiblesse, pathétique dans son humilité. Telle est dans le « Banquet » la condition d'Erôs, parabole de l'artiste, si envoûté par la beauté qu'il ne vit vraiment qu'écartelé entre les deux extrêmes de l'agonie de la mort et du pressentiment de l'éternité. Tous les grands de la philosophie, dès qu'ils se posent les questions de l'art et du beau découvrent qu'ils sont confrontés à des antinomies dont ils ne possèdent pas toujours la clef. « La Critique du jugement » relève d'une philosophie critique qui est aux antipodes de la métaphysique et de la mystique du « Banquet », et récuse toute espèce d'ontologie du beau. Et cependant Kant est amené, lui aussi, à forger des concepts contradictoires pour rendre compte de l'activité artistique et de l'épreuve du beau, « jeu sérieux », « plaisir désintéressé », « finalité sans fin ». Maritain n'a pas beaucoup de sympathie pour l'idéalisme kantien et cependant ce qu'il écrit au chap. V de « l'Intuition créatrice » sur la « beauté, fin au delà de la fin » de la poésie n'est pas sans rappeler la finalité sans fin de Kant. L'art, la création de la beauté ont une finalité et cependant ne sont jamais subordonnés à une fin déterminée cette fin fût-elle la beauté elle-même. On ne saurait mieux dire que la beauté se dérobe là où elle est le plus présente. Pour elle aussi, on pourrait parler d'un « certain sourire » et d'une « ironique ambiguïté ».

L'art et le beau sont donc le royaume des doubles vérités. Jacques Maritain n'aurait pas aimé ce langage. Et pourtant, sa pensée esthétique — plus il est vrai dans « l'Intuition créatrice... » que dans « Art et Scolastique » — pourrait être interprétée dans cette perspective d'une inéluctable double vérité. Je ne retiens qu'un ou deux exemples parmi les plus significatifs.

L'intuition créatrice selon Maritain se manifeste par une sorte de connaissance sans objectivité, mais aussi par une émotion que Maritain, comme Bergson, dirait supra-intellectuelle. Qu'une émotion soit aussi connaissance et connaissance capable de saisir « les relations et les aspects existentiels » des choses, n'y a-t-il pas là une double vérité ? Double vérité aussi lorsque Maritain explique comment le monde de l'art et du beau nous fait accéder à une subjectivité plus profonde que le sujet de la conscience quotidienne et qu'il nomme « le Soi » en même temps, que, jeté hors de lui-même, l'artiste tente, je cite, « de s'emparer en cachette de la face intérieure des choses ». Pas de création sans créateur — et il ne s'agit pas d'une banalité humaniste, comme diraient les soupçonneux, puisque la création renvoie je cite encore, à une « source originelle de lumière, cachée dans l'inconscient de l'esprit » et que Maritain se faisant poète pour parler de la poésie — connaturalité oblige — compare à « un nuage plein d'yeux ». Pas de création aussi qui ne se tourmente de révéler, intérieure aux apparences ou aux phénomènes, leur plus secrète signification. En deux mots le Soi humain, une supra-conscience, et au-delà ou au-dedans des Choses, littéralement une sur-réalité. On

disait bien, deux vérités.

Ainsi se dégage le critère qui permet de distinguer idéologie et philosophie de l'art. Une philosophie assume l'épreuve de la double vérité qui change en problème métaphysique le questionnement esthétique. Une idéologie se ferme sur elle-même en se contentant d'une vérité qu'elle systématisé. D'où il suit que toute théorie de l'art et du beau est idéologique.

b) Aussi sommes-nous renvoyés, et cette conclusion ne pourra être que d'ouverture et de tension, à un ultime problème métaphysique. On ne proposera rien de nouveau, on se contentera d'interpréter les interprétations. Il est remarquable que ces interprétations sont soumises à une loi de « double frénésie » pour emprunter une expression dont Bergson se sert dans un autre domaine. Les interprétations de l'art et du beau subissent en effet l'attraction de deux pôles opposés dont l'un est la séduction du rien, l'autre la fascination du tout ; tantôt l'art est un divertissement sans conséquence et le beau une apparence brillante et trompeuse, tantôt l'art est moyen de salut et le beau un signe de Dieu. Encore que souvent et très idéologiquement, elle s'efforce de s'arrêter en chemin ou d'ignorer l'autre appel, il n'est pas de philosophie de l'art qui ne soit sollicitée par un nihilisme et par un mysticisme. Mensonge ou message faut-il choisir ?

Je citerai un dernier trait de « l'Intuition créatrice... » le plus beau à mon sens, car Maritain y parle de la beauté dans le double langage qui convient. La beauté paraît signifier perfection. Faire mieux qu'un vers de Dante ou un tableau de Vinci ne saurait avoir aucun sens. J'en viens à Maritain : « Une chose totalement parfaite sur terre, écrit-il, (p. 156) est à la fois totalement terminée et sans aucun manque, par suite elle ne laisse rien à désirer — et elle manque, dès lors de cette aspiration et de cette mélancolie irritée dont parlait Baudelaire et qui est essentielle à la beauté. Elle manque d'un manque... Une chose finie totalement parfaite est infidèle à la nature transcendante de la beauté. Et rien n'est plus précieux qu'une certaine faiblesse sacrée, et que cette sorte d'imperfection par laquelle l'infini blesse le fini ». Et Maritain cite Cocteau « la Beauté boîte ».

Je hasarde ici un libre commentaire. On n'a pas plutôt dit que la beauté est perfection souveraine qu'on s'aperçoit que cette perfection est imparfaite et que la véritable perfection serait dans une imperfection. Une fois de plus se vérifie la loi du passage au contraire. Il y a dans la beauté comme disait Stendhal une « promesse de bonheur », mais cette promesse peut-elle être tenue ? La beauté pourrait boiter, justement parce qu'elle promet tout et ne tient rien. Les sociologues de l'art nous instruisent utilement lorsqu'ils disent que, dans un tableau, une grotte est autant qu'une colonne un objet culturel. C'est à dire non naturel, c'est à dire imaginaire, c'est à dire irréel. Les choses de l'art existent puissamment et en même temps elles ne sont pas. Le sourire de la Joconde, objet culturel, n'est pas le vrai sourire d'une vraie femme. Demander à cet irréel de nous donner la clef de la réalité et la joie parfaite par dessus le marché,

n'est-ce pas idolâtrie ? Aussi y a-t-il toujours eu, des prophètes d'Israël à Platon, de Savonarole à Pascal, des iconoclastes pour condamner dans l'art et le culte des images un paganisme mystificateur. Sans en faire théorie et tomber ainsi dans une idéologie, c'est-à-dire dans la partialité et le système, une philosophie de l'art ne peut pas ne pas assumer cette constante contestation qui est nécessaire, c'est-à-dire inévitable et indispensable.

c) Que conclure alors, sinon en reprenant le mot de Claudel illusion ou allusion, mais en refusant l'alternative pour faire droit à ceci et à cela.

L'art est allusion. Enraciné dans le monde et dans une culture il entreprend de refaire le monde et la culture. Ainsi « la Divine Comédie » de Dante qu'évoque Maritain dans les dernières pages de « l'Intuition Créatrice... » et qui est dans l'autre monde ce monde a délivré de ses équivoques et de ses confusions, où chacun est mis à sa vraie place même au prix d'une révolution culturelle qui avec une liberté souveraine précipite en enfer le pape canonisé et élève le penseur hérétique au paradis dans la familiarité de Saint Thomas. L'art, et c'est sa fonction inévitablement double est de défaire pour refaire. Il est donc protestation contre la clôture de nos destins. Il ne scrute et déconstruit ce qui est que parce qu'il est envoûté par l'ailleurs. L'art est allusion.

Il y a par contre une illusion de la beauté. Je viens de me souvenir de Dante, dans toute l'ampleur de sa synthèse imaginaire. Voici un trait poétique, un seul, de Saint John Perse : « Aux portes closes des amants, clouez l'image du navire ». Ainsi, tout se passe comme si la chose de beauté — l'image du navire — sacralisait et ouvrait au vent du large nos maigres profanes et étroites destinées, et en nous faisant « respirer avec l'univers » encore un mot de Saint-John Perse, nous introduisait dans une liturgie complice du mystère des choses. Pourtant, c'est un chant moins triomphal et plus modeste que chante, en vérité, la beauté. S'il faut la bénir de forcer les portes closes, la poésie dispose pour la navigation libératrice, non du navire mais de l'image du navire. Mais il y a une ambiguïté foncière de la similitude. De l'image, de la métaphore on ne saura jamais si elle dit l'absolument impossible ou le plus haut des possibles. L'incertitude ne peut être tranchée. Car il y a en la beauté une permanente possibilité d'illusion. En la symbolisant et en la transposant, l'art arrache l'énigme du monde à la médiocrité et à la platitude. Il ne la résout pas et il sait qu'il ne la résout pas, en créant de la beauté. Une allusion éternellement en suspens.

Une passion ne vit que dans le feu et l'inquiétude du désir. Et on sait bien que tout amour qui n'est pas passion et ne sait plus désirer et attendre tourne à la fadeur et à l'académisme. Une philosophie de l'art et du beau est philosophie et non idéologie lorsque, comme celle de Jacques Maritain, elle nous fait aimer l'art et le beau, mais l'aimer de passion dans l'anxiété et l'interrogation.

Etienne BORNE

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Le Cent-cinquantième de La Revue des deux mondes — Gobineau et la III^e République — Les correspondances : Madame de Staël, Valéry Larbaud — Jean Joubert : Les sabots rouges — La littérature cévenole : André Chamson, Jean Carrière.

Ximénès Doudan écrivait le 5 novembre 1863 à la baronne Auguste de Staël « *Sans la Revue des deux mondes*, nous serions un corps barbare et sans lettres ». Ximénès Doudan avait été pendant la monarchie de Juillet le chef de cabinet du Duc Victor de Broglie et il était demeuré son familier. L'arrière petit-fils du Duc Victor, le Prince Gabriel de Broglie publie, à l'occasion de son cent cinquantième, une *Histoire politique de la Revue des Deux Mondes* (1). Il y exprime la fidélité de la famille d'esprits dont il est issu à l'égard d'un organe qui a acquis par sa permanence à travers des temps troublés une valeur d'institution et qui continue à remplir auprès des classes dirigeantes une fonction de moniteur.

« Les honnêtes gens grandiront-ils, c'est pour moi le point fondamental » écrivait Guizot, alors que la société

française privée d'une assise politique stable était impuissante à créer un ordre et se dissolvait dans ce que Barante a appelé une *anarchie morale*. *La Revue des deux mondes*, fondée en 1829 par Buloz et dirigée aujourd'hui par M. Jean Jaudel, s'est constamment attachée depuis un siècle et demi à la croissance des *honnêtes gens* dont se préoccupait Guizot et dont Thiers, lorsqu'il fonda une *république sans préjugés républicains* invoquait le soutien.

« Je ne crois ni à la République ni à la Monarchie » confiait Thiers au Duc Albert de Broglie en 1871, je crois au régime qu'on voudra pourvu qu'il soit remis à la garde des honnêtes gens ». Cette indifférence à la forme du régime a été la marque du XIX^e siècle. Prévost-Paradol écrivait en 1861 à Sainte-Beuve : « République ou Monarchie, je voudrais voir au milieu d'un grand pays libre une mêlée ouverte aux gens de bien et dans

laquelle on pourrait se jeter avec honneur ». Rémusat, lui, ne voulait reconnaître dans la défaillance de la légitimité, que le *gouvernement de fait*. Comment fonder la liberté, comment la préserver, la classe politique du XIX^e siècle n'a pas eu d'autre souci.

Ce souci a trouvé son expression dans le système constitutionnel de 1875. Inspiré des *Vues sur le gouvernement de la France* du Duc Victor de Broglie, il réalisait la fusion harmonieuse de la République et de la Monarchie en permettant de se passer aussi bien de l'une que de l'autre. La *Revue des Deux Mondes* y reconnaissait l'*esprit de Juillet*. « La République, écrivait Charles de Mazade, dans la *Revue*, a renoué avec l'esprit de Juillet en mettant à sa tête un roi privé seulement de son titre et de son hérédité ». Il se déclarait *soulagé* « dans la mesure où la République reprenait à son compte les idées de la monarchie orléaniste, libérale et parlementaire ».

Louis-Philippe aurait sans doute éprouvé le même soulagement. Il avait bien recommandé à son fils, le prince de Joinville, en 1849 : « Ne fais pas la sottise de refuser la présidence de la République si elle t'est offerte ». C'est que l'orléanisme n'était ni une doctrine ni un parti, mais, selon le mot de Rémusat, un *état d'esprit*. « Le parti orléaniste, écrivait le chroniqueur politique de la *Revue des deux mondes* ne repose point sur un attachement exclusif pour les personnes, c'est la grande masse raisonnable de tous ceux qui ne veulent ni des utopies ni des excès, qui demandent à vivre avec le temps et la vraie liberté ». L'orléanisme, c'était le rassemblement des centres, leur *grossissement* déjà prôné par Barnave en 1791, « dans une république sage, libérale et équitable ». La *Revue*, tout en définissant le programme de ce régime idéal, exprimait une inquiétude : « Des concessions modérées, des réformes intelligentes, une étude consciencieuse des questions sociales et financières, une résistance courageuse aux factions empêcheront-ils les maux qui nous menacent ? ».

L'orléanisme semblait sceller l'accord des intérêts et des instincts de la France, mais Prosper de Barante craignait que « les calculs de l'intérêt ne fussent pas une base solide » et Pasquier constatait que Louis Philippe n'avait « rien fondé qu'un régime viager ». La légalité, en effet, répondait-elle à toutes les exigences et à toutes les aspirations d'une nation à la recherche d'une légitimité nouvelle ? Chambord proposant au pays une constitution dont de Gaulle se souviendra en 1958 et en 1962 représentait peut-être, dans l'enclave sacrée de Froshdorf, une figure surannée de la France, alors qu'on ne voulait plus croire à une monarchie *abstraite et mystique*, mais l'esprit de Juillet n'était-il pas lui aussi abstrait ? « Faisons de la métaphysique. Abstenons-nous de la pratique » chantait Rémusat. En tout cas, pour Stendhal, il manquait de *magie*.

Un état d'esprit orléaniste continue à imprégner la vie politique française. Une famille politique soucieuse de la prééminence des valeurs morales sur les institutions politiques cherche toujours à assurer un équilibre délicat

entre les unes et les autres. De la *liberté régulière et modérée* de Tocqueville à la *démocratie paisible et réfléchie* de M. Giscard d'Estaing, elle utilise toujours dans cette tentative incessamment renouvelée le même langage. La *Revue des Deux Mondes* continue à lui apporter le soutien éclairé des *honnêtes gens*.

*
* *

Les *Etudes Gobiniennes* publiées sous la direction des professeurs Duff et Gaulmier se sont attachées à faire connaître un écrivain dont la mémoire a eu à pâtir, auprès de l'opinion libérale française, de l'exploitation peut-être abusive par les allemands de certaines de ses thèses. D'autre part, Maurras a détourné de celui qu'il a traité prèremptoirement de *Rousseau gentillâtre* une fraction notable de l'*intelligentsia* de droite. Mais M. Jean Mistler avait attiré l'attention d'un public de plus en plus important sur *Les Pléiades* et André Fraigneau faisait lire en 1950 aux jeunes *hussards* qui l'escortaient dans ses reconnaissances littéraires *Mademoiselle Irnois* et les merveilleuses *Nouvelles asiatiques*. Je ne suis allé pour ma part à Naxos que pour retrouver les traces d'*Akrivié Phrangopoulo*. La correspondance de Gobineau qui aurait permis de découvrir l'homme et de comprendre l'œuvre restait inédite. Seules étaient connues les Lettres à Prokesch-Osten, à Tocqueville, à Benedicte de Gobineau, mère abbesse de Solesmes. Les *Etudes Gobiniennes* ont publié depuis quinze ans de nombreuses autres lettres, notamment celles adressées à Circourt, gentilhomme légitimiste et grand Européen qui fut le collaborateur de Polignac et que Lamartine chargea sous la II^e République d'une mission de paix dans les Cours du Nord. Les *Etudes Gobiniennes* ont aussi publié des textes oubliés et pratiquement inédits. Ainsi, pour le centenaire de la Commune, *Ce qui s'est passé en France en 1870*. Ce pamphlet contre les Français était, aussi, une oraison funèbre de la France. Le ton en est donné dans une lettre écrite par Gobineau le 23 juin 1871 à sa sœur, la mère Benedicte : « Ce pays est un pays perdu, cette race est une race avilie et le tout est inguérissable. La plus extrême coquinerie confite dans l'imbécillité ne saurait rien être que ce qu'elle est ».

La dernière livraison des *Etudes Gobiniennes* (2) nous apporte un autre texte tout aussi peu connu du grand public, la *III^e République française et ce qu'elle vaut*. Il avait été publié en 1907 d'une manière très imparfaite par l'allemand Schemann. Le baron Seillière, éminent spécialiste de Gobineau, écrivit en cette occasion à Schemann : « Je ne sais si la pensée de l'auteur sera bien comprise en France, excepté par un petit nombre d'esprits aussi pessimistes que lui-même sur le gouvernement actuel de leur pays ». M. Jean Gaulmier présentant ce texte écrit par Gobineau en 1877 ne partage pas l'avis du baron Seillière. Il en souligne l'actualité et il montre comment le régionalisme de Gobineau peut trouver aujourd'hui une audience. Certes, le centralisme jacobin qui continue de régenter la France, mais qui a des antécédents dans la monarchie et que M. Alain Peyrefitte a

dénoncé dans le *Mal français* suscite beaucoup de critiques. Mais la décentralisation prônée par Gobineau pourrait-elle prospérer dans le cadre de la démocratie du XX^e siècle ? Elle est fondée essentiellement, en effet, sur la prééminence d'une forte aristocratie provinciale qui n'existait déjà plus avant la Révolution et qui serait peut-être à refaire sur de nouvelles bases mais qui n'est encore qu'à l'état de rêve. Cette aristocratie provinciale, d'ailleurs, si elle se reconstituait et si elle pouvait faire contrepoids à l'État centralisateur, ne risquerait-elle pas d'être dénoncée comme une autre forme du Mal français : la mise en question du pouvoir unitaire par les féodalités centrifuges ? Richelieu et Louis XIV en bureaucratissant l'État n'ont voulu que guérir la France de ce mal.

Il ne faut pas chercher dans *La III^e République et ce qu'elle vaut* une analyse des conditions politiques dans lesquelles s'est édifié, sous le couvert d'une constitution monarchique, le régime républicain. Gobineau, légitimiste de tradition et de raison, n'est tendre ni pour les républicains ni pour les royalistes. Gambetta est un coquin et Mac Mahon, un imbécile. A vrai dire, la France du XIX^e siècle n'est faite, selon lui, ni pour la vraie Monarchie, ni pour la vraie République, celle-ci étant toujours, comme l'a dit Lamartine, *idéale et prématurée*. Elle est vouée, dans sa décrépitude, à un régime bâtard, monarchie républicaine ou république monarchique dont la monarchie élective à laquelle rêvent certains milieux aujourd'hui, pourrait être le dernier avatar. Naquet a appelé la III^e République un *provisoire perpétuel*. C'était bien définir l'état de chantier de ce régime d'où toutes les architectures politiques pouvaient surgir un jour. Celles qui apparaissent à Gobineau sont bien sûr promises à de prompts effondrements. Il avait écrit dans un article de *La Revue Nouvelle* : « Qu'est-ce que l'Histoire, sinon un thème donné aux convictions, aux théories et aux caprices d'un écrivain ? ». L'histoire de la III^e République naissante offre à Gobineau un thème de choix à ses rêveries. Il faut cependant retenir de ce texte quelques pages, les premières, dans lesquelles le passage de l'égalité démocratique au fonctionariat universel par la répartition des mérites au plus bas niveau et la multiplication corrélative des *places*, fait l'objet d'une analyse rigoureuse.

*
* *

Mme Béatrice Jasinski poursuit, en dépit de toutes les difficultés matérielles, la publication de la *Correspondance générale* de Madame de Staël. Le huitième volume en est paru (3). Il se rapporte aux années 1801-1802-1803. 1802, c'est la proclamation du Consulat à vie de Bonaparte et c'est pour Madame de Staël l'aube d'un nouvel exil. Le 10 Février 1803, en effet, le Premier Consul enjoignait à ses gendarmes de la ramener à la frontière si elle quittait Coppet pour Paris.

Madame de Staël avait salué avec joie, lors du 18 Brumaire, l'avènement d'un pouvoir *centriste* qui ne serait ni aristocrate, ni jacobin. « Il faut se rallier à la République,

ne pas s'y soumettre mais la diriger », écrivait-elle naguère à son ami Alexandre de Lameth. Mais cette républicaine *n'aimait la République*, selon le mot de Paul Gautier, qu'*avec les monarchistes* et il faut toujours se rappeler qu'elle est l'arrière grand-mère d'Albert de Broglie, promoteur en 1873 de la République des Ducs. Bonaparte, sans égards pour les inclinations de Madame de Staël, congédia la République et confisqua la Monarchie. Elle put écrire alors à Dupont de Nemours en Amérique : « Il n'y a plus en France qu'un homme et tout autour un brouillard qu'on appelle la nation ». Et à Suard : Vivons en silence dans les ruines de toutes les pensées et de tous les sentiments que nous avons aimés ».

Pourtant, Madame de Staël n'a jamais fait autant de bruit peut-être que dans ce paysage silencieux où, boudeuse, elle se retirait. Elle était tenue à l'écart du monde officiel, Talleyrand qui lui devait sa fortune ne l'avait pas invitée au bal du ministère des Relations extérieures et elle ne s'en était pas remise, mais elle groupait autour d'elle un cercle nombreux où l'on voyait même des ministres du Premier Consul. « Il y a chez elle, écrivait le baron d'Armfeldt, des gens de toutes classes et formes, des ambassadeurs, des émigrés, des gens en place, des artistes, des jacobins ». Un autre notait : « Il est impossible qu'il y ait à Paris un homme dont on parle qu'elle ne voit pas et tout de suite ». Elle donnait cependant des soirées plus intimes pour ses familiers, au premier rang desquels Mathieu de Montmorency, Gerando, Camille Jordan. On n'y interrompait les discussions politiques que pour écouter la lecture d'un chapitre d'*Atala* par Chateaubriand ou un concert de cor et de harpe.

Madame de Staël écrivait à Juliette Récamier : « Tout le monde s'ennuie à Paris. Depuis qu'on n'a plus rien à penser ni à dire, on a de la peine à remplir son temps ». Elle le remplissait suffisamment pour que Bonaparte s'inquiât. Il n'était pas jusqu'aux harmonies romantiques s'élevant du petit cercle amical qui ne parvinssent à ses oreilles pour troubler la paix silencieuse qu'il voulait instaurer dans un pays fatigué du fracas et de la fureur. Mais le petit officier corse avait contre Madame de Staël des griefs plus sérieux que cette musique inopportune. Tout en protestant de ses bonnes intentions, elle continuait à fournir en munitions intellectuelles le parti de la Liberté. L'été 1801 se passa à Coppet à commenter et à louer le manifeste politique de Camille Jordan, intitulé *Vrai sens du vote national sur le Consulat*. Necker poussé par sa fille publiait *Dernières vues de politique et de finance*. Enfin, en décembre 1802, paraissait *Delphine* que Fiévée appelait à juste titre dans un article du *Mercur de France* « un guide parfait pour ceux qui veulent s'égarer avec méthode ». On y faisait l'éloge du divorce, des passions, des anglais et du protestantisme. C'était trop à la fois.

Madame de Staël exprime dans les lettres de cette époque, avec les précautions qui s'imposent, ce que Rosalie de Constant a nommé sa *passion dominante* : la haine de Bonaparte. Mais ce qui nous touche toujours le plus,

chez elle, c'est sa passion de l'amitié et c'est sa passion de la France inséparable de Paris. « Mon but unique est de vivre à Paris, écrit-elle, au milieu de mes amis ». Elle ajoute : « La France est nécessaire à mon bonheur ». Bonaparte est venu pour empêcher Madame de Staël d'être heureuse. Mais, en lui interdisant le bonheur, en la reléguant à Coppet sur les frontières de son Empire, il fortifiait un des avant-postes de l'Europe, il alimentait en rancœurs la conscience universelle et il préparait lui-même la revanche du pouvoir intellectuel qu'il avait maltraité. Les *Lettres d'une républicaine sous le Consulat* sont grosses de menaces. Elles font aux acclamations qui montent vers le général victorieux un contrepoint fatidique.

*
* *

Le premier volume de la Correspondance de Valéry Larbaud et de Marcel Ray vient d'être publié par les soins de Mme Françoise Lioure (4). Pour présenter Marcel Ray, mieux vaut laisser la plume à Valéry Larbaud lui-même. « Il y avait en lui, a-t-il écrit, un oisif et un délicat amateur de paresse. Toutes ses études n'étaient en réalité que les entreprises d'un oisif qui se laisse entraîner par sa curiosité et son désir. Pour lui, il s'agissait avant tout de connaître, de comprendre et d'aimer ». Marcel Ray était le fils du directeur de l'école de Vichy où Larbaud fit ses premières classes. Normalien, agrégé d'allemand, il a poursuivi une carrière universitaire, journalistique et diplomatique. Cet oisif a été correspondant du *Figaro*, en Allemagne, directeur de la politique étrangère au *Petit Journal*, directeur adjoint du cabinet d'Edouard Herriot, ministre de France en Albanie et au Siam, inspecteur général des affaires culturelles lors de la Libération. Il est mort en 1953. C'est en lui, c'est dans cet ami de trois ans son aîné que Valéry Larbaud se reconnaît le mieux. Il est son Mentor, mais moins son guide que son miroir.

La correspondance des deux jeunes gens est passionnante. Marcel Ray, avant d'être nommé professeur à Montpellier, a été précepteur du fils du duc de Mecklembourg-Strewitz, à Dresde. Les lettres écrites de cette capitale disparue sont pleines de la rumeur exquise de civilisations fragiles et raffinées. On lit dans les cafés de Dresde « les meilleurs journaux français » qui ont nom le *Journal de Genève*, *l'Indépendance Roumaine*, *l'Indépendance Belge*. L'Europe existait encore en ce temps. « Toute la ville, écrit Marcel Ray, à Valéry Larbaud, est un peu comme votre Kensington, un quartier de gens qui se respectent et se reposent ». Mais, ajoute-t-il, « cette paix factice est crispante comme le calme avant l'orage. Est-ce qu'il ne va pas y avoir une émeute ou un tremblement de terre ou des Barbares qui feront camper leurs chevaux dans les églises ? » Etrange prémonition. Autre ville disparue, Montpellier, avec sa place de la Comédie, ses cafés, le petit train de Palavas, la campagne à l'horizon de ses terrasses digne d'être peinte par Pous-sin, ses petits bordels murmurants au fond de jardins ombragés d'accacias. Montpellier, un *trou*, disait Marcel

Ray, un *faubourg d'Athènes*, selon Larbaud, la seule ville de Province qui n'ait pas l'air stupide, avait proclamé Stendhal, la petite grande ville chère à Giraudoux, celle qu'André Fraigneau a évoquée dans *l'Irrésistible* et dont François Sentein dans son *Journal* a capté les derniers reflets, Montpellier est morte, au bord de sa lagune encerclée d'autoroutes, victime de l'urbanisme et de la technocratie.

Valéry Larbaud oppose la civilisation latine et catholique à la barbarie nordique et protestante. Il déclare que « l'Angleterre est une nation encore très barbare où le savoir est peu répandu, où la vie intellectuelle est nulle, où tout est en retard ». Il veut « se faire une éducation basée uniquement sur les idéals de religion et de morale du monde espagnol, italien et ancien français ». Marcel Ray lui répond : « Il n'y a plus de culture latine, mais il n'y a pas encore de culture germanique ou slave et il se forme peut-être une culture européenne ». « L'ennemi de cette culture est seulement, dit-il, l'américanisme ». Il ajoute : « Il est bien possible que la révolution prochaine ait pour effet d'américaniser l'Europe ».

Tandis que Marcel Ray se campe dans ces lettres prophétiques en sentinelle de l'Europe, Valéry Larbaud prend nonchalamment les mesures de ce qui va disparaître. Il voyage. Il fait accrocher un wagon-salon à l'express Nîmes-Paris pour traverser les Cévennes que Stevenson franchissait à dos d'âne. Il écrit *Barnabooth*. Marcel Ray salue le jeune milliardaire. « Ce sera, dit-il, le héros éponyme du dernier siècle de notre culture, le Julien l'Apostat du capitalisme mourant ». Le docteur Letulle avait prescrit cette ordonnance à Valéry Larbaud : « Changer de résidence le moins souvent possible ». Aussi bien, Larbaud, partout où il va, s'installe. Voyager, ce n'est pas se déplacer, c'est savoir s'arrêter. Mme Françoise Lioure le remarque très justement, Larbaud est tarentin à Tarente, londonien (ou oxfordien) à Kensington, à Montpellier il se sent montpelliérain comme Beyle se sentait *milanese* à Milan.

Valéry Larbaud ne se contente pas de quatre ou cinq patries comme le Prince de Ligne. « La patrie, dira-t-il plus tard, c'est partout où l'on est bien ». Mais il n'est pas davantage un citoyen du monde. Ce cosmopolite est trop particulariste, il tient trop aussi par toutes ses fibres à sa province natale. Il a beau dire qu'il fuit la France pour échapper à son Bourbonnais et à ses aises bourgeoises, il fait flotter avec fierté sa flamme sur la tour de sa propriété de Valbois qu'il appelle l'Etat-Valbois. Cette correspondance semble proposer à chaque page des itinéraires de fuite. Mais la nostalgie des attachements et des enracinements y est plus forte que le besoin du changement et que la fièvre des dépaysements. Un certain ton de dilettantisme, le goût des escapades intellectuelles hors des chemins battus, le mépris des fausses valeurs de *conservation* ne doit pas nous empêcher d'y entendre l'appel à des permanences essentielles. Valéry Larbaud a écrit que tout le plaisir du voyage était dans le retour. La parabole du retour de l'enfant prodigue ne s'applique pas à lui. Ce monarcho-anarchiste ne rentrera

jamais dans un certain ordre qui n'est que le désordre établi et consacré. Mais à travers tant d'itinéraires de fuite, il découvre instinctivement ceux qui le ramènent vers des demeures protectrices.

*
* *

J'ai suivi avec l'attention qu'il mérite le cheminement de M. Jean Joubert de l'Allemagne et de *La Forêt blanche* où il a bu à toutes les sources empoisonnées du romantisme jusqu'aux rivages méditerranéens où il a cru pouvoir conjurer à la faveur de la lumière, les maléfica qui envoûtèrent sa jeunesse. Des côtes montpelliéraines où le héros d'*Un bon sauvage* avait dressé sa hutte, il pouvait, comme Paul Valéry du haut du mont Saint Clair à Sète, invoquer la Clarté suprême, mais il était trop proche sans doute des marais de la Camargue où il a placé l'*Homme de sable* et des miasmes s'élevaient de ce dernier roman pour troubler la vision de l'Ordre dont, au fond de son être blessé, il nourrissait secrètement la nostalgie. Le Sud, d'ailleurs, était infidèle à l'idée qu'il en avait. Il assistait à la Grande Motte et le long des lagunes à l'édification de cités barbares. Le Nord, spéculateur et corrupteur, s'établissait solidement sur ces côtes avec la complicité des sudistes appâtés par le gain. L'ingénieur Charles Martin avait définitivement saccagé, ô Barrès ! le jardin de Bérénice.

M. Jean Joubert, déçu par le Sud, remonte aussi bien, dans *les Sabots rouges* (5), vers le Nord et son terroir natal. Il retrouve le Gâtinais où il a ses racines et où il a puisé la sève de ses rêves. Il évoque une enfance humble et rustique, les charbonniers et les sabotiers solognots d'où il est issu, une tante institutrice, un oncle anarchiste quarante-huitard, les travaux, les lectures, les songeries, une certaine douceur clandestine de la vie sous son âpreté. Cependant, il a vu se dresser sur l'horizon de ses champs les premières cheminées d'usine et le petit garçon studieux a voulu s'arracher à l'*ormière* dans laquelle, des champs à l'usine, le destin des siens s'inscrivait. M. Jean Joubert a écrit dans *les Sabots rouges* le roman classique du boursier de la III^e République avec son paysage champêtre de haies et de chemins creux, la poésie de l'école primaire et des cahiers quadrillés, le collège, les premiers contacts avec les *enfants de riches*. Il n'est pas exempt des clichés propres à la littérature de ce genre, mais il y a dans *les Sabots rouges* un intérêt toujours renouvelé par le style.

Est-ce pour s'élever que M. Jean Joubert a été boursier de la République ? Ou est-ce pour fuir ? « Je rentrais de l'école l'air sombre un livre sous le bras. Je rejoignais le monde avec ennui » dit-il. Il peint sa vie comme « une longue attente qui n'est pas encore achevée ». Au moment où la fuite vers un Sud mythique ne l'a conduit que dans une impasse, au moment où il sent bien qu'il lui faudrait aller toujours plus loin, au delà de l'horizon, pour découvrir le monde vierge de ses rêves, M. Jean Joubert se met à creuser le sol où il est né pour en exhumer le seul véritable trésor, celui de l'enfance. Le Sud

n'existe pas, l'homme ne se rejoint jamais dans la fuite, mais il se trouve au plus profond de lui-même dans son terreau, dans ses origines, dans ses racines, si courtes soient-elles. « Qui les coupe, meurt » écrit M. Joubert. De ce côté, la plongée est infinie. C'est la belle et bonne leçon des *Sabots rouges*.

*
* *

M. André Chamson est au protestantisme ce que François Mauriac a été au catholicisme, sinon un Père de la Foi, du moins un chancre qui fait vibrer les cordes poétiques de la Religion. La question ne se pose pas de savoir si M. Chamson a reçu l'estampille officielle de son Eglise, s'il est un *pasteur du dehors*, mais tout protestant a vocation de pasteur, il faut seulement se souvenir de la parole de Michelet appliquée aux camisards : « Ils ont été un parti biblique et non un parti chrétien ». M. Chamson, s'il n'est pas un écrivain chrétien, est un écrivain biblique. L'Ancien Testament, tout l'Ancien Testament, mais rien que l'Ancien Testament est la référence constante de son œuvre.

Il a écrit de *La Superbe* à *La Tour de Constance* une histoire romanesque du protestantisme cévenol, le plus persécuté de tous les protestantismes et aussi bien le plus intransigent. On ne s'étonnera pas que dans cette Histoire, M. Chamson, sans renier ses ancêtres galériens, se soit montré favorable à l'évolution du protestantisme vers un humanisme libéral, vers une religion de caractère surtout moral où il y aurait le moins de dogmes possible, celle-là même qui fut professée par les Pères fondateurs de la III^e République et qui était en germe dans l'enseignement des grands pasteurs du Désert au XVIII^e siècle. M. Court et M. Rabaut, tout imprégnés de l'esprit des Lumières, n'étaient pas tendres pour les fanatismes. Ils s'étaient, dans leurs synodes clandestins, désolidarisés des camisards, ils avaient déposé la foudre, ils prêchaient la douceur, la soumission, la tolérance. Le résultat fut qu'à la veille de la Révolution, l'apaisement s'était fait dans les Cévennes et que le Comte de Provence, frère de Louis XVI, pouvait être accueilli à Nîmes par une garde d'honneur composée à la fois de jeunes bourgeois catholiques et protestants. Mais il y a dans M. André Chamson, sous l'humanisme libéral, le réfractaire cévenol et l'on ne s'étonne pas non plus de *Roux le Bandit*, son premier roman, à *Sans-peur* et à *Castanet, le Camisard de l'Aigoual* (6), qu'il se soit rangé du côté de ceux qui, fussent-ils rebelles et meurtriers, ne transigent pas avec les Puissances, quand le Spirituel est en cause.

De *Roux le Bandit*, histoire vraie d'un jeune paysan objecteur de conscience en 1914 à *Sans-Peur* où est évoquée la figure légendaire de l'abbé de Solier, prêtre non-jureur et chef de bandes royaliste pendant la Révolution et enfin au récit dont Castanet qui fut l'un des chefs de l'insurrection camisarde en 1702, est le héros, il y a dans l'œuvre de M. Chamson une continuité évidente. Roux, Solier, Castanet, par des moyens pacifiques ou violents,

ont tous les trois opposé la Foi à la Loi. M. Chamson, s'il ne se sent solidaire que de Roux et de Castanet, comprend les mobiles de celui que je n'ai jamais entendu appeler dans mon enfance cévenole que le saint abbé de Solier et qui, de 1792 à 1801, a témoigné, les armes à la main, de l'esprit de résistance des Cévennes. M. Chamson est sinon de même foi, du moins de même race que lui. Cependant, sa sympathie va toute à Castanet et là où, comme les « juges » de Fouché, il se passe de preuves indiscutables pour justifier la condamnation à mort du brigand Sans-Peur, il manifeste des trésors d'indulgence au chef camisard. C'est pourtant toujours la même persécution séculière qui a jeté dans la lutte armée le doux prêtre fénelonien et le rude garde des forêts de l'Aigoual.

Castanet, le camisard de l'Aigoual est d'abord un récit de la guerre des Cévennes au début du XVIII^e siècle. Celle-ci que le Pasteur Coquerel jugeait encore ignoble en 1818, n'a commencé à trouver des défenseurs qu'avec le romantisme. M. Chamson défend les camisards sans pour autant s'enrôler sous leurs bannières. Il souligne l'horreur de la répression dont ils furent les victimes. Il ne veut pas admettre, en humaniste libéral, la règle politique qui fut celle du XVII^e siècle tant en pays catholique qu'en pays protestant : un seul Dieu, un seul maître, un seul peuple et qui n'exprime qu'une aspiration unitaire. Il ne faisait pas bon être papiste en Angleterre sous le règne orangiste. Il ne l'avait pas été davantage dans notre bonne ville de Nîmes le jour de la Saint-Michel 1567 (7). M. Chamson compare, en exagérant quelque peu, Louis XIV à Hitler. Passons. Il veut enfin que l'insurrection de deux ou trois mille montagnards ait été celle d'un peuple unanime. Les catholiques entassés dans les églises où les camisards mettaient le feu ne sont plus là pour protester.

Mais *Castanet* n'est pas seulement l'évocation d'un des nombreux épisodes de la guerre entre les Français que Guizot, dans son *Essai sur le gouvernement de la France en 1821*, a dit être consubstantielle à notre Histoire qui n'est que celle des contradictions internes d'un pays rassemblé, il faut le croire, contre son gré. *Castanet* est aussi un hymne au Mont Aigoual. Le Mont Aigoual est dans l'œuvre de M. Chamson la montagne sacrée, la citadelle de tous les refus et de toutes les résistances, le royaume de l'Éternel en même temps qu'une figure idéale de la République. Dans ses rêves d'enfant, quatre archanges armés de glaives en gardaient l'accès : ils avaient nom Barbès, Raspail, Blanqui et Hugo. Après les camisards, le royaliste et catholique Solier y a trouvé refuge. Ne se serait-il pas rendu coupable, en s'introduisant par effraction dans ce sanctuaire privilégié, d'une usurpation de paradis ? Dans *Castanet*, le Mont Aigoual se dresse inviolé, pur de toute souillure, promontoire de diamant indestructible au pied duquel M. André Chamson a déposé toutes ses vénéraisons. Il y a conduit en procession depuis cinquante ans, à la suite du vieux Combes des *Hommes de la Route*, tous les personnages de son œuvre. Il leur en a fait escalader la cime dans la tension des muscles et l'élan de la foi. De Là-Haut, il leur a pré-

senté le monde comme une immense tentation. Qu'ils y aient succombé, certes ! Toute une part de l'œuvre de M. Chamson retentit des tumultes de l'Histoire et resplendit des vaines et éphémères lumières du Siècle. Mais la démarche la plus constante et la plus authentique en est dans cette remontée aux Sources, dans ce retour vers l'Éternel dont *Castanet le camisard de l'Aigoual* indique une fois de plus, après *Roux le Bandit* et *Les Hommes de la Route*, l'immuable direction. A ce titre, ce *Castanet* nous est cher.

*
* *

Les Cévennes sont en passe de devenir, la mode aidant, l'un des territoires les plus habités de notre littérature. M. André Chamson a longtemps régné seul du haut de son Sinai sur un désert humain. Aujourd'hui, alors que des agrégés de philosophie naturaliste prennent dans les fermes de la montagne la place laissée vacante par les derniers descendants des Volsques Arécomiques et alors que l'Esprit repeuple ainsi les terres d'où il a été chassé, M. André Chamson a dû concéder à de nouveaux venus des lambeaux de sa souveraineté. M. Chamson reste en terroir viganais le maître incontesté, mais ces nouveaux venus n'usurpent-ils pas la qualité de romanciers cévenols à laquelle ils prétendent ? M. Jean-Pierre Chabrol s'est fait entre Chamborigaud et Alais une place au soleil de conteur rhodanien dans la tradition de Paul Arène et de Marcel Pagnol. M. Jean Carrière, lui, n'a transporté de Manosque à Florac et à Milau qu'une part de l'héritage de Giono.

M. André Chamson est le fils d'une race âpre et sévère que les couleurs éclatantes offensent, qui se méfie de tous les excès, qui n'a cherché une compensation aux étroitesse de son destin que dans la *folie de Dieu*, mais en se défendant de toute effusion joyeuse, consciente de ce que la grâce divine n'est accordée qu'avec parcimonie, se réclamant aussi bien jalousement de privilèges dont l'octroi la terrifie plus qu'il ne l'exalte. Chez M. Carrière, au contraire, la joie déborde et le gaspillage est de règle. Il ne lésine ni sur les couleurs, ni sur les mots, ni sur aucun des ingrédients que la Nature met avec prodigalité à sa disposition. Il brasse avec enthousiasme ce qu'il appelle la *pâte-mère*. Il en fait lever de luxuriantes moissons. Comment a-t-il pu inscrire dans l'économe et stricte Cévenne tant de démesure ?

Mais les Cévennes ne lui fournissent qu'un décor et elles ne sont rien que la scène sur laquelle se joue dans son œuvre, de *l'Épervier de Maheux* à son dernier roman, *la Caverne des Pestiférés* (8), un opéra mythologique qui aurait pu avoir pour cadre n'importe quel autre site un peu grandiose. *La Caverne des Pestiférés* offre justement avec les Aires de Commeiras que M. Carrière appelle on ne sait pourquoi Commeizas, une plate-forme théâtrale idéale. Il y a installé en l'an 1835, à mille mètres d'altitude, au dessus des gorges du Trévezel, bien à l'abri du choléra et de tous les maux qu'engendre la civilisation, une communauté de *hippies*. Là où M. Chamson, issu

d'une lignée de bâtisseurs obstinés et menus, a transformé le Chaos en cadastre, M. Carrière restitue la nature à la préhistoire, et il est à son aise dans un cadre de montagne où n'est imprimée que la marque de catastrophes géologiques. Rompant toutes communications avec le Monde, la Société et le Mal, il a planté à l'entrée des Aires de Commeiras une pancarte portant l'inscription : « Planète ». M. Carrière, élargit un plateau de quatre cents hectares aux dimensions d'un Nouveau monde émergé des eaux. Il a abordé aux Aires de Commeiras comme Christophe Colomb en Amérique ou Noë au Mont Ararat. M. Chamson n'est qu'un écrivain biblique, porte-parole d'une petite tribu campée dans sa Terre Sainte ; M. Carrière pose à l'écrivain cosmique.

L'intellectuel de sa bande, celui qui en tient le journal, n'en est pas moins un pasteur protestant. Mais contre quoi ne protestent pas, dans la *Caverne des Pestiférés*, ces Naufragés du Déluge ? Le choléra, le travail, Louis-Philippe, les privilèges, les bureaux d'octroi, les dépôts de munitions... « Je proteste contre cette chose qui écrase l'homme, la civilisation », proclame l'un d'eux. M. Carrière propose pour remédier au Mal universel, panacée un peu usée, le retour de l'Homme à la Nature, avec des accommodements, tout un héritage de civilisation en *gadgets* et en petits trucs qui apparente ce roman, encore plus qu'au *Hussard sur le toit* ou à *Batailles dans la montagne* de Giono, au *Robinson Suisse* de notre enfance. C'est pourquoi, ce retour à la Nature, même s'il s'effectue sous la pression de forces cataclysmiques, ne prend jamais l'allure d'une débâcle tragique, encore moins d'un repliement morose de l'homme sur ses origines. Il y passe l'air pur des grandes vacances. La marque de M. Carrière, c'est la Joie. Ses pestiférés sont en excellente santé, ils bombancent et ripaillent à qui mieux mieux, ils font l'école buissonnière dans les fossés fleuris de l'Apocalypse. Même si l'affaire tourne mal et si la Société finit par avoir raison de ces anarchistes heureux, on a passé avec eux du bon temps.

Mais la joie de M. Carrière n'est pas seulement celle

du bachelier en vacances ou de l'écologiste en rupture de civilisation, c'est une joie profondément religieuse, une joie toute païenne, procédant d'un sentiment de communion avec la Nature que le protestantisme cevenol doit réprouver et d'un panthéisme pléthorique qui ne peut que faire honte au maigre monothéisme de la Bible. Il se célèbre dans la *Caverne des Pestiférés*, avec la complicité de toutes les puissances telluriques, un mystère orgiaque. M. Carrière ne nous invite pas à méditer sur les conditions de la vie en société ni sur celles qui peuvent permettre l'édification sur une table rase d'un nouvel état de choses. Il nous entraîne dans un Carnaval baroque où le Choléra n'est que l'occasion d'une *liturgie-bouffe*.

Le catholicisme, avec son art d'accompagner les mythes et d'amalgamer les rites, est, en cette circonstance, le meilleur véhicule du paganisme. Chose curieuse, c'est chez l'anarchiste M. Carrière, grand pourfendeur de curés, que le catholicisme le plus traditionnel, un catholicisme rustique de rogations, de croix des chemins et de fontaines sacrées, opère dans la littérature cénévole un retour en force.

Philippe SENART

(1) Gabriel de Broglie : *Histoire politique de la Revue des Deux Mondes* (Librairie Académique Perrin).

(2) *Les Etudes Gobiniennes* 1976-1978 (Klingsieck)

(3) Mme de Staël : *Correspondance générale*. T. IV, Deuxième partie, *Lettres d'une républicaine sous le Consulat* (16 Décembre 1800 - 31 Juillet 1803). Texte établi et présenté par Béatrice Jasinski (Jean-Jacques Pauvert).

(4) Valéry Larbaud, Marcel Ray : *Correspondance*, 1899-1937. Introduction et notes de Françoise Lioure. I. 1899-1909 (Gallimard).

(5) Jean Joubert : *Les Sabots Rouges* (Grasset).

(6) André Chamson : *Castanet, le camisard de l'Aigoual* (Plon).

(7) Ce massacre de catholiques porte dans l'histoire locale le nom de *le Michelade*.

(8) Jean Carrière : *La Caverne des Pestiférés*. I. *Lazare* ; II. *Les Aires de Commeizas* (Jean-Jacques Pauvert).

ORSAY, OU LE TRIOMPHE DU XIX^e SIECLE

par Yvan CHRIST

Un musée va naître sur les bords de la Seine, dont on aurait dû, dès longtemps, favoriser la conception. C'est que, de tous les points de vue qu'on le considère, le musée du XIX^e siècle s'imposait. Est-il besoin de préciser qu'il aura pour abri l'ancienne gare d'Orsay ?

La gare d'Orsay ! Une des cibles de choix des puristes. Qui n'a médité, et avec quelle violence, de son impétueuse façade ? Qui n'a brocardé ses gros pavillons et son verbeux décor ? Qui n'a déploré son énormité sans grâce, si préjudiciable à son voisin, le subtil hôtel de Salm ?

Face à une telle unanimité, les plus bruyants ténors de la nouvelle architecture n'hésitèrent pas à élaborer les projets les plus agressifs lorsqu'il fut question de remplacer la gare par un luxueux hôtel de voyageurs. Le Corbusier fut l'un d'entre eux. Une grande muraille. Une grande ruche. Un grand damier. Ce que l'on voit partout, à Paris, en France et dans le reste du monde, on eût été contraint de le subir aux bords de la Seine sous le regard des Tuileries et du Louvre. En dépit de Talleyrand, ce qui était exagéré a, pour une fois, compté. Nul n'a voulu de Le Corbusier — ni d'un autre — pour succéder à Victor Laloux. L'affaire a miraculeusement échoué. Dois-je dire que je suis de ceux qui, dans la presse écrite ou parlée et dans diverses commissions ministérielles ou municipales, n'ont pas peu contribué à

favoriser ce miracle ?

La gare d'Orsay est classée au titre des Monuments historiques. Formulée peu de temps avant sa mort, au cours d'une conversation personnelle que j'eus avec lui, la prédiction d'Edmond Michelet est réalisée. Quel retournement ! 1900, devenu vieux, entre dans l'histoire. La plus opulente des gares de la « Belle Epoque » sera convertie en musée. Et ce musée sera consacré à la seconde moitié du ci-devant « stupide XIX^e siècle ». Voilà qui, espérons-le, sera effectif d'ici à quatre ans.

*
* *

La façade de la gare d'Orsay n'est pas, ne sera jamais un chef-d'œuvre insigne. « Eclectique » s'il en est, le Tourangeau Victor Laloux récoltait à tout vent ce que les siècles ont semé. Le démontrent, à Tours même, sa basilique pseudo-antique Saint-Martin, sa gare cyclo-péenne, son hôtel de ville, cossu comme le bourgeois gentilhomme d'un grand siècle revu et corrigé par Emile Loubet... A Paris, écrivait Louis Hauteœur, il fit du « *Louis XIV ferroviaire* ». Architecture hautement ostentatoire. Les gares n'étaient-elles pas les sanctuaires de la Vapeur, les cathédrales de la Vitesse, les temples du dieu Progrès ?

Cela dit, on doit objectivement reconnaître que, mal-

gré sa jactance, la gare d'Orsay s'inscrit sans solution de continuité dans le décor monumental des quais de Paris et que ses pavillons à combles quadrangulaires sont les frères cadets de ceux de Flore et de Marsan qui, de l'autre côté de l'eau, les toisent : ils appartiennent à la même lignée néo-baroque, celle qui, au palais du Louvre, a produit, sous Napoléon III, Hector Lefuel et, en 1900,

Il y a la façade minérale de cette gare. Il y a également son gigantesque hall métallique. C'est de l'« architecture fantastique ». C'est Ledoux et c'est Boullée réunis. Nous sommes conduits à ranger une telle œuvre aux côtés de tous les projets qui avaient été élaborés par les visionnaires, par les mégalomanes, par les utopistes du « siècle des lumières ». Cent ans plus tard, c'est dans le métal et

Un des salons de l'ancien « Palais d'Orsay » qui, conservé, deviendra l'une des salles du Musée du XIX^e siècle.

à la gare d'Orsay, Victor Laloux. Quelques décennies seulement les séparent. Le même éclectisme a nourri les deux architectes. Or l'éclectisme est le fait du siècle tout entier. Si l'on persiste à le maudire, il faut raser les trois-quarts de la ville haussmannienne. Il y a une dizaine d'années, la chose était bien commencée. La crise économique aidant, un coup d'arrêt, souhaité depuis longtemps par l'auteur de ces lignes, est intervenu. Le massacre a été quelque peu ralenti. La sauvegarde de la gare d'Orsay en est une preuve éclatante. Naguère exclu de notre parentèle, le XIX^e siècle est désormais à l'ordre du jour de l'actualité et de l'érudition. Voici que, honteux et confus, nous l'accueillons à bras ouverts, comme un vieux cousin retrouvé, injustement banni. Oui, quel retournement !

dans le verre qu'un architecte pénétré d'« historicisme » réalisa ces rêves impossibles. Avant Victor Laloux, — auquel collabora peut-être, en la circonstance, Lucien Magne, suivant Louis Hauteœur — d'autres architectes du siècle dernier (Labrouste, à la bibliothèque Sainte-Geneviève et à la Bibliothèque Nationale, Hittorf, à la gare du Nord, Baltard, aux Halles centrales, pour ne citer que les plus marquants d'entre eux), avaient déjà conçu des vaisseaux comparables dont la structure métallique témoigne d'une hardiesse extrême. Et vers 1900, Deglane et Binet lancèrent également les voûtes géantes, réalisées dans le même matériau, qui couvrent le Grand Palais des Champs-Élysées. Par leur lyrisme, celles de la gare d'Orsay se rangent parmi les plus monumentales, les plus saisissantes de toutes. Lorsque,

dégagé de tout ce qui, aujourd'hui masque et obstrue le hall d'Orsay — le théâtre Barrault-Renaud, la salle des ventes immobilières — lorsque, nettoyé, rénové, réparé cet extraordinaire vaisseau, nos contemporains découvriront enfin ce qu'ils avaient oublié et méprisé. Je crois que leurs vieilles préventions tomberont sur-le-champ. J'en conclus que c'est bien en ces lieux que devait être fondé le musée du XIX^e siècle...

*
* *

Ce n'est pas une mince affaire que de convertir une gare en musée. Mais est-il plus simple de faire subir une semblable métamorphose à un palais — au Louvre à Versailles, ou ailleurs ? Au siècle des gares a succédé celui des musées, qui avait lui-même remplacé celui des palais. Le XX^e siècle est condamné, par l'histoire qui le nourrit, à vivre, tant bien que mal, sur son acquis et à faire fructifier son héritage — sous peine de sombrer dans une vaine prodigalité qui, en notre temps de misère économique, ne serait pas de mise. Ainsi en a-t-il été sagement décidé pour la gare de Victor Laloux.

Six architectes avaient été appelés en consultation par les fondateurs du musée du XIX^e siècle. Nous connaissons, depuis juin dernier, le nom du lauréat : il s'agit de M. Pierre Colboc, Grand Prix de Rome, dont le projet a été établi en collaboration avec MM. Bardon et Philippon. J'avais eu, il y a peu, le privilège de le considérer rapidement. Je lui préférerais celui de M. Yves Boiret, architecte en chef des Monuments historiques, plus discret, plus respectueux du volume intérieur de la gare. M. Pierre Colboc et ses collaborateurs l'ont emporté. Je ne puis oublier, hélas ! que ces trois jeunes architectes sont également les auteurs de l'injustifiable projet de métamorphose du marché Saint-Germain...

A l'extérieur, l'ancienne gare ne subira aucune modification essentielle — sinon que ses diverses marquises seront peut-être converties en verrières closes, ce qui me paraît très peu souhaitable, pour ce qui est, du moins, de celles qui saillent sur le quai Anatole-France. Innovation à laquelle on ne s'attendait pas : l'entrée principale du musée est reportée à l'Ouest, face au palais de la Légion d'honneur. Ainsi, après avoir pénétré dans ce qui fut la partie réservée à l'hôtel, Le visiteur empruntera un nouvel escalier et *descendra* dans le grand hall dont il aura d'abord une vision longitudinale. Le sol du musée sera celui des anciennes voies ferroviaires. Il s'élèvera en pente douce vers l'est jusqu'au niveau du rez-de-chaussée.

Une espèce de *rue* : tel est le principe de l'aménagement du musée de demain. L'unité du grand hall, dont j'ai dit les qualités monumentales, sera fortement compromise par les salles d'expositions permanentes : sur deux niveaux couronnés d'une terrasse, elles occuperont les deux côtés du vaisseau et masqueront, de façon très insupportable, les piliers jusqu'au départ des grandes arcades, partiellement dissimulées par des excroissances

très fâcheuses. Qui plus est, trois minces passerelles superposées seront établies au-dessus de la *rue*, qui auront pour inconvénient de briser la perspective du hall. Sont-elles indispensables ? Je ne le crois pas. Et je souhaite vivement que l'on y renonce. A ne pas oublier que cette gare est bel et bien classée parmi les Monuments historiques et qu'il s'agit non seulement d'y installer un musée, mais de la conserver dans ses grandes lignes, en en respectant, au maximum, l'esprit. Le hall de la gare d'Orsay, qui est une sorte de chef-d'œuvre, ne sera plus jamais tel que l'on connu les voyageurs de la « Belle Époque ». On est en droit de le déplorer...

Ajoutons que des salles d'expositions seront aménagées dans le porche et dans le vestibule de la gare ainsi que dans les combles de celui-ci. Il va sans dire que les salons cossus et surdécorés de l'hôtel contigu à la gare seront conservés et qu'ils s'intégreront au musée : le contenant y répondra au contenu. Et la visite de ces salles ne sera pas l'une des moindres révélations du musée qui ouvrira ses portes en 1983.

*
* *

Le musée du XIX^e siècle. Très exactement : de la seconde moitié de ce siècle-là, qui est un des plus longs de l'histoire et un des plus énigmatiques. *Grosso modo*, le musée d'Orsay couvrira la période, complexe entre toutes, qui s'étend de 1850 à 1914. Le XIX^e siècle ne se survit-il pas jusqu'à la veille de la première guerre mondiale qui, dans le sang, a mis fin à sa carrière interminable ? Ainsi seront ici rassemblés, du réalisme au fauvisme, en passant par l'impressionnisme et le post-impressionnisme, le symbolisme et l'académisme, tous ceux qui, dans le domaine de la peinture, ont compté en France et qui ont contribué à établir son rayonnement dans le monde. Toutes les autres disciplines de la création artistique seront représentées, qu'il s'agisse des arts graphiques — dessins, estampes, affiches, lithographies — de l'architecture, de la sculpture, du mobilier, des objets d'art ou des arts décoratifs. Pour la première fois — le « photologue » que je suis s'en félicite — la photographie aura sa place dans ce panorama général de l'art français. Qui plus est, des expositions temporaires permettront d'établir des « correspondances » entre les divers arts plastiques, la littérature et la musique du même temps. Et les écoles étrangères ne seront pas oubliées.

Musée du XIX^e siècle, musée du grand tournant. La fin du vieux monde. La naissance du monde nouveau — le nôtre. Les organisateurs du musée d'Orsay, aux destinées duquel préside actuellement M. Michel Laclotte, conservateur en chef du département des peintures au musée du Louvre, ont pour objectif d'en faire un « *musée d'art et de civilisation* », qui constituera le « *chaînon manquant* » entre le Louvre et le Centre Pompidou. Rien de plus cohérent que ce dessein et de plus indispensable.

La confrontation entre l'art libre et l'art officiel du

second Empire et de la troisième République, entre l'impressionnisme puis tout ce qui l'a suivi et l'académisme — les « pompiers » — constituera certainement un des points forts du nouveau musée, un de ceux qui permettront de tisser, entre les uns et les autres, des liens imprévus. Des murs, que l'on croyait infranchissables, s'écrouleront d'eux-mêmes. Deux camps, réputés adverses, deviendront complémentaires. Aussi bien la présence de la photographie, indissociable de l'évolution générale et particulière des arts de ce temps, ne contri-

guerre, et qui, métamorphosé, développé, enrichi, revivra enfin mais suivant un mode nouveau.

*
* *

Un musée de l'œcuménisme artistique... Puisse-t-il ne pas devenir celui du laxisme ! Autant il est digne et juste, équitable et salubre de faire enfin preuve d'une belle objectivité à l'égard de ce siècle que l'on ne sait par quel

Hall de la gare d'Orsay en 1900.

bucra pas pour peu à assurer une telle liaison.

Dire que les impressionnistes figureront au musée du XIX^e siècle est rappeler que les collections du musée du Jeu-de-Paume seront transférées à l'ancienne gare d'Orsay. Quittant des salles incroyablement exigües, « où la densité des visiteurs au mètre carré est la plus élevée du monde », Manet, Monet et leurs amis nous seront enfin présentés de manière décente. Dire également que leurs adversaires académiques seront leurs voisins de cimaise est annoncer la résurrection d'un musée disparu : celui du Luxembourg, qui mourut à la veille de la dernière

bout prendre pour le mieux saisir, autant il serait d'une éminente absurdité de « réhabiliter » par système, et jusque dans ses pires aberrations, l'ensemble d'un tel siècle qui, plus que d'autres, a erré tout au long de sa carrière.

Nous en verrons, au musée d'Orsay, de toutes les façons et de toutes les couleurs. Saurons-nous conserver notre lucidité ? Question essentielle. Puisse-t-on ne pas faire de ce musée de la réflexion le temple de l'indifférence...

Yvan CHRIST

L'EXPOSITION PARIS-MOSCOU: ILLUSTRATION DES RAPPORTS DU POUVOIR COMMUNISTE AVEC LA CULTURE

Il y a l'exposition « Paris-Moscou », telle qu'elle nous est présentée à la suite des expositions « Paris-New-York » et « Paris-Berlin » organisées précédemment au Centre Beaubourg ; et il y a l'affaire de cette exposition, les problèmes de conscience et de vérité qu'elle pose, et qui ont donné lieu à un Colloque passionnant tenu à la Sorbonne (puisque Beaubourg lui avait été refusé) sous les présidences de David Rousset, Manès Sperber, Jean-Marie Domenach, et Emmanuel Le Roy Ladurie.

Quant à l'exposition qui constitue, avec son catalogue monumental, un événement culturel de première importance, il suffit de dire que malgré toutes ses lacunes, ses silences, ses déformations, toutes les concessions faites par ses organisateurs français aux co-organisateurs soviétiques, elle révèle *un des grands moments de l'histoire de l'art universel*, l'extraordinaire explosion de la créativité russe fécondée par la rencontre avec les courants artistiques d'avant-garde de l'Occident, et notamment de Paris.

Avec l'accélération de l'industrialisation de la Russie au début du XX^e siècle, avec l'intensification de ses échanges culturels, surgit en Russie toute une armée de peintres, sculpteurs, dessinateurs, architectes, musiciens, écrivains, metteurs en scène, chorégraphes, plus tard des photographes et cinéastes qui font la navette entre Moscou, Saint Pétersbourg, Berlin et Paris et assimilent, avec une rapidité étonnante, en moins de dix ans (1905-1915) les techniques et préoccupations de leurs collègues occidentaux, pour pousser plus loin jusqu'aux limites du possible, les conséquences de l'abandon des systèmes de représentation traditionnelle. Les artistes russes participent à la révolution culturelle qui traverse les capitales européennes de Paris à Rome, à Berlin, à Vienne, ils prennent leur part au rayonnisme, cubisme, futurisme, néo-primitivisme, s'inspirent de Matisse, assimilent et dépassent Braque et Picasso, se ruent dans le constructivisme, ouvrent de nouvelles voies à l'imagination. C'est l'âge d'or de l'art russe qui s'attache aux noms des collectionneurs Shchukin et Morozov, à ceux de Diaghilev, Kandinsky, Chagall, Charchoun, Zadkine

(dont a été présentée à Paris une excellente exposition rétrospective dans les salons de l'Artcurial, Avenue Matignon) Archipenko, l'architecte Melnikov, Lartov, Mané-Katz et cent autres, pour ne parler que des maîtres des beaux arts. On peut enfin les voir et les admirer à côté des œuvres de leurs amis français. C'est un plaisir immense ainsi que l'a souligné Henri Bourbon dans sa chronique de « France-Forum » de Juillet-Août dernier. Mais ce n'est pas un plaisir sans ombre et Henri Bourbon a eu raison de marquer les ombres.

quelques années de conjonction (fondée sur un malentendu) entre l'avant-garde artistique et le pouvoir bolchévique, celui-ci a mis brutalement fin à l'une des révolutions culturelles les plus puissantes de tous les temps pour asservir la culture à ses grossiers besoins de propagande.

C'est Alain Besançon qui, dans un exposé magistral, a retracé au Colloque de la Sorbonne l'histoire sombre de cette génération de créateurs russes du début du siècle, profondément européens, cosmopolites, Saint-pétersbourgeois et dont la plupart, tout en professant des idées avancées, libertaires, ont développé leur art indépendamment des mouvements révolutionnaires politiques. Parmi les chefs bolchéviques, seuls Trotsky et Lounatcharski témoignaient à leur égard de quelque intérêt ou sympathie. C'est avec un enthousiasme, une candeur émouvante, cependant, que beaucoup d'entre eux se sont empressés, après 1917, à mettre leur art au service du peuple et de la création d'une vie nouvelle, comme en témoignent les merveilleuses affiches, les projets de monuments et d'édifices publics, manifestes littéraires et artistiques exposés. S'ils ont été repoussés, désavoués,

Décoration de la place Uritski, Leningrad, 7 novembre 1929.

Car voici le paradoxe, le grand mensonge, de l'exposition « Paris-Moscou » tout à la gloire de l'esprit russe : comme l'ont fait observer les organisateurs et participants du Colloque de la Sorbonne, notamment les professeurs Efein, Etkind et Andrei Siniavski — les œuvres de la culture russe si magnifiquement présentées à Paris restent depuis plus de quarante ans systématiquement cachées au peuple russe. « J'ai vécu toute ma vie en URSS et je n'ai jamais vu la plupart des toiles, des affiches, des livres exposés là », a déclaré Efein Etkind, historien de la littérature russe qui enseigne depuis quelques années à Paris. Et André Siniavski a avoué qu'il avait parcouru l'exposition en pleurant. « Je parcourais un cimetière. Imaginez-vous une exposition de tués ». Car il s'agit de cela : l'exposition et son volumineux catalogue ne soufflent mot sur le sort tragique de la plupart des artistes exposés et de leurs amis écrivains et poètes : le baillonnement de Malevitch, le calvaire de Mandelstam, l'exil forcé des meilleurs artistes de Russie à la suite de la « réorganisation stalinienne des associations d'artistes » en 1932, à laquelle une seule allusion pudique est faite dans le catalogue. Un visiteur non prévenu croirait que la révolution de 1917 a été pour la vie culturelle soviétique la voie ouverte à son plein épanouissement. On lui cache la vérité : c'est que, après

Les frères Stenberg : Aujourd'hui... la pop opérette, 1926.

châtiés pour leurs illusions, la cause n'en est pas, estime Alain Besançon, dans le fait de la dictature ; on a vu, dans l'histoire, des tyrannies favorables à « la floraison de cent fleurs ». La cause de la tragédie de la culture russe, il faut la chercher dans l'idéologie, dans l'impérialisme idéologique du léninisme, dans la volonté totalitaire de contrôle des consciences, de toutes les manifestations des facultés intellectuelles, l'imagination et les rêves y compris.

Ce fait crucial mis en évidence par le professeur Michel Heller, dans un exposé admirable opposant la « langue soviétique » à la langue russe, l'exposition et son savant et volumineux catalogue ne le montrent pas. Ils disent le contraire : ils présentent 1917 comme le grand tournant, alors qu'il fut le début du grand anéantissement. Ils parlent de « départs en exil » comme de simples départs en voyages. Ils assimilent, nonchalamment, le retour à la figure, pratiquée en Occident, au réalisme socialiste avec lequel il n'a absolument rien à voir.

Tout cela est scandaleux, et il était nécessaire de signaler le scandale. Alain Besançon, esprit puriste et absolu, en conclut qu'il eût mieux valu que les commissaires français chargés de « Paris-Moscou » renoncent au projet d'exposition plutôt que de se plier aux exigences des autorités soviétiques qui ont imposé leurs *tabous* sur l'histoire réelle du régime et de ses rapports avec la culture. Or, il a été contredit par la plupart des participants exilés, comme notamment Erkind et Antonin Liehm qui ont pris des positions nuancées. Ces derniers considèrent

que le permis de sortir des « enfers » des musées soviétiques de centaines de chefs d'œuvres valait les concessions faites par les experts français lors des négociations « stratégiques » dont on sait qu'elles ont été extrêmement longues et difficiles. « Certains objets n'ont été obtenus qu'à l'arraché, à l'issue d'un marchandage particulièrement ardu du genre : « donnant-donnant, tel portrait de Lénine contre tel article de Trotsky ; ce Guerassimov contre ce Popova », écrit Nicole Zand dans « Le Monde ». Le résultat de ces marchandages, c'est le compromis qui n'est pas entièrement satisfaisant, loin de là. Mais oublions les stratégies et les textes : les œuvres sont là : à Paris, leur présence fait éclater les mensonges qui les enserrrent. Ce n'est pas un fait négligeable non plus que le gouvernement soviétique se soit engagé à présenter la même exposition à Moscou en 1981. Tiendra-t-il sa parole, sans appliquer sa censure ? On le verra bien. Quant au catalogue, il serait, certes, à réécrire. Mais si tel quel on le distribuait à Moscou ou à Prague, nous a dit Liehm, il ferait un effet de bombe. En tout état de cause, le Colloque, dont les débats seront publiés sous forme de livre, a fait œuvre utile en rétablissant la vérité historique sur les conditions de naissance et le destin tragique de l'avant-garde russe entre 1900 et 1930. L'exposition permet de se faire une idée approximative, non seulement du génie de cette grande génération, mais aussi de sa profonde communion avec l'avant-garde de Paris, de Berlin, de Rome. Elle montre tout ce que la Russie, tout ce que la civilisation occidentale a perdu du fait de l'application rigoureuse du léninisme, ce Goulag de la créativité...

François FEJTO

Les livres des collaborateurs de France-Forum :

<p>François Fontaine</p> <p>L'usurpation ou le roman de Marc Aurèle</p> <p>Edmond Fayard</p>	<p>Jean Chelini</p> <p>Les nouveaux Papes</p> <p>Ed. Jean Goujon</p>	<p>D.A. Kergal</p> <p>Nouvelles scènes de la vie future</p> <p>Ed. Jullian</p>
---	---	---

notes de Lecture

● **Réflexions sur les Occidentaux d'Alfred Grosser**

Le livre d'Alfred Grosser (1) apporte au lecteur une masse d'informations diverses; il se fonde sur une lecture étendue, il ne se borne pas à décrire mais présente aussi des jugements intéressants et vigoureux.

Le dessein général est de montrer le positif et le négatif autant chez les Européens que chez les Américains dans les crises du système occidental au cours des trente dernières années.

Pour le lecteur français, submergé par l'information à la fois étriquée et prétentieuse que roulent la presse, les radios et les chaînes, c'est un trait remarquable. Le livre nous montre des Européens (oui, et même des Français, sans oublier le « premier » d'entre eux) sujets à des fantasmes, aux complexes, prêts à faire des bêtises, parfois même les faisant (ou plutôt les proclamant car l'Europe actuelle confond souvent hélas l'action avec la parole). Fait plus surprenant encore, on verra des Américains non nécessairement stupides, maladroits ou naïfs! Enfin, on apercevra l'ombre de Soviétiques, calculateurs certes mais aussi pétrifiés, ébahis par le mouvement des sociétés dont ils croyaient connaître seuls le secret.

Ouf! Voici donc un ouvrage où les choses, débarrassées du carcan de l'exclusivisme national « ne sont que ce qu'elles sont », ce qui est déjà beaucoup.

On doit cependant s'interroger sur la méthode suivie par l'auteur. Sommes-nous devant un ouvrage d'histoire ou de réflexion sur la politique contemporaine? Grosser cherche à établir des faits et à raisonner sur ceux-ci. Mais sur une période aussi longue, est-il possible d'arriver à une connaissance assez élaborée pour permettre le jugement? Peut-on d'autre part envisager les relations entre Occidentaux sans au moins esquisser leurs rapports avec les pays de l'Est?

COMMENT ECRIRE L'HISTOIRE ?

Historien des années les plus récentes, Grosser a montré à plusieurs reprises qu'il était conscient des problèmes de méthode. Plus les faits sont récents, plus ils sont nombreux, moins on les connaît. Les documents sont légion mais les vrais ou les bons restent hors d'atteinte. Les autres doivent être critiqués. Comment critiquer sans entrer dans le détail? Comment, dès lors, garder des lecteurs? Celui qui établit en quatre pages le sens d'un texte de deux lignes peut être sûr que son livre, si précieux qu'il soit, ne se vendra jamais. Celui qui affirme sans démontrer, est-il encore historien? Et s'il ne prétend qu'à donner un aperçu préliminaire, quel sera le poids de ses assertions? On ne peut passer au général, c'est-à-dire aux conclusions que si le particulier

est bien établi. Pour l'établir, on laisse le lecteur qui abandonne la symphonie bien avant les derniers accords.

Cette difficulté est multipliée à l'infini dans un ouvrage qui porte sur les années 1945 à 1977 et traite non seulement de politique mais aussi de stratégie, d'économie, de sociologie, de psychologie, de culture, de finances et de technologie.

D'où sont nées les crises ? Est-il sûr que l'URSS en 1947-1948 pensait surtout à « consolider sa prise » sur les pays de l'Est ? Que signifient les « accalmies » ? Est-il sûr que ce soit grâce au général de Gaulle que la France en 1944-1945 a obtenu un siège permanent au Conseil de Sécurité et pleine responsabilité dans le régime quadripartite en Allemagne (p. 60) ? L'inverse ne peut-il se plaider ? Est-ce le II^e Concile du Vatican ou la crise du pétrole qui a orienté l'opinion vers les problèmes du Sud dans les années 1970 ? Ces questions et bien d'autres ne mettent pas en doute l'intuition ni le flair de Grosser. Il tombe généralement juste dans ses déductions. Mais il subsiste une marge entre les analyses et les synthèses intermédiaires ou finales. Le lecteur reste parfois sur sa faim.

QUE FAIRE DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE ?

Se chargeant d'une tâche immense, on comprend que Grosser ait laissé dans le noir l'Union Soviétique, ses calculs et ses entreprises pendant la période considérée. Mais comment traiter des rapports entre pays occidentaux, sans examiner leurs relations avec l'Est ? Il est vrai que Moscou ne fournit aux chercheurs que des documents officiels. Mais ceux-ci ne sont pas dépourvus d'intérêt. Faute de s'y référer même sommairement, une partie essentielle du tableau fait défaut. On ne sait comment l'URSS agit ni pourquoi.

Pourquoi chez Staline cette fureur contre une offre de crédits à l'Europe en Juin 1947 ? Pourquoi le retour au sectarisme bolchevik en Septembre ? Pourquoi la menace sur Berlin en 1948 ? Pourquoi la note du 10 mars 1952 sur l'Allemagne ? Pourquoi la deuxième menace sur Berlin de 1958 à 1963 ? Elle dure près de quatre ans, en pleine « coexistence pacifique ». Existe-t-il un lien entre cette deuxième crise et celle de Cuba, point culminant de la tension entre les deux mondes ? Grosser n'a pas tort de refuser de se perdre dans les méandres des intentions soviétiques. Mais on aurait souhaité un fond de tableau, quelques hypothèses. Elles auraient sans doute renforcé la vue centrale qui se dégage du livre, celle de la vanité, sinon de la puérilité de beaucoup des querelles interoccidentales du passé.

LES QUERELLES DE L'OCCIDENT

Rendons maintenant hommage à l'auteur. Oui, il connaît mieux que tout la France et l'Allemagne. Et

dans ses analyses, il tombe juste la plupart du temps.

Commençons par notre pays.

Voici Vincent-Auriol en 1954 :

« Vincent-Auriol pense que « les Américains sont naïfs, ignorants et ne comprennent rien » alors (...) qu'un jugement analogue pourrait lui être appliqué » (p. 139). Pan !

Sur le général de Gaulle, comme il convient, les jugements sont moins tranchants sans être moins indépendants.

Dès le début du livre (P. 40), Grosser cite une phrase de Jean Monnet qu'il ne paraît pas récuser, sur la persistance « des fantasmes nés d'une blessure d'orgueil dans une mémoire sans oubli ». Plus loin, dans un de ses meilleurs chapitres, il montre le caractère démesuré de la politique entreprise dès 1958 (le mémorandum de Septembre à Eisenhower), mais surtout à partir de 1962, cette prétention de faire de la France le leader de l'Europe, rejetant derrière elle l'Angleterre et la République fédérale, grâce à des relations privilégiées avec l'URSS et les Etats-Unis.

Nul n'a mieux vu que dans cette politique existe toujours une faille : la V^e république sort de l'Otan tout en souhaitant que les autres y restent ; elle veut bien de l'Europe pourvu que la France y ait une place à part et n'y récolte que des avantages. Elle ne veut pas de l'Angleterre dans l'Europe mais elle ne veut de Communauté européenne qu'à l'anglaise.

Grosser enfin ne met pas en doute le dilemme fondamental de la défense européenne : « Ou bien on reste entre Européens, et dans ce cas la suprématie de l'URSS est telle qu'elle n'a même pas besoin de menaces pour imposer sa volonté aux pays d'Europe occidentale. Ou bien l'URSS voit sa puissance équilibrée par celle du seul pays occidental qui soit aussi un vrai grand. Dans ce cas la sécurité européenne se réduit largement à l'état de sous-système... » (P. 414).

Sur la nature de ce « sous-système », c'est-à-dire sur certains épisodes des rapports des Européens avec les Etats-Unis, les jugements méritent parfois discussion. A plusieurs reprises, Grosser laisse entendre que la malheureuse opération de Suez en 1956 s'est heurtée avant tout aux Américains. Il est vrai que Dulles a été tortueux pendant l'été et rogue à l'automne. Mais l'expédition s'est heurtée d'abord à elle-même, à la sottise de ses inventeurs, car, même réussie, elle était ratée : pouvait-on occuper le Caire pendant des années ? Sinon, comment endiguer le raz de marée national que l'évacuation aurait provoqué en Egypte ?

Dans un autre ordre d'idées, il paraît trop simple de dire que si la sécurité européenne « se réduit à l'état de sous-système du système américano-soviétique, tout

homme d'Etat européen éprouve deux sentiments : la satisfaction que les États-Unis existent et l'irritation de voir la vie et la mort de ses concitoyens dépendre des décisions d'un président étranger et lointain ». Il est étranger mais moins lointain qu'en 1941. Le « système » américano-soviétique n'existe que potentiellement. Le choix entre « la vie et la mort » dans un système d'alliance ne se pose pas tout le temps avec cette brutalité. C'est précisément le rôle de l'alliance que d'éviter qu'il se pose ainsi.

Des analyses portant sur la République fédérale, il ressort que celle-ci, aux yeux de l'auteur, s'est montrée souvent trop docile envers les États-Unis. C'est possible. Mais on serait plus convaincu si l'ouvrage de Grosser contenait une analyse approfondie de la politique orientale de Willy Brandt dont les effets sont aussi importants sur le système occidental que sur les rapports avec l'Est. Il est bon que la République fédérale puisse entrer en rapports de plus en plus normaux avec ses voisins de l'Est. Mais jusqu'où peut-elle aller dans ses relations avec l'URSS et la RDA sans risquer de se trouver brusquement sur un porte-à-faux plus vertigineux que ceux de Charlie Chaplin dans la Ruée vers l'or ? Cette question se posera au cours des années 80 de façon pressante. Elle n'est pas vraiment examinée dans les derniers chapitres du livre.

Eh bien, voilà ! M'inspirant de la méthode de Grosser, j'ai tenté de distribuer équitablement, les bons et les moins bons points. Pour terminer, lisons sa conclusion.

*
* *

Dans les rapports entre Occidentaux, s'interroge Grosser est-ce la rivalité ou la communauté qui l'emporte ? A son avis, les convergences sont plus fortes que les rivalités. Il le pense non seulement dans la perspective des rapports avec l'Est, mais aussi lorsqu'il évoque l'immense domaine des pays du Sud. Il ouvre ainsi un large horizon sur l'avenir. Il manifeste surtout sa compréhension de l'échelle des problèmes en cause, ramenant à leur proportion les querelles ou les dissensions du passé. Il existe pour l'avenir assez de difficultés immenses — stratégiques, économiques et psychologiques — pour ne pas en ajouter d'autres. Il faut donc souhaiter que ce livre ambitieux, alerte, parfois trop rapide, toujours honnête, nourrisse les réflexions des responsables des deux côtés de l'Océan.

Jean LALOY, de l'Institut

(1) A. Grosser, *Les Occidentaux, Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Paris, Fayard, 1978, 438 pages.

● La France au bois dormant d'André Fontaine

André Fontaine a l'art des bonnes citations. Celle de Simone Weil (1) qui ouvre son livre est à elle seule un diagnostic. « Cette maladie du pays a pris la forme d'une espèce de sommeil qui seul a empêché la guerre civile » (*L'Enracinement*). La France selon Michelet est une personne, une personne qui, rappelle André Fontaine, n'est déjà plus tout à fait jeune et qui, c'est naturel à cet âge-là, a tendance à s'assoupir. Qui la réveillera ?

Dans une première partie (« Déçue ») André Fontaine fait une analyse de la situation politique française. « Deux mai sans trois » : les superstitieux, ceux qui annonçaient que mai 78 marquerait un nouveau bouleversement de la vie politique, comme mai 38 (Munich), mai 48 (coup de Prague), mai 58 (retour du général de Gaulle), mai 68 (mai 68 c'est mai 68 : le mois et le millésime désignent non le temps de l'évènement mais l'évènement lui-même), les superstitieux ont eu tort constate André Fontaine. La Gauche, depuis déjà un an, avait gagné : c'est ce qui l'a perdue. De mars 1977 à mars 1978 elle a vécu par anticipation, les déchirements qui eussent été les siens si le suffrage universel l'avait portée au pouvoir. Ce que voyant le suffrage universel, après avoir beaucoup hésité et comme à regret, a fini par lui refuser sa confiance. Une vraie défaite. Personne ne l'avait annoncée. Il a suffi qu'elle advienne pour qu'on la proclame inévitable. Que s'est-il passé ? L'explication la plus simple est sans doute aussi la plus

exacte. L'Union Soviétique a jugé que la France occupait une position trop importante sur l'échiquier mondial pour que les États-Unis l'abandonnent d'un coeur léger. Le P.C.F. pour qui le Programme commun était seulement « un pas en avant permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement » a vu le moment où lui, le parti du prolétariat, serait réduit au rôle de force d'appoint dans l'Union de la Gauche. La conjonction de considérations empruntées à la géopolitique et à la politique intérieure française a fait que le P.C.F. a finalement préféré briser l'entreprise plutôt que de la mener à son terme.

Et cependant à certains moments il avait pu sembler que rien ne serait négligé par le P.C. pour que l'Union de la gauche l'emporte en mars 1978. Malgré les protestations d'Althusser et de son ami Balibar, Georges Marchais avait allégrement évacué la dictature du prolétariat de la terminologie communiste. De même l'athéisme militant, élément central du marxisme, avait-il été mis en veilleuse et les appels aux catholiques, multipliés. Des protestations avait été élevées contre certaines violations des droits de l'homme en Union Soviétique et dans les pays de l'Est.

Mais précisément : la mise en cause de l'Union soviétique en tant que modèle universel du socialisme, la cri-

tique a posteriori du stalinisme, la connaissance et la reconnaissance des réalités du Goulag ont mis en cause l'identité même du parti communiste. Une certaine clé a été perdue, dit A. Fontaine, celle qui permettait d'ouvrir la porte du paradis socialiste. Ellenstein avait admis que la répression stalinienne avait pu faire 5 millions de victimes. Aujourd'hui le très officiel ouvrage « L'URSS et nous » considère 10 millions comme un chiffre minimal. Il y a encore du chemin à parcourir avant de reconnaître les 66 millions de morts dont parle Soljenitsyne. Reste que, notons-le, 10 millions, c'est déjà plus que ce qui est habituellement reproché aux nazis. De quoi faire réfléchir.

S'ils veulent servir à quelque chose, les communistes doivent sortir de leur forteresse.

C'est à les y obliger que s'emploie François Mitterrand depuis de nombreuses années. En signant le programme commun, en marquant ainsi sa volonté de rompre avec le capitalisme, François Mitterrand a créé les conditions d'un développement du parti socialiste. En même temps il a mis fin à la prééminence du P.C. au sein de la gauche. C'est l'interprétation de ce même programme commun qui, venu le moment d'une inévitable actualisation, a eu raison de l'Union de la gauche. L'échec électoral de mars 1978 a ouvert la guerre de succession au sein du P.S.

De Gaulle avait annoncé qu'il n'aurait pas de successeur. Du coup voici les gaullistes, orphelins. Jacques Chirac préside le R.P.R. mais la défaite de la gauche n'a pas fait de lui le recours qu'il serait peut-être devenu si elle avait gagné. Le président de la République occupe la place.

Il l'occupe non sans quelque prétention gaullienne. Liquidateur de l'Etat-UDR, Valéry Giscard d'Estaing est parvenu à fédérer les partis qui l'ont porté au pouvoir et à rassembler sous la bannière de L'U.D.F. un petit quart de l'électorat. C'est le « quart à Giscard ». « Regardez-le de profil », dit Edgar Faure, c'est un tueur ; il a tué Chaban, puis il m'a tué et maintenant il a désailé Chirac ». Calculateur, habile à analyser une situation et à en tirer parti, Giscard suit obstinément son idée qui est de « gouverner au centre ». Volontiers, comme Mitterrand, il joue les contemplatifs : « j'aurais voulu être Flaubert » dit-il. Voire ; où sinon dans la politique la volonté de puissance peut-elle s'assouvir ?

Déçue par les princes qui la courtisent, la France, poursuit André Fontaine, fait avec Raymond Barre l'expérience d'une politique économique libérale enfin carrément avouée. Le franc tient. L'équilibre extérieur a été restauré. Mais l'inflation semble irréductible et le chômage s'accroît. Soumise, de fait, à la puissance américaine, investie par un modèle culturel auquel elle se sent étrangère, elle cherche à survivre dans « l'ailleurs » et dans « l'autrement ». Vacances, bouchons automobiles, drogue, alcool sont les moyens de fuir une vie de tous les jours dénaturée et dont on cherche à s'abstraire.

Le changement, l'idée du changement, avatar ultime de l'idée de progrès, est l'autre forme de cette évasion.

Mais constate André Fontaine, le passé résiste. La tentation de « l'ordre pour l'ordre » surgit. L'attachement généralisé aux avantages acquis, la renaissance d'une philosophie inégalitaire à fondement pseudo-scientifique, l'affleurement du racisme, font penser que le parti de l'ordre a de l'avenir. Le pouvoir sur les media se combinant avec le pouvoir des media pourrait engendrer un univers culturel dont la loi serait l'uniformité, la monotonie, le stéréotype. L'informatisation du langage, sa simplification extrême peuvent en faire un fantastique instrument de persuasion mentale. Le règne du « monstre binaire supérieur » est-il en vue s'interroge A. Fontaine ? Unification des banques de données, recours aux machines à traduire, appauvrissement du langage : les éléments d'un matraquage totalitaire sont en place. Il faut réveiller la France.

La France : l'histoire l'a faite et elle a résisté à l'histoire. Mais voici qu'avec la chute de la natalité elle prend un « coup de vieux ». Réveiller la France en lui proposant quoi ? Un projet qui aménage les conditions de travail pour que tous puissent trouver à s'employer quitte à travailler moins et moins dur, qui fasse place à la solidarité planétaire, qui sauvegarde les différences et les diversités, un projet qui soit aussi une sorte de programme commun pour l'Europe.

Tout au long de son livre, André Fontaine excelle à rassembler des éléments dispersés pour en faire la synthèse en une langue claire qui se lit avec plaisir. Chaque chapitre est la synthèse d'une question ou d'une situation et l'ouvrage lui-même est une synthèse des problèmes qui se posent aujourd'hui à la France. Chaque thème est évoqué rapidement avec l'assurance que donne une information que l'on sent toujours à portée de la main. Derrière le livre on devine le journal. Le journal fournit la matière première. Et le livre délivre de la quotidienneté. Avec « La France au bois dormant », André Fontaine a su ressaisir et peut-être réunifier ce que la quotidienneté apporte et remporte. Le livre aura été pour le journaliste l'occasion de faire le point, et de le faire avec un véritable talent et ceci pour le plus grand profit du lecteur. Des réserves ? Il en faut. Faisons-en : Parfois un certain excès d'habileté dans la présentation peut anesthésier l'esprit critique du lecteur pressé. Lorsque André Fontaine note pêle-mêle toutes les évolutions législatives et morales qui s'inscrivent dans la foulée de mai 68, l'énumération prend les allures d'un tableau des progrès accomplis en quelques années par une vieille société aux principes et aux structures verrouillés. A y regarder de près cependant on voit bien que dans cette énumération le meilleur côtoie le moins bon voire le pire et qu'il y a des distinctions à faire. Le changement n'est pas nécessairement synonyme de progrès.

Réserves encore. André Fontaine, parlant de l'Europe, écrit : « serait-il si dramatique que l'Ouest se « fin-

landise» un peu, si la contrepartie devait être une certaine « finlandisation » de l'Est ? » On est bien obligé de se dire 1°) que ce qui nous menace c'est moins, sans doute, la « finlandisation » que la polonisation ; 2°) que la « finlandisation » de l'Ouest n'aurait de toute manière pas pour conséquence nécessaire la « finlandisation » de l'Est ; 3°) que l'Europe enfin mérite mieux que de devenir un protectorat soviétique.

Ces réserves étant faites terminons en évoquant le chapitre intitulé « pour une morale de l'espèce », où A. Fontaine plaide avec science et générosité pour une véritable redistribution des richesses au profit des peuples du tiers-monde. Son savoir s'exprime dans ces accablantes statistiques où se traduisent en chiffres tout à la fois la misère du monde et l'égoïsme des riches. Misère du monde : 60 à 200 dollars par tête pour vivre pendant une année ; 160 kg de céréales pour l'Indien pauvre alors que l'Américain en consomme plus de 900 kg ; 500 millions d'individus plongés dans ce que la Banque mondiale appelle la « pauvreté absolue ». Egoïsme des riches : l'aide des pays de l'O.C.D.E. aux nations dites en voie de développement plafonne à 0,33 % du P.N.B. (0,26 % pour les États-Unis, 0,03 % pour les pays de l'Est) soit la moitié en moyenne de l'objectif de 0,70 % fixé par les Nations Unies ; refus constant des Américains de participer à toute organisation des marchés internationaux ; spéculation sur les marchandises et pillage des ressources. Résultat : périodiquement on meurt

de faim au Sahel, en Afrique orientale, au Deccan, au Bangladesh. Guerre ou partage du pain : sur quel ton faudra-t-il répéter l'avertissement lancé il y a déjà 20 ans par F. Perroux pour que quelque chose enfin bouge dans ce monde où les gaspillages les plus scandaleux coexistent avec la détresse la plus totale ? Le moment vient où l'égoïsme bien compris des nantis (faute de pouvoir s'en remettre aux bons sentiments, il faut savoir faire appel aux mauvais) exigera cette redistribution planétaire des ressources qu'André Fontaine appelle de ses vœux. C'est qu'en effet la crise de l'économie occidentale ne peut trouver à long terme sa solution que dans l'ouverture de nouveaux marchés internationaux. D'où la nécessité, grâce à un plan Marshall planétaire, de rendre progressivement solvable cette formidable demande potentielle que représentent les besoins des masses du tiers-monde. Ce que la morale exige, l'économie l'impose. Il reste à le comprendre. C'est affaire de raison et c'est affaire de cœur. Remercions André Fontaine de le dire et souhaitons que sa voix soit entendue. Il faut du temps pour qu'une idée juste face son chemin. Il est urgent que celle-ci progresse vite. « Gardez-vous de demander du temps, le malheur n'en accorde jamais » (Mirabeau).

Dominique-André KERGAL

*Ed. Fayard, 301 pages
(1) Philosophe (1909-1943)*

● Histoire de la social-démocratie allemande de Joseph Rován

Le livre de Joseph Rován (1) a été le premier témoignage et il demeure l'un des plus pertinents, versé au procès en révision désormais ouvert dans l'affaire de la social-démocratie. Affaire curieuse, car la social-démocratie au sens allemand n'ayant jamais existé en France, la condamnation (ou la nostalgie) dont elle est l'objet concerne une allégorie, un mythe fabriqué à usage interne : on est en train de s'aviser que la sentence reposait sur un contre-sens.

La social-démocratie, c'est d'abord un parti que la classe ouvrière a reconnu comme étant naturellement le sien. Au début du siècle, le S.P.D. formait avec les syndicats et les coopératives l'un des trois éléments de cette communauté distincte, le monde ouvrier, dans la société bourgeoise. Communauté donc (*Gemeinschaft*), et non, comme les autres partis fondés sur des rapports contractuels et volontaires, association (*Gesellschaft*) le S.P.D. tirait sa force de cette identification qui faisait de lui le premier parti de masse ; il comptait plus de 500.000 adhérents à la veille de la première guerre mondiale et recueillait plus de 30 % des suffrages aux élections. Voilà pour l'enracinement ouvrier qui demeure l'évidence majeure et exclut d'avance tous les amalgames. Aujourd'hui, le parti a assuré l'intégration de la classe ouvrière à une société qu'il a transformée autant qu'il se transfor-

mait lui-même et il a tiré la conséquence d'une évolution qui ne conduit pas à la prolétarisation généralisée attendue il y a cent ans, en se présentant désormais comme le « parti du peuple tout entier » — c'est-à-dire parti au service du peuple, et acteur principal de la démocratie allemande (2).

Mais l'idéologie, dira-t-on... Là encore l'auteur met les choses au point en rappelant que le S.P.D. est né d'une rencontre entre les intellectuels bourgeois qui apportaient la bonne nouvelle de la prochaine émancipation ouvrière, et des masses qui trouvèrent dans cette promesse la confiance nécessaire pour entreprendre sa réalisation concrète. Perspectives révolutionnaires et pratique réformiste se mêlent donc dès l'origine du parti et leur tension va caractériser son développement, jalonné par l'affrontement des révolutionnaires et des révisionnistes entre lesquels nous dit Joseph Rován, il est dans la nature de la social-démocratie de ne pouvoir choisir. Pendant longtemps, la contradiction fut vécue sans être explicitée parce que la confrontation de la doctrine originelle et des comportements quotidiens aurait fait éclater le parti et « disséminé à tous les vents le résultat du travail de tant d'années... Ce que tu réclames, cela ne se décide pas, cela ne se dit pas, cela se fait », écrivait

Ignace Auer à Bernstein. Plus tard, il fallut procéder à un *aggiornamento* pour élargir l'influence du S.P.D. et lui ouvrir les portes du pouvoir, mais la mise à jour de Bad-Godesberg en 1959 ne répudie pas complètement le passé : les héritiers contemporains des révolutionnaires du début du siècle tentent d'en faire ressurgir les virtualités de remise en cause de la société existante. Entre ces deux pôles, la social-démocratie ne peut toujours pas choisir car elle tire de l'espoir d'un monde nouveau le ressort des luttes et la justification des sacrifices, tandis que son action quotidienne, mais aussi historique, se développe à travers la recherche d'améliorations concrètes.

Parmi les fondateurs, une importance particulière est accordée à l'influence de Lassalle (3) dont l'idée centrale fut la nécessité pour le prolétariat de conquérir l'État par le suffrage universel ; l'orientation marqua le futur S.P.D. et son statut actuel de parti de gouvernement qui n'est pas honteux de tenir sa place dans le fonctionnement de la démocratie libérale. Sous ce rapport, la social-démocratie se présente comme une combinaison particulière de la démocratie libérale avec les idéaux du socialisme : conciliation qui ne va pas de soi, on ne le sait que trop, et la seule à vrai dire qui ait été effectivement réalisée. Mais elle présente aussi les imperfections de

toute œuvre humaine et c'est ici qu'intervient le procès fait au symbole, précisément parce qu'il est symbole d'un compromis, dans l'emploi français du qualificatif « social-démocratie ». Ceux qui n'ont pu prendre en charge la représentation politique du mouvement ouvrier ont rêvé une action qu'ils étaient hors d'état d'accomplir. Ils ont projeté sur la social-démocratie le remords de leurs faiblesses, compensant par la rigueur de leur doctrine la médiocrité de leurs réalisations : on aura reconnu le fantôme de la S.F.I.O. C'est cet héritage résumé par la formule « discours de gauche, pratique de droite » que l'on voudrait exorciser aujourd'hui en le qualifiant, pour la commodité, de social-démocratie. Mais entre la réalité et le mythe justificateur, il y a tout l'abîme qui sépare le compromis de la compromission.

Pierre AVRIL

(1) J. Rovin, *Histoire de la social-démocratie allemande*. (Le Seuil)

(2) Dans un bref essai antérieur, *L'Allemagne n'est pas ce que vous croyez* (Le Seuil), J. Rovin s'emploie à rectifier vigoureusement les préjugés et les ignorances à ce propos.

(3) Sur les rapports de Lassalle avec Marx, on se reportera au très intéressant ouvrage de Fritz Raddatz : *Karl Marx, une biographie politique* (Fayard)

● Et si nous parlions de demain de Jean-Pierre Fourcade

L'auteur, successeur en 1974, de Valéry Giscard d'Estaing au Ministère de l'Économie et des Finances, fut, à ce poste, immédiatement confronté à une triple tâche, économique, financière, et politique, puisqu'il lui fallut faire face à l'aggravation de la facture pétrolière, conduire la politique budgétaire entre la récession et l'inflation, et tenter de mener à bien les réformes fiscales voulues par le Président de la République et freinées par le Premier Ministre de l'époque, M. Chirac.

Ayant la confiance du Président, un robuste enthousiasme, des certitudes inébranlables, un tempérament de rugbymen fonceur, tout laissait à penser que les épreuves ne l'atteindraient pas.

Il chuta pourtant sur la taxe professionnelle.

Il en conçut quelque amertume, et après une seconde expérience gouvernementale, honorable, au Ministère de l'Équipement, il choisit pour un temps la sécurité sénatoriale et se lança dans la rédaction d'un ouvrage « de réflexion sur l'action », selon ses propres termes.

La référence à La Fontaine, placée en exergue, donne bien la tonalité générale de ce livre :

« Hélas, j'ai beau crier et me rendre incommode
L'ingratitude et les abus
N'en seront pas moins à la mode ».

Rédigé dans un style alerte, ce livre prétend tracer « un chemin à travers les obstacles qui encombrant la route de l'avenir ».

Ce n'est donc pas un ouvrage de doctrine ; ses années de passage au Gouvernement ont bien conduit J.P. Fourcade à douter un peu des vertus de la technocratie libérale, mais « Démocratie française » est arrivé à point pour donner le cadre de réflexion sur la société qui manquait aux collaborateurs du Président.

La route de l'avenir par conséquent est bien tracée ; elle conduit à l'émergence d'une société française de liberté, de responsabilité, ayant dominé ses tensions extrêmes entre groupes sociaux au profit d'un groupe central en harmonie sur l'essentiel, ouvert sur l'Europe et attentif aux nouvelles nations.

Mais cette route est semée d'obstacles : ils sont, d'après Jean-Pierre Fourcade encore plus nombreux et plus importants que le Président de la République et lui-même l'imaginaient en 1974, quand, dans l'euphorie de l'élection présidentielle, ils prétendaient ensemble « conduire le changement ».

Ce livre est en définitive un code de bonne conduite du changement.

Ayant débusqué les méfaits de la centralisation et

repéré le réseau complexe des privilèges et des rentes de situation, J.P. Fourcade déplore que le décalage entre le discours politique et la réalité retarde l'apparition d'une société française plus solidaire et mieux adaptée au monde.

Il se propose de remédier à cette situation en axant son analyse et ses propositions autour de trois thèmes, qui font de cet ouvrage un véritable programme de gouvernement :

— les difficultés de la vie quotidienne, qui proviennent notamment du phénomène administratif, les problèmes du cadre de vie, de la nécessaire amélioration des conditions de travail, de la sécurité des citoyens dans la société urbaine et de l'information.

— le bon fonctionnement de l'économie, qui passe par l'équilibre des échanges extérieurs, la maîtrise de l'inflation, la recherche de meilleurs emplois, la réforme fis-

cale, la remise en ordre des entreprises publiques et l'aménagement du territoire.

— la situation de la France de demain, notamment dans le cadre de la construction européenne, de la coopération avec le Tiers-Monde, et les conditions de l'indépendance nationale.

La conclusion est courageuse, mais l'auteur est inquiet :

— inquiet sur les chances d'atteindre le consensus nécessaire aux grandes réformes, qu'il appelle de ses vœux ;

— inquiet sur lui-même puisqu'il s'interroge : « Et si j'étais un homme seul, égaré dans la vie politique ? ».

François MICHEL

Editions Fayard

● On ne change pas la société par décret de Michel Crozier

« Ce qui compte et comptera de plus en plus, ce ne sont plus les idées, opinions, théories qui restent prétexte à discours, mais la capacité à trouver des modes de raisonnement nouveaux, à poser des problèmes à partir des faits, et à expérimenter des solutions ».

Michel Crozier passant en revue les maux dont souffrent nos sociétés industrielles en crise et cherchant à déceler une fois de plus les noeuds des blocages qui paralysent l'esprit d'initiative et empêchent toute innovation profonde, se montre toujours aussi réaliste :

« Que nous le voulions ou non, nos modèles sont caducs. Déjà, ils n'opèrent plus et sont partiellement remplacés par des mécanismes différents.

« Devant cette situation, quelle est notre tâche ? construire et non plus détruire. Le temps n'est plus d'attaquer les structures de domination : elles ont craqué. L'actuel désarroi des hommes de l'Occident en est largement la conséquence. Notre tâche est maintenant de créer les conditions et les moyens nécessaires pour une meilleure gestion de notre tissu collectif et d'élaborer d'autres méthodes pour nous gouverner ».

Car il ne s'agit pas de supprimer l'organisation, mais de la développer en rénovant les structures institutionnelles notamment dans ces trois secteurs redoutables que sont l'Education Nationale, l'administration publique et les castes des « élites ».

En fait, ce que nous vivons, « c'est une crise d'effacement devant la complexité d'un système que nous ne maîtrisons plus ». Et en ce sens, l'image de la crise que

risque de vivre la France, à l'image de celles de l'Angleterre ou de l'Italie, devrait nous galvaniser suffisamment pour nous permettre d'assurer les mutations devenues indispensables.

« On peut s'accommoder quelque temps de l'ingouvernabilité et du déclin qui l'accompagne. Au-delà d'une certaine limite, pourtant, le système social incapable de maîtriser la complexité qu'il engendre, tend à s'étouffer. Alors les hommes s'effondrent et régressent vers des comportements archaïques ».

Imaginer des stratégies de changement, c'est pour Michel Crozier, d'abord apprendre à mieux investir dans les rapports humains, dans les connaissances et dans les expériences, car, « malgré les apparences, la société française n'est nullement inerte et passive. Les gens ne se contentent pas de trouver des arrangements, ils innove, ils réalisent toutes sortes de changements. Et beaucoup de ces changements répondent au même besoin fondamental d'adaptation : simplifier, organiser des circuits plus courts entre l'expérience et la décision, maîtriser autrement ce qui était devenu trop complexe, établir un mode d'autorité permettant d'assumer des responsabilités ».

Transformer les revendications en ressources pour le changement apparaît donc indispensable ce qui suppose que l'on mette un frein à l'esprit bureaucratique protecteur « propre à la magistrature » (c'est-à-dire à la gestion) mais tout aussi néfaste pour beaucoup d'autres tâches qui n'ont rien à voir avec la gestion et qui sont en développement rapide, comme les tâches d'expertise et

d'animation : la séparation institutionnelle entre le contrôle politique et les formes de régulation qu'il comporte, d'une part, les responsabilités opérationnelles, d'autre part, qu'elles soient de gestion proprement dite, de magistrature ou d'animation, telle est semble-t-il une des plus importantes réformes à accomplir.

Ensuite, toujours selon Michel Crozier, il faudrait savoir jouer la province en « décloisonnant, déprofessionnalisant ou du moins en limitant le champ du professionnalisme administratif » :

« Jouer la province ne signifie pas parier sur la province contre Paris, mais s'appuyer sur les fonds de rénovation qui en province peuvent transformer le système régional ».

Crozier préfère la région au département et aux communes comme point d'ancrage d'une légitimité institutionnelle nouvelle : « un corps délibératif régional disposerait d'un poids suffisant pour rompre le monopole des mécanismes d'accès parisien, au moins sur quelques activités essentielles. L'actuelle région me semble la première unité administrative capable de développer des solidarités collectives correspondant à une société hautement développée, avant tout parce que c'est seulement à son niveau désormais que peut s'envisager une véritable solidarité entre villes et campagnes ».

Autre tactique à adopter : « ouvrir les élites », car « si l'existence d'une élite semble constante à travers les systèmes sociaux, il n'en reste pas moins une grande différence entre une société fondée sur l'existence d'élites très étroites, même recrutées de façon égalitaire et une société dans laquelle des élites plus nombreuses et plus ouvertes sont capables d'accueillir assez largement les talents nouveaux »... Car « toutes les expériences étrangères et même françaises montrent l'extraordinaire potentiel d'énergie créatrice que peuvent manifester les jeunes entre vingt et trente ans. Or le système actuel s'efforce absurdement de détourner les jeunes de toute contribution originale. Il les cantonne dans la lutte pour les places, infiniment moins formatrices que l'analyse des problèmes réels à laquelle les contraindrait la recherche appliquée »...

Seule, une réelle réactivation du système de la recherche, basée sur des échanges entre le C.N.R.S., l'Université, l'industrie et l'administration devrait permettre de dynamiser la connaissance à condition « que les universités et les grandes écoles acceptent que les doctorats de recherche soient organisés par les institutions de recherche ou avec elles ».

Sur un autre plan encore, parier sur les hommes devrait nous conduire à « construire une école nouvelle où la liberté et la responsabilité de l'adolescent seraient beaucoup plus grandes ».

Quant à la nécessité de jouer une fois pour toute « l'entreprise contre l'esprit rentier », il s'agit là d'une

urgence particulièrement cruciale : « la libération du citoyen et du producteur exige le maintien et le développement d'entreprises humaines, dans lesquelles des créateurs individuels, des groupes d'hommes qui ne tiennent leur légitimité que de leur vision propre et de leur capacité à prendre des risques, puissent entraîner et employer d'autres hommes à produire du nouveau ». A l'heure actuelle, notre appareil productif supporte sans doute trop de cadres, tout comme notre économie supporte une bureaucratie administrative trop importante (les non ouvriers sont en France relativement plus nombreux : 27 employés et cadres pour 100 ouvriers en France contre 23 en Allemagne et nettement mieux rémunérés : rapport moyen de 170 à 100 en France contre 128 à 100 en Allemagne).

« La France n'a jamais été que très partiellement un pays de prolétaires ; c'est désormais de plus en plus un pays de petits bourgeois, passionnément attachés aux distinctions, aux privilèges et aux subtiles différences d'une société hiérarchique et par beaucoup de côtés anachronique — même ceux qui votent communistes — (les vrais prolétaires, eux, ne votent guère) ».

Rénover le système de direction des entreprises françaises, revitaliser leur encadrement en simplifiant « les circuits de communication et de responsabilité », constitue un besoin particulièrement urgent car « le problème profond de la société française, ce n'est pas l'emploi, ce n'est pas la paix sociale, c'est l'abandon de l'esprit rentier. Si nous voulons survivre, il faut jouer l'avenir, c'est-à-dire l'esprit d'entreprise ».

Inventer un nouveau type de management suppose que l'on sache également jouer à temps la révolution des services en « créant les conditions sociologiques indispensables pour que de petites communautés sociales vivantes puissent se former autour de la fourniture d'un service et non seulement restent ouvertes, mais soient capables d'établir un échange intensif les unes avec les autres et avec le monde extérieur, particulièrement professionnel ».

Finalement, croire à l'innovation sociale c'est en même temps reconnaître la valeur de l'investissement intellectuel dans la stratégie du développement du nouveau tertiaire (en s'appuyant notamment sur les jeunes et les femmes) et croire à l'importance du démantèlement du système bureaucratique traditionnel : « l'Etat et même les collectivités locales et régionales doivent apprendre à jouer un rôle d'aide à la connaissance, de conseil et de régulation indirecte, et abandonner leur passion pour le contrôle et la réglementation ».

Une bonne analyse de la situation française qui propose certaines réformes indispensables quoique particulièrement difficiles à entreprendre.

Anne-Marie LAVAUDEN

Grasset

● L'Etat Libéré de Charles Dasville

Le livre de Charles Dasville est à double fond (1). A première vue il représente un vigoureux plaidoyer pour la politique de Raymond Barre. D'aucuns le jugeront trop louangeur à l'égard de ce dernier et à l'égard de René Monory, Ministre de l'Economie, mais l'originalité de cette position au milieu du bruyant concert de critiques et de vociférations mérite l'attention et l'intérêt. D'autant plus que Charles Dasville plaide le dossier avec clarté. A le lire, l'économie devient limpide, les problèmes sont cernés de telle manière que la solution s'impose avant d'être proposée... Au lieu de se lamenter sur l'absence de consensus social, l'auteur dévoile les bases, selon lui irréfutables, de ce qui devrait constituer le consensus intellectuel source d'un meilleur consensus social : la contrainte extérieure à laquelle tout gouvernement français quel qu'il soit est et sera inmanquablement confronté, contrainte de l'environnement international, contrainte des problèmes énergétiques, contrainte des problèmes monétaires ; et des économistes tels que Jean Boissonnat ne manquent pas d'insister sur l'importance de ces contraintes dans la vie économique actuelle. Il n'est pas de politique économique et sociale cohérente sans une préalable analyse lucide des phénomènes qui pèsent sur notre époque complexe et dure. C'est en cela que Raymond Barre a raison, même s'il n'a pas toujours réussi à se faire entendre. Mais il n'y a pires sourds...

Fort de cette analyse, Charles Dasville nous peint ensuite, à l'image de Corneille, Raymond Barre et René Monory moins tels qu'ils sont que tels qu'ils devraient être. Il leur attribue la paternité d'une « économie sociale de liberté » qu'ils n'ont jamais officiellement réclamée, même si elle peut paraître avoir un air de famille avec leur politique, une économie sociale de liberté, fondement d'une société de responsabilité et de solidarité (2). Mais le parti pris de la louange ne cache-t-il pas une critique quand l'auteur sait pertinemment que l'idéal ne correspond pas tout-à-fait à la réalité. En tout cas l'espoir de certaines réformes qui ne sont pas encore réalisées anime l'auteur. Ses propositions sont dispersées tout au long du livre d'une façon discrète, très discrète

● L'Europe sociale

« Il n'y a pas d'Europe sociale ». « L'Europe sociale reste à faire » : au cours de la campagne pour l'élection du Parlement Européen de telles affirmations ont été maintes fois avancées, et souvent par des européens convaincus ou par des journalistes bien ententionnés.

S'ils avaient lu « Le Traité de Droit social européen », dont les Presses Universitaires de France viennent de publier une nouvelle édition, ils n'auraient pas été aussi somnolents (1).

peut-être pour mieux les faire admettre... Il serait pourtant intéressant d'en savoir davantage sur des suggestions nouvelles, telles que la création d'un Fonds d'égalisation des patrimoines, le lancement d'un « Plan Marshall » pour le Tiers Monde à partir des ressources du Système monétaire européen, le partage du temps de travail afin de réduire le chômage, etc... Mais l'idée principale qui sous-tend la partie consacrée à la politique sociale prend sa force dans sa liaison avec la situation économique issue de la guerre du Kippour. Puisqu'il faut se battre sur les marchés extérieurs nous dit l'auteur, tout doit être mis en œuvre pour renforcer l'entreprise. Avec logique il en tire la conclusion qu'il faut alléger les charges de cette dernière, notamment pour accroître la rémunération des ouvriers, sensiblement inférieure en France à celle distribuée en Allemagne Fédérale. Le pivot de cette réforme se situe dans la Sécurité Sociale. En demandant que sa charge soit répartie également entre toutes les catégories sociales au lieu de peser essentiellement sur l'entreprise et les salariés, Charles Dasville indique la voie d'une grande redistribution des revenus, d'une portée autrement plus concrète que la lutte des classes, cette « hydre hégélienne » dont il dénonce la nocivité. Mais la majorité actuelle, confortée par les professions libérales, les commerçants, les agriculteurs qui bénéficient de la redistribution des soins de santé davantage qu'ils n'y contribuent, peut-elle réaliser cette réforme ? Il le faudrait assurément dans une perspective de plus étroite solidarité et de plus grande équité. Tel est un des impératifs qui ressortent du livre de Charles Dasville.

Derrière la logique économique et sociale de « l'Etat libéré » se profile le souhait de convergences d'idées favorisant certains rapprochements et un plus large consensus national qui permettraient de mieux affronter les défis de notre temps.

Henri BOURBON

(1) C.D.S. Edit. 205 Bd Saint-Germain 75007 Paris

(2) France Forum n°167-168 de Novembre 1978.

M. Jacques-Jean Ribas, qui en est le principal auteur, sait mieux que personne de quoi il parle. Ce juriste a été pendant de longues années la cheville ouvrière de la Direction des Affaires Sociales à la Commission Européenne. Avec une patience de fourmi il s'est employé à traduire dans les faits les prescriptions et les objectifs du Traité de Rome.

Tache difficile, car il s'agit là d'un domaine complexe où les « acteurs » sont multiples : partenaires sociaux,

Gouvernements et Parlements, organes communautaires, conseil de l'Europe, ONU etc... Les politiques sociales restent pour l'essentiel des politiques nationales. A l'exception de certains « crêneaux », tels que la circulation des travailleurs dans la Communauté et la Sécurité Sociale des « migrants », où la Communauté a reçu des pouvoirs réglementaires, celle-ci a dû le plus souvent limiter son action à un effort d'harmonisation « dans le progrès », ou à l'établissement de « directives », par exemple pour l'égalisation — inachevée — des salaires masculins et féminins.

Méthodique, précis et complet l'ouvrage évoque l'ensemble des problèmes sociaux traités, à différents niveaux, par les autorités nationales, par la Communauté Européenne et par les Organisations Internationales. Il constitue un instrument de travail indispensable pour quiconque s'intéresse à l'union européenne. Il apporte des raisons d'espérer à tous ceux qui reconnaissent dans l'épanouissement de l'homme la finalité de cette grande entreprise.

Cette étude approfondie de 700 pages ne laisse dans l'ombre aucun aspect du droit social. Elle analyse les résultats obtenus dans la création d'un marché européen du travail ainsi que les règles communes et la jurisprudence garantissant aux travailleurs migrants et à leur famille l'égalité des droits en matière de Sécurité Sociale.

Elle souligne les progrès réalisés par l'harmonisation des législations nationales et des politiques sociales dans les domaines les plus divers : emploi, lutte contre le chômage, formation professionnelle, égalisation des salaires féminins et masculins, amélioration des conditions de vie et de travail, relations sociales dans l'entreprise, protection des consommateurs et de l'environnement. Cette coopération s'est même étendue à l'éducation et à la jeunesse, au logement et à la santé.

Elle décrit les interventions financières de la Communauté dans le cadre du Fonds social et du Fonds européen de développement régional, qui se sont développés ces dernières années, apportant aux politiques nationales un complément de ressources non négligeables.

Enfin elle débouche sur la recherche d'une « nouvelle croissance », plus attentive à la qualité de la vie.

Au total le bilan de l'action sociale des institutions européennes est très positif. Comme le remarque dans son introduction M. Robert Lecourt, Ancien Président

de la Cour de Justice des Communautés Européennes « Rarement — pour ne pas dire plus — le travailleur s'est vu conférer, en aussi peu de temps, autant de droits hors de son pays d'origine et dans une zone géographique aussi vaste. On peut, par là, mesurer le progrès de civilisation réalisé. En quel continent peut-on constater une avancée comparable à celle obtenue, en moins de trois décennies, par les Communautés européennes, qui ont assimilé aux ressortissants nationaux les travailleurs qui se déplacent pour rechercher ou exercer une activité, en tout ce qui concerne l'emploi, la rémunération, les conditions de travail, la Sécurité sociale, les droits de la famille ? »

Mais de graves insuffisances subsistent. Il reste beaucoup à faire. L'adhésion de nouveaux partenaires a ralenti, sinon bloqué, le processus d'harmonisation. La « crise » — ralentissement de la croissance, inflation, chômage —, les impératifs du redéploiement industriel et de l'élargissement, les difficultés financières des systèmes de protection sociale font surgir des problèmes nouveaux et graves au regard desquels la Communauté est actuellement mal outillée.

Les moyens du Fonds social et du Fonds régional ne devraient-ils pas être renforcés, leurs méthodes d'intervention révisées ? L'aménagement du temps de travail n'exige-t-il pas de nouveaux instruments juridiques, par exemple des accords cadres par branche ouvrant la voie à des conventions collectives européennes ?

En tout cas il apparaît nécessaire d'imprimer un nouvel élan à l'Europe sociale et de lui donner de nouveaux objectifs. Telle est d'ailleurs la conclusion de Jacques-Jean Ribas : « Si la Communauté veut atteindre les objectifs sociaux ambitieux qu'elle s'est fixés pour les années à venir, ses institutions devront adopter une attitude plus « volontariste » et utiliser les moyens juridiques qu'offrent les Traités en vue du « rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au Marché commun » qui figure parmi les objectifs du Traité ». On ne saurait mieux dire.

Aujourd'hui, face aux redoutables défis d'un monde en mutation, il n'est pas exagéré d'affirmer « que l'Europe sera sociale ou ne sera pas ».

Jacques MALLET

(1) *Traité de Droit social européen*. Presses Universitaires de France, (Collection *thémis*) par Jacques Jean Ribas, M.J. Jonczy, J.C. Séché.

● Le Pacte Germano-Soviétique (Staline, l'homme et son temps) de Adam B. Ulam

Une des contributions les plus intéressantes apportées par Adam B. Ulam dans son ouvrage « *Staline, l'homme et*

son temps », réside dans l'explication qu'il donne de la conclusion du pacte germano soviétique du 23 août

1939.

Adam B. Ulam prend le contrepied de la thèse selon laquelle Staline n'aurait conclu ce pacte qu'après avoir acquis la conviction que l'Angleterre et la France, loin de vouloir nouer avec l'URSS une alliance défensive contre l'Allemagne hitlérienne, avaient poussé les nazis à concentrer leurs efforts d'agression vers l'Est. Ayant acquis cette conviction justifiée, le maître de l'U.R.S.S. aurait alors tenté de gagner du temps, afin d'être en mesure de résister victorieusement à l'agression fasciste.

Au soutien de cette thèse, on invoque généralement les accords de Munich, par lesquels les puissances occidentales sacrifient les Tchèques en rejetant l'offre de l'URSS de défendre l'indépendance de la démocratie dirigée par le Président Benes et la mollesse, sinon la duplicité, avec laquelle ces mêmes démocraties négocièrent, en été 1939, une alliance militaire avec l'URSS au moment de la montée de la crise polonaise. L'Angleterre et la France dépêchèrent alors vers Moscou des négociateurs aux pouvoirs limités, acheminés vers l'URSS par bateau, et qui ne montrèrent aucun enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire, pour persuader les Polonais d'accepter l'entrée sur leur territoire des troupes soviétiques, condition pourtant indispensable pour que l'URSS puisse effectivement conjuguer ses efforts militaires avec ceux des puissances occidentales. A ce comportement, on ajoute l'attitude idéologique franchement anticomuniste des dirigeants occidentaux.

A cette thèse, l'historien Ulam en oppose une autre : Staline a tenté, tout à fait consciemment, de favoriser une guerre entre l'Allemagne et les puissances occidentales dont l'URSS aurait été le spectateur et dans laquelle elle ne serait intervenue qu'après affaiblissement des deux camps pour rafler, sans risque, les profits territoriaux et politiques nés de cet affrontement.

A l'appui de cette démonstration, Ulam met en lumière des faits ou des événements apparemment secondaires, ou, en tous cas, insuffisamment explicités par les partisans de la thèse adverse.

Premier fait : l'origine-même de la crise résolue par l'accord de Munich.

Chamberlain avait offert à Hitler le consentement de principe de la France et de l'Angleterre au transfert au Reich du territoire des Sudètes, après plébiscite. La crise, résolue par les accords de Munich, ne survint que par le refus opposé par Hitler à ces propositions qui lui accordaient pourtant l'essentiel et par sa prétention — qui ne pouvait s'expliquer que par le désir d'humilier gratuitement les puissances occidentales — d'annexer sans délais et sans formalités les territoires des Sudètes.

Il est de fait que tous les chroniqueurs (cf. W. Shirer)

s'accordent à dépeindre la surprise et la colère de Chamberlain lorsque Hitler, le 22 septembre 1938 rejeta les propositions du Premier Anglais et prétendit réaliser l'occupation militaire immédiate des territoires convoités. D'après Ulam (Tome II, p. 83, de l'édition française), Staline comprit alors le caractère complexe de la politique d'apaisement des gouvernements anglais et français : ce serait trop simple de la qualifier de « lâche ». Ce fut un mélange d'erreur d'évaluation du caractère de Hitler, de crainte de la guerre, d'adhésion sincère au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et que Hitler leur retournait avec astuce. De cette motivation complexe, il résulte que les puissances occidentales s'attachaient au moins autant à la forme qu'au fond des concessions qu'elles consentaient au redoutable seigneur de la guerre. Cette politique d'apaisement avait donc ses propres limites : la France et l'Angleterre avaient risqué la guerre en 1938 non pour sauver l'intégrité du territoire tchécoslovaque — elles admettaient la légitimité du retour — ou plutôt de l'annexion — du territoire des Sudètes au Reich, mais pour faire respecter les formes de ce transfert, qui devait être fondé non sur la conquête militaire, mais sur l'adhésion des populations concernées. De ce développement de la crise de Munich, ou plutôt de l'analyse de sa véritable origine, Staline déduisit avec raison que les mêmes principes de conduite qui avaient amené les puissances occidentales à accepter l'accord de Munich les conduiraient à s'opposer militairement au Reich lors de la prochaine crise, lorsqu'il serait impossible à l'Allemagne de parer une politique d'annexion des justifications de l'autodétermination de populations allemandes souhaitant leur rattachement à la Mère patrie.

Quant à l'appui militaire qui aurait été promis par l'URSS aux Tchèques, Ulam énonce deux motifs qui justifient qu'il n'ait pas été pris en considération par les dirigeants occidentaux : en premier lieu, l'armée rouge semblait si affaiblie par les purges qui avaient conduit à la liquidation de ses chefs que l'on devait la négliger comme force militaire notable — et c'est ainsi que raisonnait la Wehrmacht — ; en second lieu, l'aide militaire soviétique avait toujours été subordonnée à la condition que la France remplit elle-même ses propres engagements.

Second fait relevé par Adam Ulam, l'annexion, le 15 mars 1939, de ce qui restait de la Tchécoslovaquie mit fin à la politique d'apaisement et conforta Staline dans l'idée que la guerre entre le Reich et les puissances occidentales était inévitable. Sur cet événement, Ulam souligne avec raison son caractère irrationnel, du strict point de vue des intérêts de Hitler : le gouvernement Tchécoslovaque post munichois était déjà aux ordres de l'Allemagne. Avec ou sans l'occupation militaire de Prague, le Reich eut été en mesure de favoriser la sécession de la Slovaquie, toujours au nom des principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les conditions atroces dans lesquelles le docteur Hacha fut convoqué à Berlin pour avaliser la suppression nominale

de la souveraineté tchécoslovaque, réduite au « Protectorat » de Bohême-Moravie — et à l'état satellite de Slovaquie furent des actes gratuits, non seulement inutiles, mais néfastes pour le Reich. Si ce dernier avait continué à respecter la souveraineté de Prague, est-il si sûr que les Polonais auraient rejeté sans discussion les offres allemandes de laisser à la Pologne son existence moyennant le rattachement de Dantzig au Reich et la création d'une voie de communication exterritorialisée entre l'Allemagne « continentale » et la Prusse orientale ? Sans l'épisode du 15 mars 1939, Hitler aurait peut-être été en mesure de détruire et d'absorber pacifiquement la Pologne, par la tactique du « salami ». D'abord, Dantzig et la liaison vers la Prusse Orientale, puis par étapes progressives dont aucune d'entre elles, prise séparément n'aurait constitué un casus belli, la neutralisation du pays convoité.

Confirmant les prévisions de Staline, la Grande-Bretagne marquait définitivement la fin de la politique d'apaisement en accordant unilatéralement sa garantie à la Pologne.

Troisième fait : les conditions dans lesquelles l'Angleterre accorda cette garantie démontrent, selon Ulam, que Chamberlain n'avait pas la moindre velléité d'apaiser l'Allemagne en l'incitant à attaquer à l'Est. Marginalement, Ulam remarque que Chamberlain n'était pas assez subtil pour pouvoir être crédité du machiavélisme dont les pro-soviétiques l'ont taxé.

Indépendamment de cette « preuve » négative et quelque peu personnalisée, l'historien fait valoir, d'une manière assez convaincante, que si l'Angleterre avait voulu « dériver » la fureur guerrière de Hitler vers l'Est, elle n'aurait pas accordé une garantie unilatérale à la Pologne, mais aurait proposé à l'URSS de garantir conjointement cet état. Devant une telle offre, l'URSS aurait été mise au pied du mur. Mais une telle épreuve lui fut épargnée par le caractère unilatéral de la garantie anglaise.

C'est à propos de cette garantie que Ulam situe le premier acte positif de l'URSS pour attiser la guerre entre le Reich et les puissances occidentales tout en laissant comprendre à Hitler qu'elle ne souhaitait pas participer au conflit. Avant d'accorder sa garantie la Grande-Bretagne avait sondé l'ambassadeur d'URSS à Londres qui avait répondu évasivement, mais d'une manière telle que l'on pouvait comprendre qu'une telle démarche était accueillie favorablement par Moscou dans le cadre de sa politique de rapprochement avec les démocraties occidentales, inspirée par Litvinoff. Mais après la conclusion du traité de garantie, l'URSS fit officiellement connaître sa désapprobation, ou tout au moins, son absence de « sympathie et de compréhension » (tome II, p. 94). Cette réserve était un clin d'œil adressé à Hitler après que l'Angleterre et la France aient pris des engagements qui ne pouvaient les conduire qu'à la guerre.

Mais pour que Hitler soit réellement intéressé, il fal-

lait lui montrer que l'URSS avait deux fers au feu, autrement dit qu'elle pouvait rechercher l'entente avec les démocraties occidentales. Tel fut l'objet, le 18 avril 1939, de l'offre soviétique aux britanniques de nouer des conversations politico-militaires. Elles furent à l'origine de l'envoi de la mission militaire franco britannique qui s'achemina sans hâte, par bateau, vers Moscou et dont la lenteur et le manque d'enthousiasme constituent l'argument principal de ceux qui estiment que les occidentaux n'ont pas réellement recherché la coopération militaire avec l'URSS. Ulam fait remarquer, et c'est le quatrième fait, que l'offre soviétique portait sur la discussion des « garanties militaires conjointes concernant les états d'Europe orientale situés entre le Baltique et la Mer Noire et limitrophes de l'URSS ». (Tome 2, p. 94 et 95). Il est difficile de nier le caractère dissymétrique de cette offre ; les occidentaux devaient s'engager à intervenir au cas où l'Allemagne attaquerait les pays baltes, sans que l'URSS fut obligée à la moindre action en cas d'invasion de la Belgique ou de la Hollande. De plus on vivait sur l'idée — aussi erronée que l'appréciation de la force de l'armée française — que la valeur militaire de l'Armée rouge était très affaiblie par le massacre de ses cadres. La réserve — pour ne pas dire plus — de l'Angleterre et de la France — dans ces conversations politico-militaires avec l'URSS s'explique alors sans qu'il soit besoin de recourir au désir de se dégager du futur conflit en laissant l'URSS en tête à tête avec l'Allemagne.

Il fallut, semble-t-il, un autre geste de l'URSS pour appâter réellement Berlin : le remplacement du juif Litvinoff par l'aryen Molotov à la tête des Affaires Etrangères soviétiques. Et peut-être aussi l'action personnelle de Ribbentrop, qui cherchait à se conférer l'image de marque d'un nouveau Bismarck. Le ministre des Affaires Etrangères du Reich réussit à persuader le Führer que la conclusion d'un accord avec les Soviétiques dissuaderait les occidentaux de faire la guerre pour soutenir la Pologne. L'action personnelle de Ribbentrop doit être regardée comme le cinquième fait invoqué par Ulam. Dès lors s'engagea entre les deux dictatures une véritable partie de poker. Staline ne désirait pactiser avec le Reich que si les occidentaux entraient en guerre. Si cette éventualité ne se produisait pas, il ne pouvait qu'assister, impuissant et humilié, à la liquidation de la Pologne par l'Allemagne, prélude vraisemblable, au pire à une agression ouverte contre l'URSS à partir de bases avancées, au mieux à une action destabilisatrice par l'encouragement au nationalisme ukrainien. Pour Hitler, l'accord n'était utile que s'il intervenait avant le déclenchement de l'action contre la Pologne — dont la date était commandée par des données climatiques — puisque l'avantage attendu de l'accord était de faire renoncer les occidentaux à entrer en guerre. Staline avait exactement l'objectif inverse. Il essaya de faire traîner les choses, mais dû se résoudre à accepter la date du 23 août 1939 quand Hitler lui fit entendre que, faute d'un pacte signé en temps voulu, il réglerait seul le sort de la Pologne — c'est-à-dire en clair ne permettrait pas à l'URSS de se saisir de la partie orientale de la Pologne.

On sait que ce quasi ultimatum fut décisif.

La suite des événements décurent les deux partenaires du Pacte. L'Angleterre et la France, contrairement à l'espérance d'Hitler, mais conformément aux prévisions de Staline, entrèrent en guerre. Mais la Pologne fut liquidée en un laps de temps plus bref que prévu et les occidentaux, en s'installant dans la « drôle de guerre », marquée par une passivité militaire à peu près complète, placèrent Staline dans une position qui n'était pas loin de celle qu'il redoutait le plus ; prisonnier d'un accord avec l'Allemagne sans que celle-ci fut réellement attaquée à l'Ouest. Pour parer à cette situation, Staline s'appliqua à donner des gages à Hitler en se comportant comme un allié de fait, en ravitaillant scrupuleusement l'Allemagne en matières premières ; en poussant le P.C. français, par Komintern interposé à prendre une position — dès la fin de septembre 1939 — dénonçant la guerre « impérialiste » ; à taxer l'Angleterre et la France de bellicisme, d'être responsables de la poursuite de la guerre désormais sans objet depuis la disparition de la Pologne. Les liens germano-soviétiques furent resserrés dans le sens d'un assujettissement plus étroit de l'URSS à l'Allemagne — au cours d'une négociation menée le 27 septembre à Moscou (Tome 2, p. 104/105). Il est vrai qu'au cours des conversations, la vanité et le manque de clairvoyance de Ribbentrop valurent aux Soviétiques un succès mineur. Ils firent accepter aux Allemands l'échange de la région proche de Varsovie, peuplée de Polonais hostiles à l'Allemagne, contre la Lituanie, pays balte plutôt germanophile. Il est difficile de déterminer ce qu'aurait été l'exécution de « Barbarossa » si les positions de départ des armées allemandes avaient été adossées sur la ligne de démarcation primitivement décidée entre le Reich et l'URSS.

Les mois qui suivirent la chute de la Pologne apportèrent au maître de l'URSS des profits et des pertes. Du côté des profits, on peut citer l'accalmie de l'hostilité du Japon, découragé par le pacte germano-soviétique — et par l'incapacité de la diplomatie de Hitler et de Ribbentrop à saisir la dimension mondiale du conflit. Du côté des pertes, le conflit aigu à l'Ouest, tant espéré, et qui justifiait le pari stalinien, se terminait par la liquidation, en quelques semaines, de l'armée française dont Staline, comme les généraux allemands, avait surestimé l'efficacité. Cette erreur d'appréciation l'avait conduit à faire un faux pas. Pour prolonger le conflit à l'Ouest, il avait cru devoir masser des troupes sur la « frontière » polonaise entre l'Allemagne et l'URSS. La rapidité de la victoire de la Wehrmacht avait privé cette manœuvre de toute portée, et Staline se trouvait dans l'obligation de démontrer à Hitler que ces mouvements de troupe n'étaient en rien dirigés contre l'Allemagne, ce qu'il ne pouvait faire qu'en se conformant le plus scrupuleusement possible aux obligations nées du pacte. Mais, toujours suivant la pensée de Ulam, l'incapacité de l'Allemagne à envahir l'Angleterre et l'échec de la Luftwaffe dans la bataille d'Angleterre redonnèrent confiance à Staline. Que l'Angleterre ait survécu à l'effondrement de la France impliquait que les Etats-Unis interven-

draient tôt ou tard dans le conflit. Ainsi se trouvait reconstitué le « cas de figure » espéré en 1939. Une guerre longue et difficile entre puissances impérialistes à laquelle l'URSS assistait en spectateur, en attendant de pouvoir intervenir sans risque — à peu près comme elle devait le faire en 1945 contre le Japon. Pour éviter d'être mêlé prématurément au conflit, il suffisait de ne donner aucun prétexte d'intervention à Hitler en se conformant strictement aux obligations du pacte. Car Hitler, durablement engagé à l'Ouest, n'avait rationnellement aucun intérêt à ouvrir lui-même un second front à l'Est. Mais la rationalité de Hitler n'était pas celle de Staline. Il voulait la guerre plus encore que la conquête. Il ne pouvait ni oublier ni pardonner le fait que Staline avait cru possible de le gêner en massant des troupes sur son flanc Est lorsque la Wehrmacht balayait l'armée française en mai et juin 1940.

Les derniers mois de la vie du Pacte, entre novembre 1940 et juin 1941 donnent lieu à des jugements contradictoires. Tantôt on insiste sur la fidélité presque servile avec laquelle l'URSS a observé ses obligations, de manière à priver Hitler de tout prétexte justifiant l'attaque qui allait pourtant se déclencher. Tantôt, on met l'accent sur la liberté de comportement de l'URSS, l'opportunité avec laquelle elle exploitait la moindre difficulté de son partenaire, l'ironie sarcastique de Molotov face aux assurances allemandes que l'Angleterre était virtuellement vaincue, composantes d'un comportement qui conduit à conclure qu'Hitler, en attaquant le 22 juin 1941, n'a fait que prévenir un geste hostile de son partenaire.

Selon Adam Ulam, il faut s'en tenir à la première version. Certes, Staline était trop expert en Realpolitik pour ne pas exploiter toute marge de manœuvre que lui offrait l'évolution de la situation en mai-juin 1940, de même que son empressement à reconnaître le nouveau régime yougoslave anti-allemand. Mais en sens inverse, la prudence craintive à l'égard de l'Allemagne l'emporte de beaucoup : absence de réaction devant l'occupation de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Finlande, initiatives allemandes dont la finalité était pourtant évidente. Refus de reconnaître les gouvernements en exil des pays envahis par l'Axe. Livraisons ponctuelles des fournitures et des matières premières à l'Allemagne. Passivité devant le survol du territoire par les avions allemands qui photographiaient ouvertement les installations militaires de l'URSS. Attitude froide et distante à l'égard de l'Angleterre. Ulam doute que Molotov ait réellement accueilli ironiquement le contretemps créé par le raid anglais au dessus de Berlin lors de la réunion de novembre 1940. En revanche, il semble difficile de ne pas croire à la sincérité de la réponse de Molotov lorsque l'ambassadeur allemand vint lui notifier officiellement la déclaration de guerre du Reich. « Nous n'avons pas mérité cela » commenta, atterré, le ministre soviétique. Mots dont l'humilité ne peut être feinte et qui expriment assez le désarroi et la peur. Sentiments qui devaient être ceux de Staline lui-même puisqu'apparemment, il demeura prostré, sans réactions, jusqu'au 1^{er} juillet, date

à laquelle il prit en main la défense du pays.

Si on accepte la thèse de Ulam, le pacte germano-soviétique se révèle une erreur car Staline doutait lui-même que son régime autocratique puisse résister à une guerre du type de celle qu'on lui infligeait. Comment ce qui devait être un désastre se transforma finalement en une éclatante victoire et l'accession de l'URSS au rang

● Le mythe indo-européen

Depuis quelques temps nous assistons à un engouement pour une période de notre histoire qui est d'autant plus prisée qu'elle demeure lointaine. Revues, livres, essais s'en inspirent à des degrés divers.

Pour certains, la découverte est de taille, il ne s'agit pas moins d'un véritable continent idéologique non-exploré : celui des Indo-européens. Même Michel Poniatowski dans son remarquable et pertinent ouvrage se croit obligé en une douzaine de pages de tracer à grands traits ce qui pourrait bien être, dans les prochaines années, l'épine dorsale d'une nouvelle idéologie politique (1).

On n'ignore pas que Georges Dumézil en partant de la comparaison entre les langues indo-européennes a développé dans de nombreux livres une hypothèse sur la structure de la société indo-européenne.

C'est qu'il nomme la tripartition fonctionnelle : la société est divisée en trois cartes hiérarchisées : les prêtres souverains, le guerrier et le producteur (2). Mais au-delà de cette hypothèse convient-il d'attribuer aux Indo-européens une éthique particulière ?

Michel Poniatowski écrit : « La même énergie inépuisable, la même aptitude à la guerre et à la volonté de conquête les ont caractérisés ».

Ici, les qualités qu'on voudrait leur prêter ont toutes les chances d'être celles de tous les envahisseurs partis à la conquête de nouvelles terres. Pourtant certains journaliers ne s'embarrassent pas de nuances. Les indo-européens connaissaient-ils Nietzsche ? C'est ce qu'on est en droit de se demander lorsqu'on lit : « Les valeurs fondamentales de cette culture étaient liées au dépassement de soi : héroïsme, courage, sens de l'honneur, goût faustien de l'infini » (3).

Il s'agit là d'un net parti-pris d'idéalisation. Mais passons à un autre ouvrage publié par le Club de l'Horloge couvert d'éloges par « Le Figaro Magazine ». Dans un chapitre consacré aussi aux indo-européens, on arrive à cette étrange conclusion : « Les apports de la science moderne doivent être pris en considération pour l'élaboration d'un mythe européen. Si par exemple comme l'enseigne la biologie, l'hérédité s'affirme comme plus déterminante que le milieu (?) les lois et constantes de l'histoire des peuples de l'antiquité (...) doivent être

de super puissance égale aux Etats-Unis est une autre histoire.

André KEREVER

*Traduction française par Marie-France de Palamera
N.R.F. Calmann-Lévy/Gallimard*

également valables pour nous leurs lointains descendants » (4).

Le lecteur vient de voir s'effectuer sous ses yeux un prodigieux tour de passe-passe : plus de vingt siècles de christianisme escamotés. Mais puisque ces auteurs semblent en quête d'appellation prestigieuse se référant à la « novellité » (ils se nomment « les nouveaux politiques ») suggérons donc une autre application : les nouveaux prestidigitateurs. Leur art, ils l'ont reçu de deux maîtres : Louis Pauwels et Louis Rougier. Chez l'un ils ont appris un sous-nietzchéisme, chez l'autre un anti-christianisme féroce.

Tous les auteurs ne vont pas jusque-là et ne voient dans la référence aux « Indo-européens » qu'un moyen habile de mettre fin à « l'erreur égalitaire ». Ce plaidoyer discret pour une élite s'appuie sur de « récentes découvertes » scientifiques. De quelles découvertes s'agit-il ? Mystère.

Et quel rapport avec les Indo-Européens ? « C'est la race indo-européenne qui porte l'élan scientifique, technique, culturel et qui imprime sa marque à l'essor de nos sociétés ». Affirmation contestable. De quels indo-européens s'agit-il ? Les seuls à porter cet élan sont les peuples grecs mais appartiennent-ils eux-mêmes à la race indo-européenne ? C'est ce qui reste à démontrer. L'important n'est pas de savoir de quels rameaux indo-européens nous sommes issus. Il est paradoxal de se référer à la communauté la plus lointaine. La véritable communauté dont nous faisons partie prend ses racines dans la Grèce et le christianisme.

M. Alain de Benoist voit dans le christianisme un totalitarisme. Ignore-t-il que ces modes intellectuelles qui à partir d'observations pseudo-scientifiques partielles prétendent sortir une vision de l'homme et franchissent le gouffre qui sépare cette vision de toutes pratiques politiques, sont le meilleur chemin à suivre pour conduire au totalitarisme ?

Joseph MACE-SCARON

(1) « L'avenir n'est écrit nulle part », Ed. Albin-Michel

(2) « la religion romaine archaïque », Ed. Payot

(3) Alain de Benoist dans « Le Figaro Magazine » du 27 janvier 1979

(4) « Les racines du Futur », Ed. Masson

La nuit de l'esprit

par Etienne BORNE

La grande et belle nouvelle nous vient, paraît-il, d'Amérique : nous nous croyions modernes alors que nous sommes entrés dans la société post-moderne. L'expression fait encore plus rêver que penser. Le post-moderne est si l'on peut dire la dernière manifestation de la modernité qui ne peut exaspérer son radicalisme critique qu'en se mettant elle-même en question et on parie sans prendre trop de risques que cette néo-nouveauté fera fureur cet hiver et qu'elle a même quelques chances de faire fortune dans les années grises ou sombres qui profilent sur le proche horizon leurs surréalistes silhouettes.

La société moderne, expliquait récemment dans « Le Monde » (14/X) Jean-François Lyotard, était persuadée qu'un certain discours sur la vérité et la justice, pourvu qu'il fut clairement pensé et courageusement pratiqué, était capable de changer, en lui donnant sens, l'histoire des hommes. En découvrant que ce discours n'est en lui-même qu'un récit mytique et que son illusoire efficacité n'est que magie incantatoire, on passe du moderne au post-moderne. Et on ne saurait dire que ce mouvement va en avant et est un progrès puisque le discours sur le progrès était la caractéristique majeure de la société moderne qui est bel et bien derrière nous.

Il ne faut pas seulement comprendre qu'avec l'avènement du post-moderne, la foi dans le progrès qui était la colonne des esprits forts est devenue aujourd'hui un signe de débilite mentale, mais surtout et plus fondamentalement, que toute pensée, religieuse, morale, politique, qui tente de mettre en ordre des idées, apparaît comme mystificatrice et frauduleuse. Le discours en tant que tel fait faillite.

Le post-moderne est donc l'ère du non-discours et de l'anti-discours. Le discours qui était dans la société « moderne » celui de Camus ou de Teilhard écrivains à idées, est dépouillé de toute portée théorique et pratique. Dans notre société « post-moderne », dès qu'une voix est assez naïve pour énoncer ou annoncer quelque idée, l'écho innombrable et ironiquement répétitif des penseurs avancés répond idéologie. Réduire à l'idéologie croyances et convictions, normes et valeurs, dogmes et doctrines, revient à affirmer que ces représentations et vues de l'esprit n'entretiennent avec la réalité des choses que des rapports imaginaires et ne sont que les instruments des intérêts et des pouvoirs qui les ont suscitées pour se donner les apparences intimidantes d'une légitimité fondée en vérité. Qu'on ne demande pas à une idée, tombée au rang de représentation, Dieu, la liberté, le progrès, si elle est vraie ou fausse ; dévêtue de sa superficielle et menteuse brillance, et suffisamment torturée, elle finira bien par avouer à quoi et à qui elle sert. Convaincues de n'être plus que fantasmagorie brouillée ou armement clandestin, les idées cessent de rayonner la clarté qui leur était propre, comme un soir de fin du monde s'éteignent et tombent du ciel les étoiles. Nuit de l'esprit.

Le prétendu inéluctable passage du moderne au post-moderne ne fait que camoufler sous un vocabulaire à la mode et dans l'intention de la rendre incurable une maladie majeure de cette modernité, et dont il lui faut ou périr ou guérir : l'émiettement des doctrines, l'affaiblissement des normes, l'affadissement des convictions dans une indifférence pire que toutes les négations. Le mal même que décrivait et dénonçait Jean Onimus dans son dernier livre « l'Ecartèlement » dont « France-Forum » publiait quelques feuillets dans son avant-dernier numéro.

Si les idées, toutes les idées, sont descendues de l'autre côté de l'horizon, l'esprit vidé de lumière et de chaleur entre dans un régime de glaciation crépusculaire. Mais la nuit de l'esprit, pense Jean Onimus, s'interprète dans son angoissante équivoque en un sens soit nihiliste soit mystique. Les idées aussi mortes que les ossements desséchés de la vision d'Ezechiel, il reste que, sur le rebord du désespoir, et alors que se dérobent intellectualité, et objectivité, l'esprit retrouve souffle et élan en s'ouvrant aux sources vives d'une subjectivité irrationnelle ou suprationnelle dans laquelle se mêlent, indiscernables, le lyrique et le sacré.

Une question se pose cependant, et elle est de taille : Jean Onimus a-t-il raison d'entrer dans le jeu plus tragique que dramatique, du décapage radical en accordant que les idées, auxquelles naïvement nous croyions, ne sont que mythes ou outils ? Certes nos idées et nos croyances si elles ne sont pas maintenues à la hauteur qui convient sont vulnérables à tous les détournements et se changent avec une facilité accablante en idéologies et en mythologies. En elle-même cependant une idée vraie, et l'esprit ne vit que d'idées vraies, est le contraire d'une fable et d'une idole. L'esprit à l'extrême de son vertige négateur ne peut se nier comme esprit et confessera son irréductible permanence, à la façon dont le post-moderne n'est qu'une modernité exacerbée. Il faut un discours, c'est-à-dire une pensée ordonnée pour conclure à la nullité de tous les discours, sauf un, le bon. Un monde chaotique et dispersé, propice aux jeux brillants comme aux aventures sinistres est un monde où triomphe partout une même idée, la seule vraie, l'idée de différence. Et si le progrès n'est qu'une pieuse chimère, la démystification intégrale de l'ère post-moderne est l'ultime et dernier progrès. Bref, l'antidogmatisme est le plus intraitable des dogmatismes.

Que l'esprit survivant à son propre suicide revienne donc à lui-même et interroge en lui la vérité vivante, dont il est sans cesse diverté, plus proche de chaque homme que son propre corps. Vérité explorée par les philosophies et les théologies classiques qui sont dans notre culture un témoignage pour le trans-culturel et l'universel. Vérité qui est voie en même temps que vie et qui, comme une route marine, va pas après pas vers l'inaccessible et l'infini. Et ce n'est pas au moment où sa rectitude s'interrompt devant l'Océan, qu'il faut lui reprocher de ne conduire nulle part sinon à la vanité du sable et de l'eau.